

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE et de la REGLEMENTATION

1er BUREAU

ARRÊTÉ **N° 4 6 5 4**

Portant déclaration d'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection du forage d'alimentation en eau potable des BAYARDIERES à MONTELIER et valant arrêté de cessibilité pour l'institution de servitudes sur les terrains inclus dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les décrets n°s 77.392 et 77.393 du 28 mars 1977 portant respectivement codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L.11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31 ;

VU les articles L.20 à L.20.1 du Code de la Santé Publique;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret 61-859 du 1er août 1967 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme ;

.../...

- VU la délibération du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence en date du 10 Juillet 1987 demandant que soit ouverte une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de protection sanitaire du forage des BAYARDIERES à MONTELLIER ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 427 en date du 15 Janvier 1988 portant ouverture d'une enquête préalable à la D.U.P. et d'une enquête parcellaire conjointes en vue de la réalisation dudit projet ;
- VU les journaux "L'Agriculture Drômoise" et "Les Allobroges" et dans lesquels a été publié l'arrêté sus visé ;
- VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché dans la commune de MONTELLIER ;
- VU la copie de la notification du dépôt du dossier en mairie de MONTELLIER propriétaires dont les noms figurent sur la liste établie en application de l'article R 11.19 du code susvisé ;
- VU les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la PREFECTURE DE LA DROME

A R R E T E

ARTICLE 1ER - est déclaré d'utilité publique le projet d'instauration des périmètres de protection du forage des BAYARDIERES à MONTELLIER.

ARTICLE 2

Conformément à l'article L 20 du code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret 61-859 du 1er Août 1961 modifié par le décret 67-1093 du 15 Décembre 1967, sont instaurés autour du forage des BAYARDIERES à MONTELIER, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée.

L'extension de ces périmètres ainsi que la désignation des terrains les constituant sont définies conformément au plan et à l'état parcellaire figurant au dossier d'enquête et joint au présent arrêté.

PROTECTION IMMEDIATE

ARTICLE 3

Le périmètre de protection immédiate constitué des terrains cadastrés ZR 46 appartenant au Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence devra demeurer pleine propriété de cet dernier. Il devra en outre être clôturé de façon à en interdire l'accès à toute personne étrangère au service et maintenu en l'état de prairie de fauche.

A la surface de ce périmètre sont interdites toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

PROTECTION RAPPROCHEE

ARTICLE 4

Sont soumises à servitudes, conformément au plan parcellaire et à l'état parcellaire figurant au dossier d'enquête et joints au présent arrêté, les propriétés désignées ci-après incluses dans le périmètre de protection rapprochée.

COMMUNE DE MONTELLIER

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	INDICATIONS CADASTRALES			
	Section	Parcelle	Superficie totale	Superficie frappée de servitude
M. ALBERT Lucien Henri, né à MONTELLIER le 12.04.05 demeurant : Quartier des Bayardières - 26 MONTELLIER	ZR	47	16h23a50	3ha71a33
Mme HUGOUD Lucette Marcelle née le 26.09.40 à MONTELLIER demeurant à Otier Souffledet 26 CHABEUIL et son époux M. CHIVAT Pierre, Noël, Roger né le 04.02.32 à MONTELLIER	ZR	48	24a27	24a27
M. HUGOUT Gilbert Marcel époux VIALE Monique née le 15.01.54 à MONTELLIER demeurant lieu-dit Champ Morel à MONTELLIER	ZR	50	6ha32a14	5ha00a36
M. FLEINET Michel, Robert, Henri né le 20.08.55 à MONTELLIER - époux REIGNIER demeurant à CHABEUIL - rue de la BALME	ZR	4	2ha52a60	2ha52a60

ARTICLE 5

sur les parcelles ou partie de parcelle incluses dans le périmètre de protection rapprochée et désignées à l'article 4 seront interdites les activités suivantes :

- * La construction de locaux à usage d'habitation, d'élevage, de stabulation, et d'une manière générale toutes constructions susceptibles d'engendrer une pollution de la nappe aquifère.
- * Le creusement d'excavations, carrières, fossés, le forage de puits et en règle générale tous faits susceptibles de modifier l'écoulement des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations d'eau de surface.
- * Les dépôts ou stockages, même temporaires, d'ordures, de fumiers, de produits fermentescibles, d'hydrocarbures et d'une façon générale de tous produits susceptibles d'engendrer une pollution des eaux.
- * Les épandages et rejets d'eaux usées, de lixiviats, et en règle générale de tous produits susceptibles de nuire à la qualité des eaux, à l'exception des produits phytosanitaires liés à l'activité agricole.

IDENTITE DES PROPRIETAIRES			INDICATIONS CADASTRALES				SUPERFICIE A ACQUERIR OU FRAPPES SERVITUDES	
N°	ORDRE: selon les documents cadastraux	selon renseignements recueillis par hypothèques	Section:	parcelle:	lieux dits:	superficie		nature de culture
PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE								
	+ 32							
1	Syndicat Intercommunal des eaux de la Plaine de Valence Siège: Mairie de ST MARCEL LES VALENCE 26320	Syndicat Intercommunal des Eaux et Assainissement de la Plaine de VALENCE Siège à ST MARCEL LES VALENCE Devenu : Syndicat Intercommunal des eaux de la Plaine de Valence	ZR	46	Bayardières Est	44a30	bois taillis	44a30
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE								
	A5							3ha71a33
2	M. ALBERT Lucien, Henri époux BICHON, né à MONTELIER le 12.04.05	M. ALBERT Lucien, Henri né à MONTELIER le 12.04.05 demeurant : Quartier des Bayardières 26 MONTELIER	ZR	47	Bayardières Est	16ha23a50 aj-10ha05a45 ak-3ha35a15 b- 2ha82a90	Terre Terre bois taillis	
	C 151							
3	MME CHIVAT Pierre, née HUGOUD Lucette Marcelle née à MONTELIER le 16.09.40 demeurant à Champ Morel MONTELIER 26120 CHABEUIL	Mme HUGOUD Lucette, Marcelle née le 16.09.40 à MONTELIER demeurant à Quartier Souffledet 26 CHABEUIL et son époux M. CHIVAT Pierre, Noel, Roger né le 4.02.32 à MONTELIER	ZR	48	Champ Morel	24a27 a- 19a27 z- 5a00	Terre Sol	24a27

N° ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES				SUPERFICIE A ACQUERIR OU FRAPPES SERVITUDES
	selon les documents cadastraux	selon renseignements recueillis par hypothèques	Section	parcelle	lieux dits	superficie	nature de culture
4	H 18 M. HUGOUT Gilbert, Marcel époux VIALET né à MONTELLIER, le 15.01.54 demeurant Champ Morel MONTELLIER 26120 CHABEUIL	M. HUGOUT Gilbert, Marcel époux VIALET Monique née le 15.01.54 à MONTELLIER demeurant lieu-dit Champ Morel à MONTELLIER Usufruit à HUGOUT Marceau Hoche Klèbes, né 30.05.02 à MONTELLIER demeurant à MONTELLIER, lieu-dit Champ Morel	ZR	50	Champ Morel	6ha32a14	
						a- 30a00	bois taillis
						b- 4ha15a76	Terre
						c- 1ha31a78	Terre
						z- 54a60	Sol
5	F 77 M. PLEINET Michel, Robert, Henri époux REYGNIER né le 20.08.55 à MONTELLIER demeurant à Champ Morel MONTELLIER, 26120 CHABEUIL	M. PLEINET Michel, Robert, Henri né le 20.08.55 à MONTELLIER époux REYGNIER demeurant à CHABEUIL rue de la Balme avec réserve de droit de retour au profit de PLEINET né le 26.01.11	ZR	4	Champ Morel	2ha52a60	
						a-2ha46a95	Terre
						z- 5a65	Sol
							5ha00a36
							2ha52a60

ARTICLE 6

A la surface de ce périmètre de protection rapprochée, les pratiques liées à l'activité agricole pourront être maintenues, à l'exception des épandages de lisiers et de la création de parc destiné à l'élevage. Toutefois, si des analyses mettaient en évidence une pollution ayant pour origine ces pratiques agricoles celles-ci pourraient, sur avis du Conseil d'Hygiène, être réglementées.

ARTICLE 7

Conformément à l'avis de l'Hydrogéologue agréé et nonobstant les interdictions visées à l'article 5, la création d'un poulailler projetée par M. FLEINET sur la parcelle cadastrée ZR N° 4 est autorisée sous réserve :

- * Que l'implantation du bâtiment soit faite en limite Nord de la parcelle.
- * Que toutes les aires utilisées par les gallinacées ainsi que toutes les fosses de stockages des fientes ou fumier soient rigoureusement étanches.
- * Que les installations ne comportent aucune injection d'eaux usées dans le sous-sol sauf par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur et ayant reçu l'agrément de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 8

Les servitudes instituées sur les parcelles constituant le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des Actes Administratifs et notifié aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 9

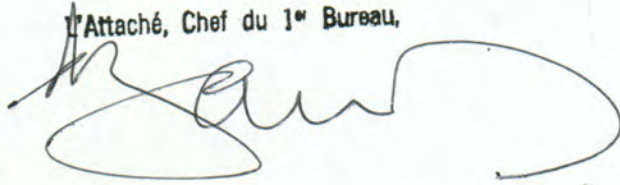
Le secrétaire général de la Préfecture de la DROME, le Préfet du Département de la Drôme, le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Drôme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A VALENCE, le 14 JUIN 1988

Le Préfet, du Département de la DROME,

Pour le Préfet,
Commissaire de la République,
Le Directeur de l'Administration
générale et de la Réglementation,

Pour ampliation,
L'Attaché, Chef du 1^{er} Bureau,



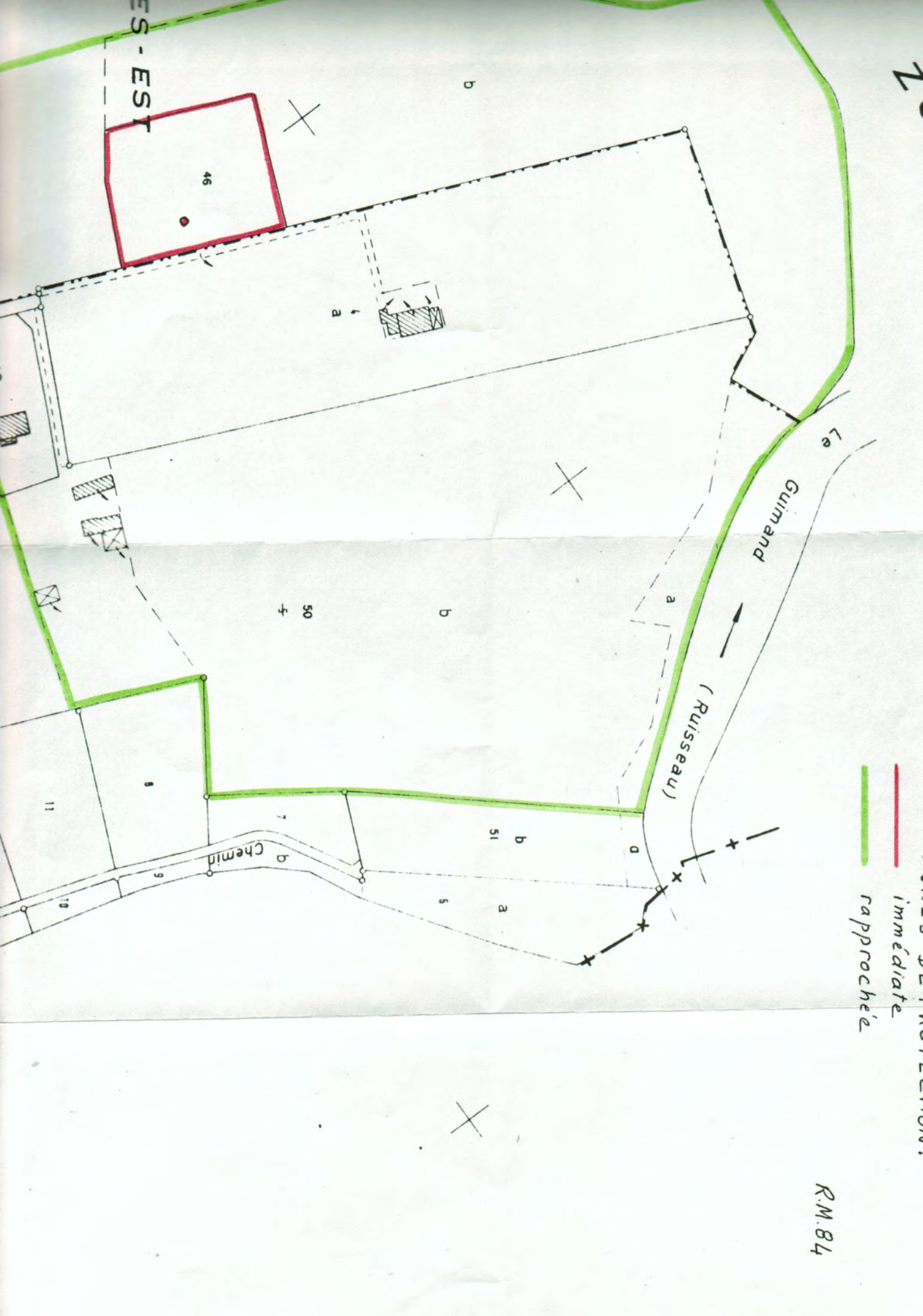
Pierre BERNARD

F. DE LA VEGA

immédiate

rapproche

R.M.84



1 Généralités

La commune de Montélier est adhérente au syndicat intercommunal des eaux de la plaine de Valence (SIEPV). Il a pour compétence l'adduction et la distribution en eau potable de six communes situées à la périphérie Est de l'agglomération de Valence et garantit plus précisément : l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et la création de réseaux neufs d'eau potable sur le territoire concerné.

A ce jour, il se compose des communes suivantes : Alixan, Bourg de péage, Bourg les Valence, Chabeuil, Chateauneuf sur Isère, Malissard, Montélier et Saint Marcel les Valence.

Le SIEPV assure sa mission en régie directe. De ce fait, il se gère par un comité composé de 16 membres incluant 2 délégués de la commune de Montélier. Le comité a été renouvelé le 18 avril 2008.

1.1 Les besoins

1.1.1 Population

Population totale Montélier 1999	Population totale Montélier 2012	À DESSERVIR À l'échéance du PLU
3118	3616	3976

1.1.2 Gestion des réseaux

- ☐ Régie communautaire
☒ Régie syndicale
☐ Affermage

1.1.3 Abonnés et consommation

En 2011, à l'échelle de la commune de Montélier :

- 1652 abonnés sont raccordés au réseau du SIEPV.
- La consommation s'élève à 169 790 m³ (soit une consommation de 103 m³ par abonné).

1.1.4 Évaluation des besoins (hypothèses du PLU)

BESOINS (en m ³ /an)	Horizon 2025 (à court et moyen terme)
Population à l'échéance du PLU : + 360 personnes	16 904 m ³
Pour une population totale de 3976 habitants	186 694 m ³

1.1.5 Les ressources

Plusieurs ouvrages sont utilisés par le SIEPV : Petits Eynards (F1, F2, F3), les Deveys, Saint-Didier (P1, P2, P3), et Peyrus.

Production d'eau des ouvrages de prélèvement – Année 2011

Ouvrage de prélèvement (forage, prise d'eau...)	Volume d'eau annuel prélevé (compteur)
Petits Eynards F1	5 522 m ³
Petits Eynards F2	170 240 m ³
Petits Eynards F3	370 153 m ³
Les Deveys	204 815 m ³
Saint Didier P1	0 m ³
Saint Didier P2	197 558 m ³
Saint Didier P3	163 312 m ³
Peyrus	689 714 m ³
TOTAL	1 801 314 m³

Source : Rapport annuel 2011- Prix et qualité du service public d'eau potable, SIEPV

Les ressources exploitées sont convenablement protégées par des mesures de protection définies. Toutefois, la sensibilité de la première nappe de la molasse sous un environnement agricole et en l'absence de couche géologique « écran », nécessite de surveiller régulièrement la présence de pesticides (aucune présence n'a été décelée en 2010 et 2011).

Par ailleurs, le territoire dispose d'une capacité totale de stockage d'eau de 6500 m³, répartie entre plusieurs réservoirs d'eau. Le réseau général de Montéliér est alimenté par le réservoir des Bayardières. Situé à l'est de la commune, il assure une capacité de 3000 m³ et constitue le réservoir le plus important du territoire.

La station de traitement du réservoir des Bayardières est équipée de façon satisfaisante. Une chloration complémentaire est réalisée pour la prise en compte des forages de Saint-Didier, l'apport des Tufts et le cas échéant le Puits de Bayardières. Néanmoins, des valeurs de chlore résiduel sur l'antenne « Châteauneuf sur Isère » du réseau Montéliér Bayardières sont susceptibles de favoriser le développement occasionnel de la bactériologie dans le réseau de distribution. C'est pourquoi ce paramètre doit être pris en compte.

Enfin, plusieurs améliorations techniques et environnementales sont menées : Ilotage du réseau, réhabilitation du forage F2 des Petits Eynards, construction d'un réservoir au quartier des Serres, remplacement des canalisations recensées comme vétustes et déplacement de 4.2 km de canalisation le long de la RD 101. Sur le long terme, la réalisation d'un forage sur les hauteurs de Chabeuil pour la recherche d'un nouveau champ captant pourrait être envisagée afin de sécuriser la distribution en eau de Chabeuil et Montéliér.

1.1.6 Qualité des eaux distribuées

La qualité des eaux distribuées est conforme sur les plans bactériologique et chimique pour tous les paramètres mesurés (Extrait du rapport de l'ARS, analyse 2011).

Les teneurs en nitrate restent faibles sur tous les réseaux. A Châteauneuf sur Isère, la valeur maximale s'élève à 36 mg/L, bien inférieure à la limite maximale de qualité fixée à 50 mg/L.

Aucune trace de pesticide n'a été décelée en 2010 et 2011. Cependant, elle continue d'être surveillée régulièrement.

Résultats des prélèvements d'eau effectués sur les installations de production et de distribution pour l'année 2011

Lieu de prélèvement	Nombre d'analyses	Conformité bactériologique	Conformité chimique
<i>Petits Eynards</i>	3	100%	100%
<i>Forages Saint Didier</i>	1	100%	100%
<i>Sortie réservoir Bayardières</i>	4	100%	100%
<i>Sortie réservoir Deveys</i>	3	100%	100%
<i>Forage Les Deveys</i>	1	100%	100%
<i>Châteauneuf /I Les Deveys</i>	8	100%	100%
<i>Montélier, Malissard, Bourg de Péage, Alixan, Bourg les Valence, Châteauneuf</i>	23	100%	100%
<i>Saint Marcel les Valence</i>	9	100%	100%
<i>Chabeuil- Montélier</i>	10	100%	100%
TOTAL	62	100%	100%

Source : Rapport annuel 2011 Prix et qualité du service public d'eau potable, SIEPV

1.1.7 Réseau

Le réseau du SIEPV a continué de se développer depuis 1953. Il atteint aujourd'hui une longueur de 855 kilomètres, branchements compris. Sur la commune, des renouvellements de canalisations ont concerné 811ml en 2011. La commune a profité du renouvellement de 35 branchements PVC.

Le rendement du réseau a pu être amélioré par la mise en place progressive des compteurs d'îlotage, le suivi quotidien des données collectées et par le remplacement ciblé des canalisations.

2 Services incendie

En 2011 sur la commune de Montélier, 80 poteaux incendie étaient raccordés au réseau du syndicat des eaux de la plaine de Valence permettant ainsi de desservir l'ensemble des zones urbanisées.

Sur l'ensemble du territoire du SIEPV, on peut estimer la présence d'un poteau tous les 1100m.

3 Conclusion générale « Eaux »

Le réseau collectif couvre l'ensemble des zones urbanisées et de développement futur de la commune.

Les capacités de développement inscrites par le PLU (Cf rapport de présentation du PLU) à une échéance de 12 ans sont adaptées aux capacités d'alimentation en eau potable existantes. Ces dernières permettront d'assurer l'alimentation en eau potable des habitants de la commune.

1 Assainissement collectif

1.1 Caractéristiques générales

La commune de Montélier est adhérente depuis 2010 à la Communauté d'agglomération Valence Agglo Sud Rhône Alpes en charge de l'assainissement.

Le service public de l'agglomération gère à ce jour à la fois l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif incluant les fosses septiques et les champs d'épandage des résidences des quartiers ruraux, ainsi que les eaux pluviales urbaines.

1.2 Le nombre d'abonnements

Pour l'année 2012, à l'échelle de la commune, le nombre d'abonnés est le suivant :

	Nb raccordés ASSNT 2011	Nb raccordés ASSNT 2012	Nb raccordés AEP 2012	Pop Insee 2010	Ratio hab/ raccord AEP	Nbre hab raccordés Asst
Montélier	1221	1250	1685	3629	2.15	2692

1.3 Le zonage d'assainissement

Un zonage d'assainissement a été réalisé sur la commune en 2007 Il n'a pas été mis à jour dans le cadre du présent PLU.

Les urbanisations futures sont néanmoins compatibles avec ce zonage.

Des extensions du réseau d'assainissement collectif sont nécessaires pour le futur lotissement quartier Nord et le chemin du clos. Le bourg de Montélier devrait faire l'objet d'une réhabilitation et d'une amélioration du réseau d'assainissement pour éviter l'entrée d'eaux claires parasites dans le collecteur.

2 Station d'épuration

2.1 Renseignement généraux

Station d'épuration	<u>Station</u> Valence <u>Adresse</u> : Valence – Quartier Mauboule <u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Valence
Historique de la station d'épuration	<u>Date de mise en service</u> : 29/03/2003
Communes desservies	<ul style="list-style-type: none"> - Alixan, - Bourg-les-Valence, - Chabeuil, - Malissard, - Montélier, - Saint-Marcel-les-Valence, - Valence
Régime administratif loi sur l'eau	L'arrêté préfectoral d'autorisation n°4480, Ville de Valence, Autorisation prévue par l'article 10 de la loi sur l'eau n°92-3
Type et traitement en place	Traitement des boues : déshydratation puis incinération sur le site
Capacité de traitement	<u>Capacité nominale</u> : 150000 EH (avec 23% de rejets industriels et 77% de rejets ménagers) <u>Débit temps sec</u> : 2 800 m ³ /j <u>Débit temps de pluie</u> : 16200m ³ /j <u>DBO5</u> : 8400 Kg/J <u>DCO</u> : 15400 Kg/J <u>MES</u> : 12600 Kg/J
Station intercommunale Convention de déversement	OUI

2.2 Fonctionnement de la station

Conformité réglementaire de la station	<p><u>Selon le délégataire : conforme</u></p> <p>Conformité de la station en matière de fonctionnement : Pour 2012, la station est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4480.</p>
---	---

3 Données relatives aux réseaux

3.1 Généralités

La commune de Montélier dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif (bourg centre de Montélier). Les eaux pluviales collectées regagnent le milieu naturel soit au niveau des exutoires des réseaux, soit au niveau des puits d'infiltration. Certaines zones imperméabilisées voient leurs eaux pluviales traitées avant le rejet dans le réseau pluvial.

Les eaux pluviales des autres secteurs situés plus en périphérie par rapport au centre du village sont évacuées par des puits d'infiltration dont l'entretien est réalisé par un prestataire de service. Dans le cas où il n'existe pas de collecte des eaux pluviales au niveau communal, les particuliers doivent mettre en place le dispositif nécessaire sur leur parcelle comme par exemple le puits d'infiltration.

Le réseau d'eaux usées du bourg de Montélier s'élève à 28.98 kilomètres hors branchements et transport jusqu'à la station de Valence). Il se compose de collecteurs en amiante ciment ou en PVC pour les antennes plus récentes.

Informations relatives au réseau d'assainissement de la commune de Montélier:

INFRASTRUCTURES		
Infrastructures eaux usées		
Collecteurs EU (y.c. refoulement)	m	28 982
Collecteurs unitaires (y. c. refoulement)	m	0
Postes refoulement	u	0
Bassins d'écêtement	u	0
	m ³	0
STEP	EH	Valence
Déversoirs d'orage (y. c. tête usine)	u	1
Infrastructures eaux pluviales		
Collecteurs	m	11607
Postes refoulement	u	
Bassins (urbain, lié à un réseau)	u	

En 2012, la station d'épuration de Valence compte la présence d'eaux claires parasites dans l'effluent en entrée de station. (Aucune estimation précise n'est toutefois disponible)

3.2 Industries existantes rattachées au réseau

Aucun industriel n'est raccordé (avec convention de déversement et arrêté d'autorisation) sur le territoire de la commune de Montélier.

4 Assainissement non collectif

La commune compte plusieurs secteurs en assainissement non collectif :

- Le secteur des Grands Bois et Petits Bois : l'extension du réseau collectif dans ce secteur est techniquement et financièrement inadaptée, vu l'éloignement de ce quartier par rapport au réseau existant ainsi que l'étalement des différentes constructions.
- Quartier des Mourières Nord pour lequel quelques habitations ne pourront être raccordées pour des raisons techniques.

En 2008, 348 foyers ont été recensés comme utilisant un dispositif d'assainissement autonome, soit 30% des habitations de la commune.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Valence Agglo Sud Rhône Alpes exerce la compétence relative au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Le SPANC de Valence Agglo assure un service d'assistance et conseil pour la conception, l'entretien et la réhabilitation des installations et réalise les contrôles et diagnostics des installations d'assainissement autonomes neuves ou existantes.

Les résultats du SPANC pour les secteurs des Grands Bois- Petits Bois- Mourières sont déjà connus. Ces quartiers resteront en assainissement non collectif. Il appartient à chaque propriétaire de mettre aux normes son installation si celle-ci a été identifiée comme non conforme à l'issue du contrôle du SPANC.

5 Assainissement des eaux pluviales

Le système d'assainissement collectif de Valence Agglo collecte à la fois les eaux usées et les eaux pluviales du territoire.

La commune est concernée par des problèmes liés aux débordements de cours d'eau ainsi qu'aux ruissellements relatifs aux périodes de pluies intenses. Sur le strict plan de la gestion des ruissellements pluviaux, la maîtrise relève de l'entière responsabilité des maires.

Des bassins de rétention doivent être réalisés par le Syndicat du bassin versant de la Véore afin de stocker les eaux de ruissellement importantes. La commune a par ailleurs inscrit des emplacements réservés afin de collecter les eaux de ruissellement des zones agricoles proches des zones urbanisées.

Enfin, l'organisation et la gestion de l'entretien du dispositif de collecte des eaux pluviales répondent à la démarche qualité initiée par la commune (procédure d'entretien des chenaux, entretien des puits filtrants et des bouches d'évacuation...).

6 Les besoins futurs

Le schéma d'assainissement de 2007 n'a pas été modifié. Ainsi, les zones de développement identifiées par le PLU étaient déjà inscrites dans ce schéma.

Concernant la population future

Toutes les zones de développement inscrites au PLU sont raccordées au réseau collectif. Le développement communal devrait permettre d'accueillir 450 à 470 nouveaux habitants

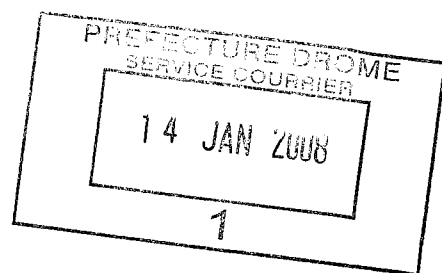
La capacité de traitement de la station d'épuration ne constitue pas un facteur limitant pour le développement de l'urbanisation dans le secteur relevant de l'assainissement collectif puisque les capacités de traitement (150 000 eq/hab) sont largement supérieures au développement prévu sur la commune à l'échéance du PLU. Il y a lieu néanmoins de s'assurer que le développement urbain des autres communes raccordées à cette station d'épuration reste cohérent avec la capacité de la station.

La limite vient davantage de la capacité de réseau de transfert et la référence à considérer est la répartition des charges admissibles entre Chabeuil, Alixan, Montéliér, Saint-Marcel-les-valence qui avait été établie lors de la création de ce réseau de transfert.

Enfin, le PLU n'autorise pas de nouvelles constructions avec un assainissement non collectif. Cette limitation devrait permettre de diminuer l'impact dans le milieu naturel.

Concernant le développement économique

L'ensemble commercial le Colibri est en cours de constitution à l'intersection des routes départementales 538 et 119 et quartier Saint James. Si une boulangerie et une pharmacie sont déjà installées, d'autres commerces de proximité sont attendus d'ici début 2013. A ce jour, aucune estimation ne permet de quantifier les rejets exacts de ces commerces.

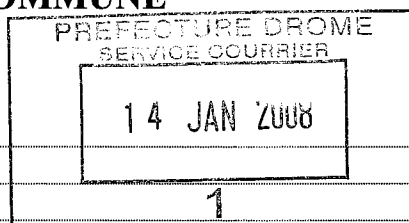


Zonage et Programmation de l'assainissement

Commune de Montélier - Décembre 2007

SOMMAIRE

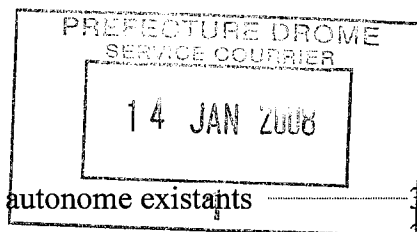
1- CONTEXTE GENERAL DE LA COMMUNE



1.1- Contexte géographique	
1.1.1- Occupation des sols	1
1.1.2- Caractéristiques physiques	2
1.1.3- Climat	5
1.1.4- Bassins versants	7
1.1.5- Principaux cours d'eau	8
1.1.6- Vulnérabilité des eaux souterraines	10
1.1.7- Eau potable et irrigation	12
1.1.8- Contraintes naturelles	13
1.2- Contexte humain	
1.2.1- Données démographiques	14
1.2.2- Données économiques	17
1.2.3- Activités polluantes	18
1.2.4- Capacité d'accueil	19
1.3- Contexte réglementaire	
1.3.1- Objectifs de qualité des cours d'eau	20
1.3.2- Contrat de rivière	21
1.3.3- Objectifs de réduction des flux de pollution	22
1.3.4- Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux	23
1.3.5- Zones sensibles à l'eutrophisation	23
1.3.6- Plan de Prévention des Risques	23
1.3.7- Périmètres de protection des captages	24
1.3.8- Documents d'urbanisme	24
1.3.9- Sites classés, sites protégés, ZNIEFF	24

2- ASSAINISSEMENT EXISTANT

2.1- Etat de l'assainissement collectif	
2.1.1- Historique de l'assainissement collectif de la commune	26
2.1.2- Schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise	29
2.1.3- Réseau actuel de la commune	29
2.1.4- Station d'épuration intercommunale de Valence	31



2.2- Assainissement non collectif	
2.2.1- Inventaire des dispositifs d'assainissement autonome existants	32
2.2.2- Données complémentaires	36
2.2.3- Les enseignements du Service Public d'Assainissement Non Collectif	38
2.3- Etude du ruissellement et du phénomène d'imperméabilisation lié à l'urbanisation	40
2.4- Etude diagnostique de fonctionnement du réseau d'assainissement	
2.4.1- Objectifs de l'étude	41
2.4.2- Campagne de mesures	42
2.4.3- Première conclusion de l'étude	43
2.4.4- Les réalisations et programmations	44

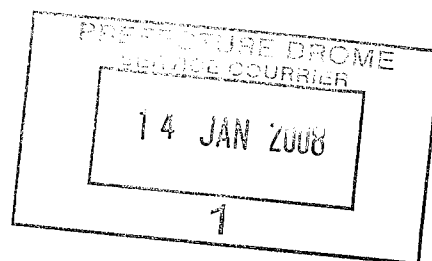
3- BASE D'ETABLISSEMENT DU ZONAGE

3.1- Détermination du périmètre du zonage	
3.1.1- Zones urbaines	45
3.1.2- Zones à urbaniser	45
3.2- Etude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif	
3.2.1- Aptitude des sols à l'assainissement autonome	46
3.2.2- Vulnérabilité de la nappe	49
3.3- Scénario de l'assainissement collectif	50
3.4- Gestion des eaux pluviales	52

4- ZONAGE ET PROGRAMMATION

4.1- Zonage pour l'assainissement collectif	
4.1.1- Zones urbaines en assainissement collectif	53
4.1.2- Zones à urbaniser en assainissement collectif	54
4.2- Zonage pour l'assainissement autonome	
4.2.1- Zones urbaines en assainissement autonome	54
4.2.2- Habitations dispersées en assainissement autonome	55
4.2.3- Contrôle des dispositifs	55

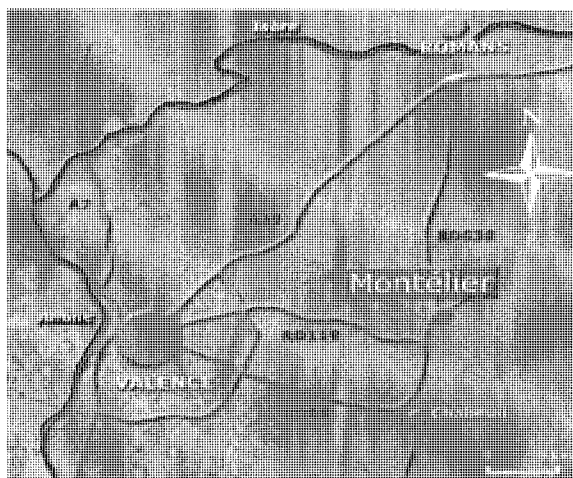
4.2.4- Prescriptions techniques à conseiller	56
4.3- Zonage pour le traitement des eaux pluviales et du ruissellement	57
4.4- Programmation	
4.4.1- Assainissement collectif	58
4.4.2- Assainissement autonome	59
4.4.3- Eaux pluviales et eaux de ruissellement	59
5- LEXIQUE	60



1- CONTEXTE GENERAL DE LA COMMUNE

Située au pied des contreforts du Vercors, dans la plaine de Valence, la commune de Montélier est une commune rurale drômoise. Localisée sur le canton de Chabeuil, elle compte environ 3300 habitants (3172 habitants au recensement général de la population de 2004).

Elle se trouve au centre des voies de communication de la vallée du Rhône et du sillon alpin (routes, autoroutes, voies ferrées) et à proximité des agglomérations de Valence et de Romans.



1.1- Contexte géographique

1.1.1- Occupation des sols :

La plaine de Valence est un milieu très ouvert, favorisant de larges et longues visions sur de vastes paysages agricoles : grande culture et arboriculture fruitière (plus particulièrement au Nord-Ouest). Les espaces sont ponctuellement coupés par des bandes de végétations

riveraines de certains cours d'eau, quelques haies brise vent et les habitations dispersées dans l'espace agricole.

Le territoire de la commune de Montélier s'étend sur 2476 hectares. En 2000 (source : recensement agricole), 1818 hectares sont utilisés pour l'agriculture.

♦ Cultures :

La majorité des terres agricoles est constituée de terres dites labourables. Ces terres reçoivent : céréales, cultures industrielles, légumes secs, fourrages en culture principale, légumes frais de plein champ et jachères. L'occupation des sols la plus importante est la culture des céréales.

On note également la présence de quelques vergers sur la commune.

Les pâturages ne sont plus présents car on constate que les cheptels ont beaucoup diminué voir disparu.

♦ Bois :

L'Est de la commune est relativement arboré avec de petits boisements de chênes pubescents. L'essentiel du périmètre appartient à l'étage collinéen dans la série sub méditerranéenne du chêne pubescent.

L'Ouest de la commune est quant à lui peu boisé. Seules des ripisylves et forêts alluviales le long des cours d'eau sont présentes.

5000 arbres et arbustes ont été replantés dans la plaine, au cours de ces dernières années, afin de reconstituer les haies.

Le plan de situation de la commune est présenté ci-après (extrait des cartes IGN 3136 Ouest et 3036 Est).

1.1.2- Caractéristiques physiques :

La commune de Montélier se situe dans la plaine alluviale de Valence entourée à l'Est par les formations du Crétacé du Vercors, au Nord par les alluvions récentes de l'Isère et à l'Ouest par le massif cristallin du Vivarais. Le bourg centre de la commune de Montélier est situé à environ 210 m d'altitude.

Le bassin valentinois est caractérisé par la présence de terrasses emboîtées formées par les nombreux dépôts glaciaires du Quaternaire. Ces dépôts sont principalement composés d'alluvions d'âge Würm et Riss. Les vastes dépôts molassiques du Miocène sont ainsi recouverts par ces alluvions et forment localement de petits plateaux.

A l'Est de la plaine, des épandages de piedmont du Riss récent forment des cônes de déjection : les cailloutis calcaires d'Alixan (sable et cailloutis mal roulés) issus des vallées du Vercors.

• **Géologie locale :**

La commune de Montélier est plus particulièrement située sur la nappe des cailloutis calcaires d'Alixan. Une ligne, passant approximativement par les villages d'Alixan et de Malissard sépare les alluvions d'origine différente : au Nord Ouest elles sont fluviatiles, au Sud Est elles sont de piedmont. Le territoire de Montélier se décompose donc en deux entités : avec le bourg de Montélier et ses environs qui reposent sur des alluvions de piedmont (qui forment les petits reliefs) du Riss ancien et du Riss récent et le bourg de Fauconnières qui repose sur des alluvions fluviatiles du Riss ancien.

• **Nature des dépôts :**

Les alluvions de la terrasse du Riss récent sont recouvertes par 1 mètre de limons loessiques du Würm.

• **Pédologie :**

Sur chaque assise géologique s'est développé un sol particulier :

- Sur les plaines d'alluvions anciennes : les sols sont à l'origine tous caillouteux et calcaires à profil peu différencié. A la suite d'altération climatique les sols acquièrent un caractère acide et des horizons inférieurs plus argileux.
Sur les alluvions de piedmont, il reste en surface un limon brun rougeâtre.
- Sur les loess anciens (du Riss) : l'horizon B est plus argilifié et rubéfié mais le sol garde d'excellentes qualités de drainage.

1.1.3- Climat :

La plaine valentinoise constitue un micro-carrefour où se mêlent essentiellement le climat continental et méditerranéen. Cependant, la tendance méditerranéenne domine. Le régime pluviométrique, globalement modéré mais très irrégulier selon les saisons, est représentatif de ce climat : l'été est sec alors que le printemps et surtout l'automne sont humides. De plus, les pluies ont souvent un caractère orageux qui diminue leur efficacité sur la végétation. Elles sont parfois accompagnées de grêle en début d'été. Les hivers, relativement secs, sont le reflet de la tendance continentale.

♦ Pluviosité :

Les précipitations sont réparties sur peu de jours : de 1981 à 1986, le nombre moyen total de jours de pluie par an a été, à Saint-Marcel-lès-Valence (commune mitoyenne de Montélier disposant d'une station météorologique), de 131.

Dans la région de Valence, où l'altitude est faible (de 100 à 200 m), la neige est peu abondante et ne tombe, en moyenne sur 30 ans, que 7,5 jours par an.

Les précipitations moyennes mensuelles, ainsi que des minima et maxima, observées à Saint-Marcel-lès-Valence entre 1966 et 1995 sont données dans le tableau suivant :

	Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Moyenne mensuelle (mm)	53,1	58,2	67,1	76,3	90,5	60,0	46,3	68,2	109,9	119,8	78,8	57,3
Minima mensuel (mm)	2,5	6,5	8,0	8,4	10,0	5,5	1,7	6,0	0,4	8,6	7,0	10,0
Maxima mensuel (mm)	163,0	186,8	168,0	273,5	199,1	150,0	133,9	235,9	398,5	390,7	239,6	124,4

- A Saint-Marcel-lès-Valence, les pluviométries journalières, en fonction de leur fréquence de retour, sont données dans le tableau ci-dessous (analyse des données de 1966 à 1995) :

Fréquence de retour	7 jours	10 jours	15 jours	20 jours	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
% de non-dépassement	85,7 %	90,0 %	93,3 %	95,0 %	96,7 %	98,3 %	98,9 %	99,4 %	99,7 %
Pluviométrie en 24 h (mm)	4,1	6,5	10,3	14,0	20,0	30,5	36,5	50,5	67,0

- Les durées moyennes entre deux épisodes pluvieux sont, pour la même période, les suivantes :

	Nombre de jours sans pluie > 5 mm	Nombre de jours sans pluie > 10 mm
Fréquence de retour annuelle	40	55
Fréquence de retour bi-annuelle	32	42
Fréquence de retour tri-annuelle	25	35

♦ Températures :

L'amplitude des variations de température est relativement faible car les vallées du Rhône et de l'Isère jouent un rôle modérateur.

Les températures reflètent une tendance plus continentale, voire semi-océanique. La courbe des pluies et celle des températures ont tendance à se rejoindre en été, voire à se couper ce qui peut délimiter une zone de sécheresse estivale.

La douceur presque méditerranéenne des hivers fait suite à la chaleur néanmoins plus continentale des étés.

♦ Vents :

Ils sont un élément essentiel du climat de la dépression rhodanienne dans laquelle ils s'engouffrent facilement, canalisés de part et d'autre par le Massif Central et les contreforts du Vercors.

Les seules mesures disponibles de vitesse, fréquence et direction sont celles enregistrées à la station de Montélimar. La rose des vents de Montélimar met effectivement en évidence deux courants dominants :

- Le vent du Nord, bise ou mistral, est le plus fréquent, froid et sec. Il souffle parfois avec violence et, même s'il amène un temps ensoleillé, est parfois précurseur de gelées tardives.

- Le vent du Sud, sec et chaud, annonce le plus souvent un temps pluvieux, particulièrement en hiver.

Les vents d'Ouest et d'Est sont peu fréquents. A Valence, ils représentent respectivement 1% et 0.4 % des vents.

Le climat déjà contrasté de la région est encore accentué par l'action des vents qui, amenant des changements brutaux dans les conditions météorologiques, rend celles-ci instables et aléatoires. C'est cependant grâce à leur action que les brouillards sont rapidement dissipés et que la pollution est diminuée.

1.1.4- Bassins versants :

Les bassins versants se situent au pied des contreforts du Vercors. L'écoulement global s'effectue de l'est vers l'ouest et suit une forte variation de pente. Deux bassins versants principaux traversent la plaine de Valence : le bassin versant de la Véore et le bassin versant de la Barberolle.

L'amont des bassins versants, du fait de la relative imperméabilité des terrains et des fortes pentes (de 1 à 15 %) est considéré comme la principale zone de production des cours d'eau. Les parties avals sont constituées par des terrains d'alluvions anciennes formées de cailloutis calcaires et marneux représentant des structures relativement perméables. Les pentes sont alors plus faibles (0,2 à 1 %).

♦ **Bassin versant de la Véore :**

La commune de Montélier est plus particulièrement inscrite dans le bassin versant de la Véore qui s'étend des contreforts du Vercors jusqu'au Rhône sur une surface de 383 km².

La Véore prend sa source au pied des contreforts du Vercors. Elle reçoit plusieurs affluents dont les principaux sont la Lierne et le Guimand en rive droite et le ruisseau de Bost, l'Ecoutay, le Pétochin et l'Ozon en rive gauche. Après un parcours de 37 km elle se jette dans le Rhône.

1.1.5- Principaux cours d'eau :

♦ **Le Guimand :**

Prenant sa source dans les bassins versants surplombant Saint-Vincent-la-Commanderie, le Guimand s'écoule ensuite dans la plaine entre Alixan et Montélier.

Surface totale du bassin versant : 65 km²

Pente moyenne du bassin versant : 0,05 m/m

Le Guimand est endigué tout au long de son cours d'eau entre la RD 538 et le lieu-dit Fauconnières.

Le débit capable actuel du cours d'eau est faible et on assiste fréquemment à des débordements, d'autant plus que les niveaux d'eau montent vite pour ce cours d'eau. Les zones concernées ne sont cependant que des champs de culture.

Par ailleurs, le transport solide est important et par conséquent le lit moyen se surélève chaque année, pour être aujourd'hui au niveau, sinon plus haut, que le terrain naturel. L'endiguement augmente les vitesses d'écoulement ce qui accentue encore le transport solide. A noter qu'un piège à gravier a été construit en amont et achevé en 1994.

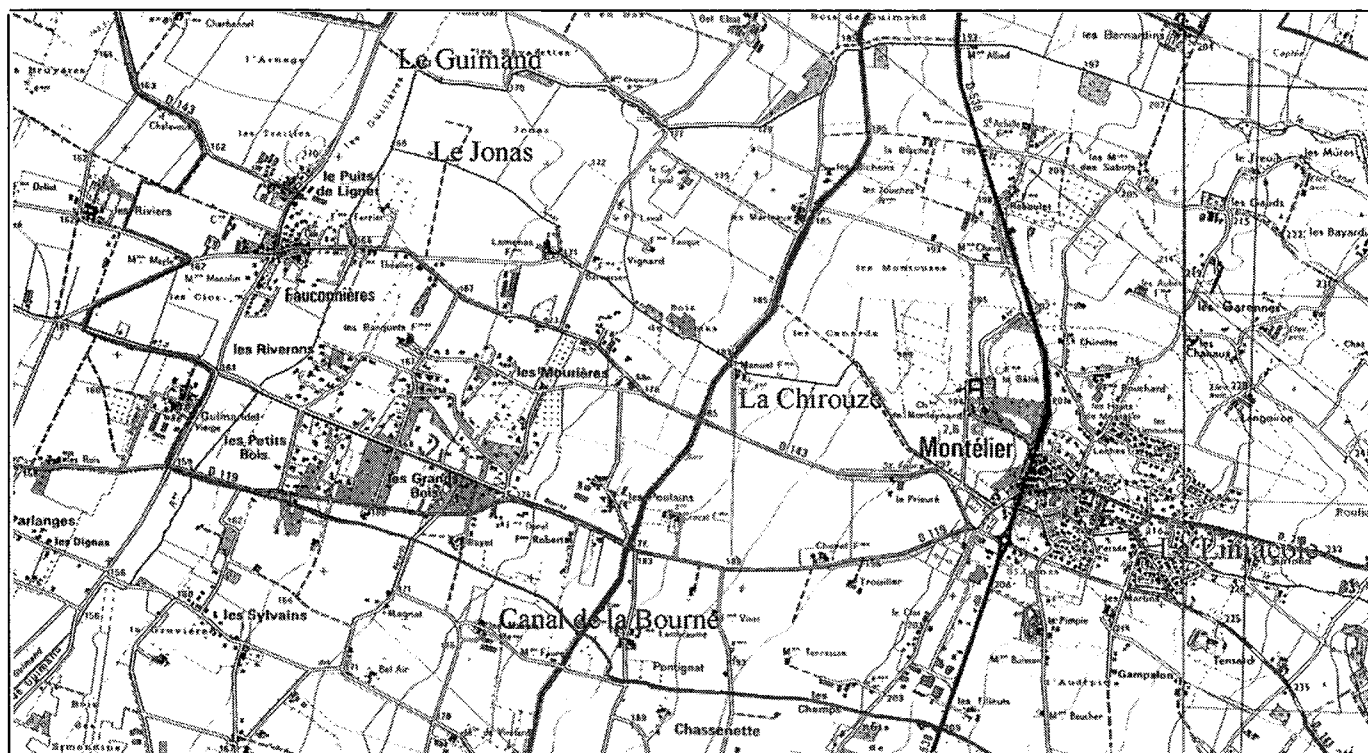
La qualité observée du Guimand est de classe 1B/2.

L'un des affluents du Guimand, le Saute-Cavale, déborde souvent parce qu'il s'écoule dans une zone très plane. Ses débordements menacent par endroit des habitations isolées.

Ses caractéristiques sont les suivantes :



Surface totale : 2 km²

Pente : 0,004 m/m



Réseau hydrographique

Légende :

-  Cours d'eau
-  Limite communale

• **La Limaçole - le Jonas - la Chirouze :**

Ce cours d'eau se nomme la Limaçole à l'Est du territoire puis la Chirouze lorsqu'il traverse le bourg de Montélier et devient ensuite le Jonas après le canal de la Bourne.

Il prend sa source sous les pentes de Peyrus et vient se jeter dans le Guimand près du bourg de Fauconnières.

Surface totale : 13 km²

Pente moyenne du bassin versant : 0,02 m/m

Le lit mineur est en général très peu profond (moins d'un mètre).

La Chirouze provoque souvent des inondations au lieu-dit les Canards. Elle déborde dans les champs car la capacité du lit mineur est faible. De plus la morphologie sinueuse du cours, dans ce secteur, ne favorise pas l'écoulement.

Le Jonas déborde en amont au lieu-dit Lamenas à cause de la topographie du secteur et de la faible capacité de son lit.

Notons que la Chirouze constituait l'exutoire de l'ancienne station d'épuration de la commune de Montélier à présent désaffectée. La qualité des eaux était médiocre de ce fait lorsque le débit du cours d'eau était faible. Une amélioration est constatée suite à l'arrêt de la station en 2002.

Une première campagne de mesures d'amélioration de la qualité des cours d'eau a eu lieu en juin 2002 sur les paramètres DCO, Phosphore total et Escherichia coli. Ces mesures ne permettent pas de dresser un véritable bilan de la qualité des rivières mais de vérifier une amélioration de la qualité et d'observer une diminution importante de la pollution organique.

1.1.6- Vulnérabilité des eaux souterraines :

Les alluvions anciennes de la plaine de Valence constituent une unité hydrogéologique de l'ordre de 55 km² (environ 150 km² avec les terrasses d'Alixan). Elles contiennent une nappe puissante qui se manifeste par les importantes sources de Valence. Le débit transitant par kilomètre de front de nappe est de l'ordre de 250 l/s.

Principales caractéristiques de cette nappe alluviale :

- Bonne perméabilité des alluvions : de l'ordre de 10⁻² m/s. (A noter que pour la commune de Montélier, qui se situe sur la nappe des cailloutis calcaires d'Alixan, la perméabilité est de l'ordre de 10⁻³ m/s à 10⁻⁴ m/s.).
- Epaisseur de la nappe généralement voisine de 5 m, mais pouvant atteindre 10 mètres dans les surcreusements. On constate que la nappe est peu profonde le long de la limite entre la nappe des cailloutis d'Alixan et la nappe des alluvions de l'Isère.
- Profondeur moyenne de la nappe : de l'ordre de 20 m.

La qualité actuelle bactériologique et physico-chimique des eaux souterraines est globalement dans les normes de qualité hormis pour le paramètre « nitrate » qui présente en permanence des teneurs supérieures aux 50 mg/l admissibles pour l'alimentation en eau potable. Le suivi régulier des nitrates, réalisé depuis 1982 par la DIREN, met de plus en évidence une nette tendance à l'augmentation de ces teneurs au cours des années.

Pour les autres substances (substances toxiques, micro-polluants), seules l'atrazine et la simazine sont observées régulièrement à des teneurs supérieures aux valeurs tolérées.

La présence des éléments (nitrate, atrazine et simazine), hors normes pour l'alimentation en eau potable, est liée à l'activité agricole de la plaine de Valence (vergers, maïs et vignes essentiellement).

• **Vulnérabilité des eaux souterraines et assainissement autonome :**

Dans le cadre du schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise une carte de vulnérabilité des eaux souterraines a été établie d'après les deux principaux facteurs qui conditionnent la protection de la nappe :

- La faculté du sol à laisser infiltrer l'eau de la nappe.
- La profondeur de la nappe par rapport à la surface du sol.

Par souci de simplification, les périmètres de protection des captages situés dans les alluvions ont été assimilés comme zones très vulnérables. En revanche, les captages à la molasse sont considérés, a priori, comme non vulnérables.

Trois types de zones de vulnérabilité ont été définis :

- 1- Zone très vulnérable : profondeur de nappe < 2.5 m et sol favorable à l'infiltration, ou périmètre de protection d'un captage AEP dans les alluvions.
- 2- Zone vulnérable : profondeur de nappe < 2.5 m et sol peu favorable à l'infiltration, ou profondeur de nappe > 2.5 m et sol favorable à l'infiltration.
- 3- Zone peu vulnérable : profondeur de nappe > 2.5 m et sol peu favorable à l'infiltration et hors périmètre de protection.

A ces critères est également ajouté l'apport potentiel théorique d'azote des dispositifs d'assainissement autonome. Les hypothèses de calcul sont :

- Rejet de 15 g de N / jour / personne

- 3 personnes par habitation en moyenne
- 1 habitation par parcelle de 1500 m² (notons que pour le quartier des Grands Bois, secteur en assainissement autonome sur la commune, la grande majorité des terrains sont d'au minimum 4000 m²).
- Transfert intégral de l'azote produit dans la nappe.

♦ **Vulnérabilité des eaux souterraines et nitrates :**

L'arrêté n° 02-269 du 17 juin 2002 porte définition du zonage pour le programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage. Cet arrêté fait l'inventaire des zones d'action prioritaires du programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage en région Rhône Alpes. La commune de Montélier fait partie des zones d'action prioritaire.

L'arrêté n° 01-4754 est relatif au deuxième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composées azotées à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrate, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département. L'ensemble de ces mesures et actions est appelé « deuxième programme d'action ». La commune de Montélier est située en zone vulnérable pour le paramètre nitrate.

1.1.7- Eau potable et irrigation :

♦ **Eau potable :**

La gestion et la distribution de l'eau potable sur Montélier sont du ressort du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence (SIEPV) auquel la commune adhère (de même que les communes d'Alixan, Bourg Lès Valence, Chabeuil, Châteauneuf sur Isère, Malissard, Saint Marcel Lès Valence, et la zone industrielle de Bourg de Péage.)

Le réseau d'eau potable de Montélier est connecté directement au réseau général. Le SIEPV utilise différents points de prélèvement d'eau par forage ou par source (communes d'Alixan, de Châteauneuf sur Isère, Charpey, Peyrus).

Le réseau général est alimenté par le réservoir des Bayardières. D'une capacité de 3000 m³, il se situe à l'Est de la commune de Montélier. Il est équipé d'un système de chloration dans le but de garantir une qualité alimentaire à l'eau distribuée.

Trois ressources alimentent le réservoir des Bayardières :

- La source de Peyrus.
- Le forage de St Didier de Charpey.
- Le forage et les puits des Petits Eynards situés sur la commune d'Alixan.

On note également qu'il existe un forage sur la commune de Montélier au lieu-dit Bayardières (avec un périmètre de protection). Créé en 1984 et fournissant un débit de 60 m³/h, il est aujourd'hui abandonné et conservé comme ressource de secours. En effet, captant la nappe de la formation des cailloutis d'Alixan-Chabeuil, il présentait des concentrations en nitrate élevées ainsi que des traces d'atrazine (désherbant pour maïs) et de lindane (insecticide organophosphoré multi-usage).

♦ Eau d'irrigation :

La commune de Montélier est traversée par le canal de la Bourne qui transite dans la plaine valentinoise du Nord au Sud sur 35 km. L'alimentation de ce canal est assurée par une prise d'eau située sur la rivière Bourne. Le débit du canal principal est en moyenne de 7 m³/s et la qualité des eaux est estimée à la classe 1A. L'eau transitant dans le canal de la Bourne est utilisée à des fins d'irrigation. Notons qu'aucune eau n'est rejetée dans le canal.

1.1.8- Contraintes naturelles :

Les risques naturels connus sur la commune sont essentiellement dus à la présence de l'eau sur le territoire. En effet, certains secteurs du territoire communal sont très humides. Lors des crues de 1992, il n'a pas été relevé de zones inondables. Cependant, le risque de débordement existe.

Une étude d'inondabilité a été réalisée par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à la demande de la commune en 2004 et a conclu à l'intérêt d'aménager des zones d'expansion des crues afin de protéger la commune contre une crue vingtennale. Les emplacements réservés correspondants ont été inscrits au Plan Local d'Urbanisme.

1.2- Contexte humain

1.2.1- Données démographiques :

La commune de Montélier comptait 3172 habitants au recensement général de la population de 2004.

<i>Années</i>	<i>Nombre d'habitants</i>
1962	1004
1968	1058
1975	1276
1982	2126
1990	2738
1999	3120
2004	3172

♦ Structure de la population :

Le tableau ci-après présente l'évolution de la structure de la population entre 1975 et 1999 soit la répartition en pourcentage de la population en fonction des tranches d'âge.

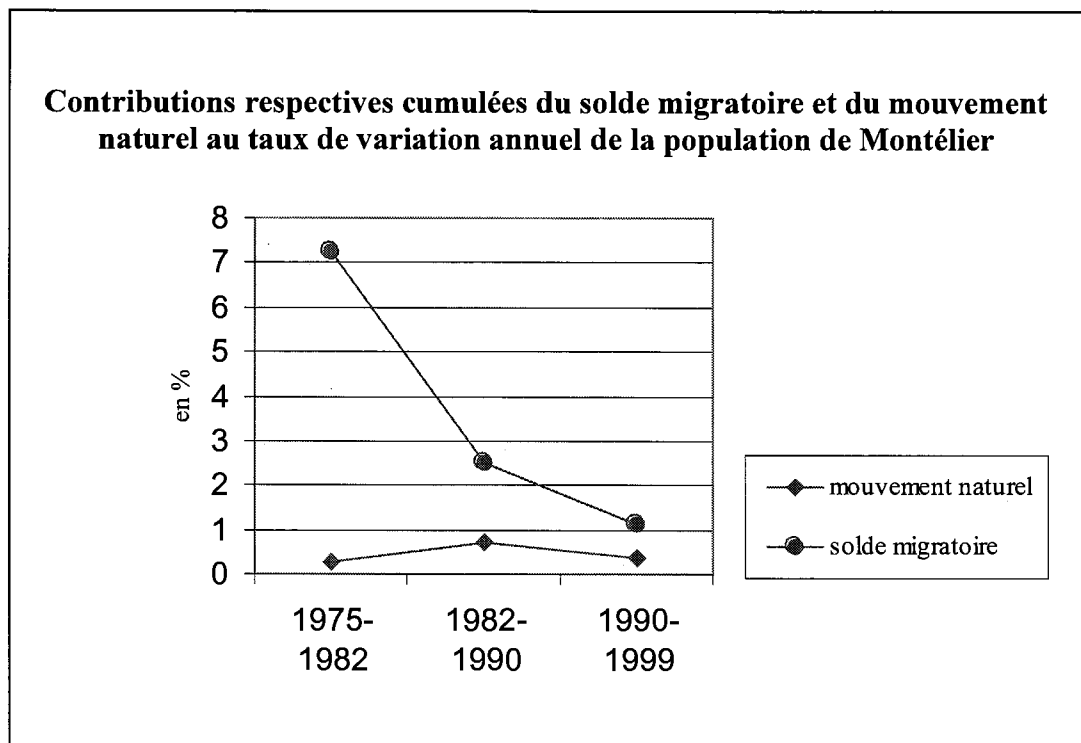
	1975	1982	1990	1999
0 à 19 ans	37 %	36 %	33 %	30 %
20 à 39 ans	25 %	30 %	26 %	23 %
40 à 59 ans	21 %	23 %	28 %	32 %
60 à 74 ans	13 %	7 %	9 %	11 %
75 ans et plus	4 %	4 %	4 %	4 %
Population totale	1276	2126	2738	3120

On constate un relatif vieillissement de la population. La part des 40 à 59 ans a en effet augmenté. Cette évolution s'est confirmée entre 1999 et 2004 même si les chiffres exacts ne sont pas encore disponibles.

• **Solde migratoire et mouvement naturel :**

Le solde migratoire correspond à la différence entre les arrivées et les départs de population. Il baisse très rapidement : il est de 7.24 % entre 1975 et 1982 contre 2.51 % entre 1982 et 1990.

Le solde naturel correspond à la différence entre le chiffre des naissances et celui des décès. Il rend compte de la jeunesse et du dynamisme de la population. C'est au cours de la période de 1982 à 1990 que ce solde naturel a été le plus élevé avec 0.70 %.



• **Evolution de la population active :**

La population active se définit comme étant la somme de la population ayant effectivement un emploi, de la population à la recherche d'un emploi et des militaires du contingent.

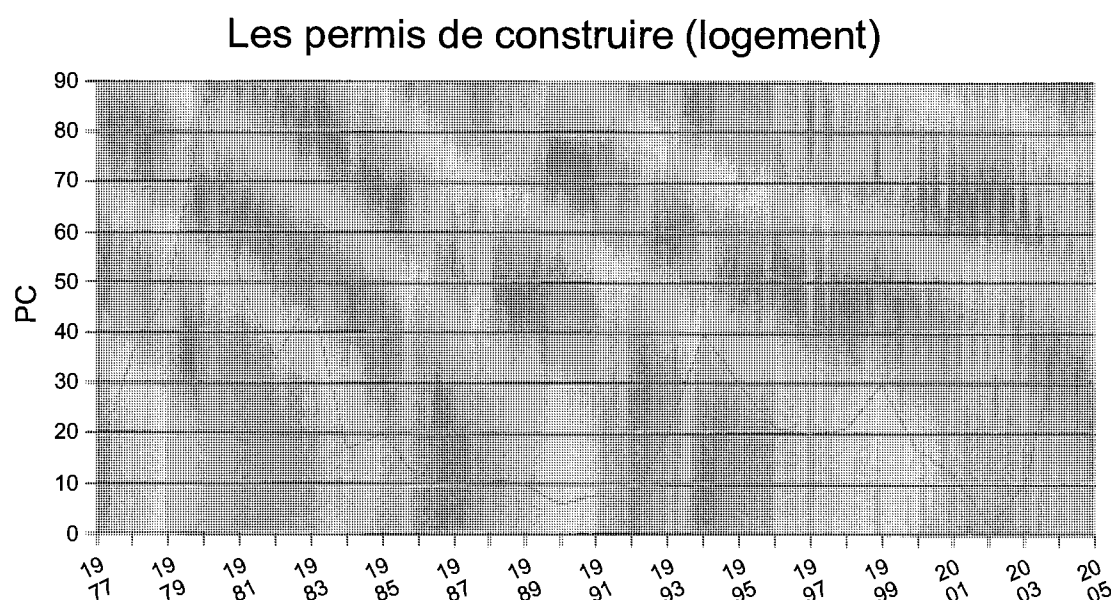
Population totale en 2004	3172
Population active en 2004	1491
Population active ayant un emploi en 2004	1369

47 % de la population fait partie de la population active en 2004 (contre 46% en 1999) et 92 % de la population active a un emploi.

La population active ayant un emploi et travaillant sur la commune de Montélier a diminué entre 1990 et 1999. En effet, en 1990 le nombre d'actifs ayant un emploi et travaillant sur la commune s'élevait à 336, il est de 253 personnes en 1999. Pourtant le nombre d'emplois sur la commune est en augmentation constante depuis 1985. Cela signifie sans doute que les actifs sont plus mobiles.

♦ **Evolution du nombre de permis de construire :**

Entre 1977 et 1983, le nombre moyen de permis de construire par an pour du logement individuel s'élevait à 45. De 1984 à 2005, il n'est plus que de 18.



1.2.2- Données économiques :

♦ Agriculture :

En 2000, 48 exploitations agricoles ont leur siège sur la commune, chacune utilisant en moyenne 36 hectares. Parmi ces 48 exploitations, seules 30 sont des exploitations professionnelles (l'agriculture est alors la seule activité de l'exploitant). Les 18 autres sièges d'exploitation peuvent être dirigés par des double actifs ou bien appartenir à un agriculteur en retraite.

	1979	1988	2000
Nombre d'exploitations	84	71	48
Superficies en hectares (1)	1933	1872	1704
Moyenne des hectares utilisés par exploitation	23	26.4	36.2

(1) Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles (parcelles pouvant être situées sur la commune de Montélier ou sur une autre commune).

♦ Autres secteurs d'activités :

Deux zones d'activités, la zone des Petits Champs et la zone de la Pimpie, permettent d'accueillir des entreprises diverses : production de pièces mécaniques, mécanique de l'agroalimentaire, électronique, automatisme, mécanique automobile, coopérative agricole, zone commerciale avec un supermarché, moyenne surface de bricolage, divers commerces.

Une troisième zone, Les Tilleuls, accueille depuis peu des entreprises désireuses de développer leurs activités sur la commune de Montélier.

La réalisation du lotissement des Magnolias a permis l'installation d'une maison de retraite et d'une maison d'accueil pour personnes handicapées.

A ces entreprises s'ajoutent les commerces de proximité qui sont toujours en place dans les bourgs du village : pharmacie, bar restaurant, tabac presse, épicerie, boulangerie ...et les professions libérales : médecin, kinésithérapeute...

1.2.3- Activités polluantes :

• Activité industrielle :

Certaines entreprises sont des installations classées et sont donc susceptibles de travailler avec des produits dangereux ou polluants.

- FPC - zone artisanale La Pimpie : usine de transformation des métaux (récépissé de déclaration n° 2001/34)
- AMTM - ZA La Pimpie : activité de peinture et de sablage (récépissé de déclaration n°96/42)
- SA mécanique Moyroud - ZA Les Petits Champs : mécanique générale (récépissé n°2000/13)
- Crouzet Appliance Controls - ZA Les Petits Champs : régularisation d'une installation de réfrigérateur ou de compression d'air (récépissé de déclaration n°2000/47)
- Gérard Alixanian - 46, rue du canal : établissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, psittacidés (arrêté préfectoral n°6647)
- Société PODIS, société du groupe Holding Maître Fournil - ZI allée de Savoie BP89 26302 Bourg de Péage Cedex (utilise les anciens bâtiments de l'entreprise SoleMio) : mise en service d'une installation de réfrigération utilisant l'ammoniac comme fluide frigorigène (récépissé de déclaration n°99/37).
- SARL STM - ZA Les Petits Champs : traitement des métaux (récépissé de déclaration n° 98/100).

♦ **Activité agricole :**

Les installations classées agricoles recensées par le service des installations classées sont les suivantes :

- EARL MDV - lieu-dit Chirette : élevage de lapins soumis à déclaration.
- Mme Brunet Marguerite - lieu dit Clairefond : 700 porcs soumis à autorisation.
- M. Michalet Maurice - lieu dit Les Grisards : 1922 porcs soumis à autorisation.
- EARL « les élevages des crêtes » - lieu dit La Teppe : 6650 dindes soumis à déclaration et 34000 dindes.
- M. Biousse Thierry : 16000 poulets soumis à déclaration.
- M. Blache - lieu dit Les Crozats : 7000 poules pondeuses soumis à déclaration.
- M. Moulin - lieu dit Langoiron : 19200 poules soumis à déclaration.
- M. Serret - lieu dit Les Blettiers : 16800 dindes soumis à autorisation.
- M. Vallon Bernard : 100000 poulettes démarrées soumis à autorisation.
- GAEC du Gaudon : élevage de porcs.
- Mme Soler : 10000 pintades soumis à déclaration.
- M. Clot : 9000 poulets soumis à déclaration.

Un périmètre de protection de 100 m autour de ces établissements est à respecter.

1.2.4- Capacité d'accueil :

♦ **Zones d'activités :**

Les zones d'activités de la Pimpie et des Petits champs sont presque occupées dans leur totalité ; celle des Tilleuls, nouvellement viabilisée, est occupée ou réservée à 40 %.

♦ **Zones de logement :**

La capacité d'accueil de nouveaux résidents est actuellement très faible, les zones urbanisables étant consommées.

L'un des objectifs de la révision du Plan Local d'Urbanisme est de permettre l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs. La création de logements doit permettre d'accueillir de nouveaux habitants sur la commune avec un objectif de maîtrise de progression. Ceci favorisera le renouvellement des générations, tout en veillant à ne pas perturber l'équilibre actuel de développement.

1.3- Contexte réglementaire

1.3.1- Objectifs de qualité des cours d'eau :

Des objectifs de qualité (1984) ont été définis pour les eaux superficielles traversant l'agglomération valentinoise.

Les cours d'eau du Guimand et du Jonas, affluents de la Véore et traversant Montélier, ont les objectifs de qualité suivants :

- le Guimand jusqu'à la confluence avec le Jonas : bonne qualité (classe 1B)
- le Guimand après la confluence avec le Jonas à l'aval de Malissard : qualité moyenne (classe 2).

Les objectifs de qualité de ces cours d'eau sont appréciés à partir des principaux critères ci-après :

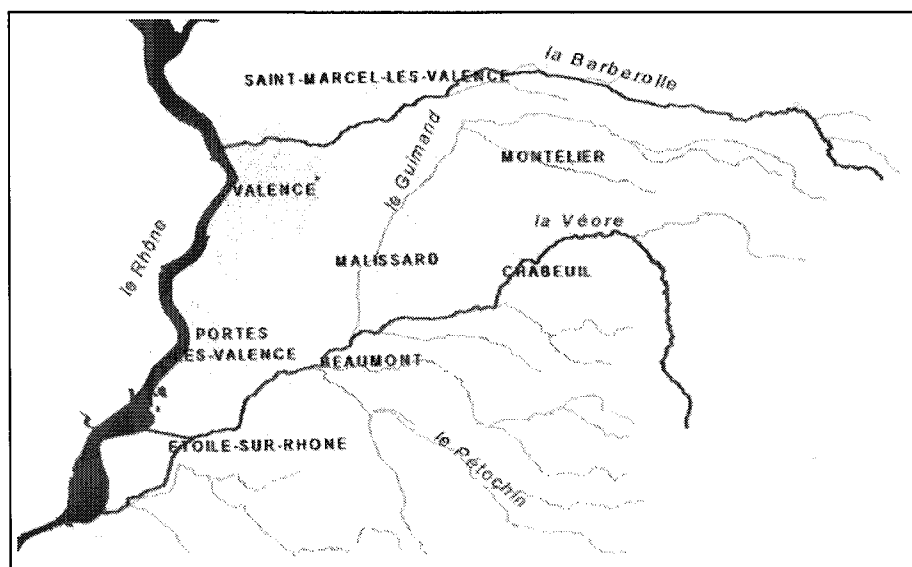
	Classe 1B	Classe 2
DCO	20 à 25 mg/l	25 à 40 mg/l
DBO ₅	3 à 5 mg/l	5 à 10 mg/l
NTK	1 à 2 mg/l	2 à 3 mg/l
PT	0.1 à 0.5 mg/l	0.5 à 2 mg/l

Les objectifs ci-dessus de préservation de la qualité des cours d'eau restent prioritaires. Toutefois, la référence à ces critères n'aura plus cours à Montélier en ce qui concerne le rejet des eaux usées de la station d'épuration dans la Chirouze (affluent du Guimand). En effet, la commune est aujourd'hui raccordée à l'unité de traitement de Valence dans le cadre du

Schéma Général d'Assainissement de la Couronne Valentinoise. Seules les eaux pluviales seront désormais déversées dans les cours d'eau traversant la commune. Ainsi la qualité du Guimand ne sera pas dégradée à la traversée de Montélier.

1.3.2- Contrat de rivière :

En janvier 2000, le Ministère de l'Environnement a donné son accord sur le dossier de candidature du contrat de rivière pour les bassins versants de la Véore et de la Barberolle. Ce contrat de rivière porte sur l'ensemble des bassins versants des deux cours d'eau et de leurs affluents. C'est la raison pour laquelle la commune de Montélier, traversée par le Guimand, affluent de la Véore, participe à cette opération.



Localisation des espaces concernés par le contrat de rivière

L'objectif de ce contrat est de donner de la cohérence aux aménagements réalisés. Il permettra de soutenir les politiques des communes en ce qui concerne l'assainissement plus particulièrement afin d'améliorer la qualité des milieux aquatiques qui constituent notre patrimoine.

Le contrat de rivière se compose d'un état des lieux, d'objectifs d'aménagement et de gestion, d'engagement des partenaires, d'un programme organisé selon trois volets d'action (sur 5 ans) :

- Le volet A a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'eau,
- Le volet B la mise en valeur des cours d'eau et la qualité du milieu physique (hydraulique, paysage, loisirs),

- Le volet C a pour but de coordonner, d'entretenir, de gérer et de communiquer.

Quatre études complémentaires sont en cours de réalisation :

- une étude sur l'assainissement autonome
- une étude sur la restauration et la mise en valeur des berges et du milieu naturel
- une étude sur les paysages et la valorisation touristique
- une étude hydraulique

Ce contrat est actuellement en cours de réalisation. La commune y a inscrit différentes opérations, principalement l'extension du réseau d'assainissement dans le bourg de Fauconnières (travaux réalisés) et la réhabilitation du réseau d'assainissement (travaux réalisés en 3 tranches, 1ère tranche réalisée).

1.3.3- Objectifs de réduction des flux de pollution :

Les flux de pollution sont essentiellement provoqués par le rejet dans le milieu naturel des eaux usées traitées et par les pratiques agricoles. Concernant les eaux usées, les objectifs de qualité des cours d'eau vont très certainement être atteints puisque la station d'épuration de la commune a été mise hors service. En effet, il n'y a plus de rejets dans les cours d'eau traversant le territoire communal. Seules les eaux pluviales peuvent être déversées. Les eaux usées de l'ensemble de la commune sont traitées sur la nouvelle station d'épuration de Mauboule à Valence.

De plus, un arrêté préfectoral fixe les objectifs de réduction des flux polluants pour l'agglomération de Valence (la commune de Montélier fait partie de l'agglomération de Valence définie par arrêté préfectoral n°864 du 20/02/1996) c'est à dire pour l'ensemble des communes qui voient leurs eaux usées traitées de façon intercommunale au niveau de la station d'épuration de Valence. Les réseaux d'assainissement des communes de l'agglomération ne doivent pas déverser d'eau dans le milieu naturel par temps sec. Des objectifs de rejet ont été établis (se référer au point 2.1.4- station d'épuration intercommunale de Valence).

Concernant la Véore, la Barberolle et leurs affluents : en période de temps sec, aucun rejet d'eaux résiduelles issues des dispositifs de collecte ou de traitement n'est admis en dehors d'évènements exceptionnels.

1.3.4- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux :

La commune de Montélier n'est pas concernée par un SAGE mais fait partie du SDAGE Rhône Méditerranée Corse.

Les trois grandes priorités de ce SDAGE sont :

- La lutte contre l'eutrophisation : il est fixé un objectif de diminution globale des deux tiers des rejets directs en phosphore dans les zones où la pollution ponctuelle est prédominante.
- La lutte contre la pollution toxique : il est fixé un objectif de réduction de 50 % des micros polluants (y compris éléments radioactifs) en 10 ans à partir de la date de publication du SDAGE.
- La lutte contre la pollution bactériologique : même si depuis les dix dernières années la qualité des eaux de baignade s'est nettement améliorée, beaucoup reste à faire sur les rivières concernées par les sports d'eau vive.

1.3.5- Zones sensibles à l'eutrophisation :

Il n'existe pas sur le territoire de la commune de Montélier de lacs ou de zones humides spécifiquement délimités susceptibles de présenter des risques d'eutrophisation.

1.3.6- Plan de Prévention des Risques :

La commune de Montélier n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques.

1.3.7- Périmètres de protection des captages :

La loi du 16 juillet 1964 a rendu obligatoire l'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable et la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a étendu cette exigence aux captages antérieurs à 1964 et dont la protection naturelle est insuffisante.

Une servitude d'utilité publique est instaurée pour le captage du lieu-dit Bayardières. Même si ce puits n'est conservé qu'à titre de secours, une servitude de protection des captages est instaurée.

1.3.8- Documents d'urbanisme :

La commune de Montélier a approuvé son premier Plan d'Occupation des Sols (POS) en 1977 (première réflexion menée dès 1971). Il a permis à la municipalité en place d'organiser l'urbanisation future. Par la suite deux révisions se succèdent en 1984 et 1987 ainsi que des modifications.

En juin 2001, la commune de Montélier a engagé une révision du Plan d'Occupation des Sols et l'a mis à jour sous forme de Plan Local d'Urbanisme. Elle a réalisé en parallèle son zonage d'assainissement. En décembre 2005, le Conseil Municipal a décidé de réviser son Plan Local d'Urbanisme et de le mettre en conformité avec le présent zonage d'assainissement.

1.3.9- Sites classés, sites protégés, ZNIEFF :

A l'exception d'un secteur situé à l'extrémité Est au lieu-dit Les Gourats qui figure sur la liste des ZNIEFF de type 1 scientifiquement validée, le patrimoine naturel du territoire montélien ne présente pas de caractère particulier mais reste encore préservé. A la demande de la municipalité de Montélier, la section drômoise de la FRAPNA (fédération Rhône Alpes de protection de la nature) a réalisé un diagnostic écologique de la zone des Gourats en vue d'un projet d'aménagement pour l'accueil du public sur le site de la carrière des Gourats. Ces aménagements doivent prendre en compte la préservation des lieux.

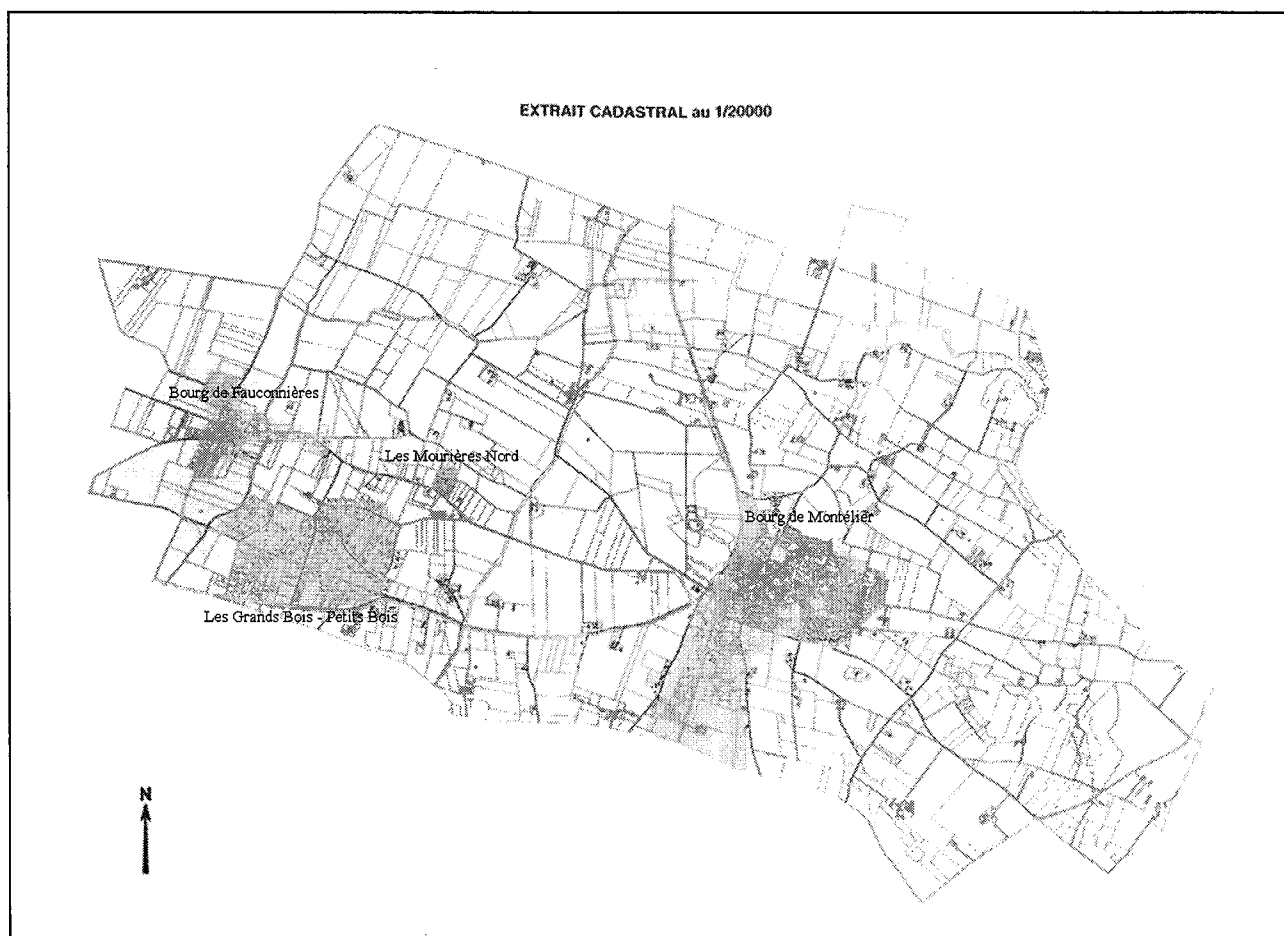
En ce qui concerne le reste de son territoire, la commune souhaite conserver certains espaces naturels qui présentent un intérêt faunistique, floristique, voire un intérêt en terme de découverte de la nature ou de randonnée pédestre.

Ces espaces à préserver sont les suivants :




- Le bocage contigu au domaine du château, paysage relictuel de ce que devait être la plaine de Valence avant les premiers remembrements. Ce bocage présente une grande richesse écologique.
- Les haies et arbres isolés, notamment les mûriers. Ces haies hébergent diverses espèces ornithologiques. Afin de participer à la préservation de l'environnement la commune de Montélier a réalisé des plantations d'arbres et arbustes d'ornement le long du Guimand, sur la nouvelle digue.
- Les espaces boisés situés à l'Est de la commune.

2- ASSAINISSEMENT EXISTANT

La carte qui suit localise les secteurs actuellement urbanisés qui relèvent de l'assainissement collectif, de l'assainissement autonome et les secteurs où l'assainissement est mixte.



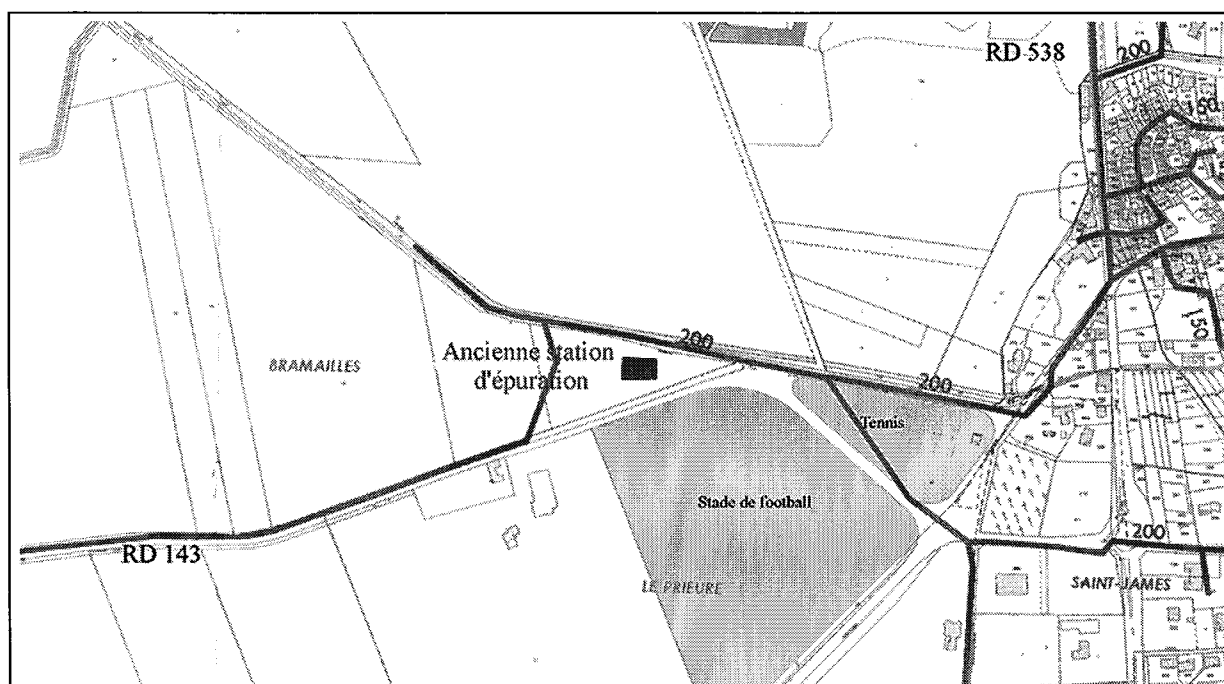
Légende :

-  Secteur en assainissement collectif
-  Secteur en assainissement autonome
-  Secteur relevant à la fois de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome

2.1- Etat de l'assainissement collectif

2.1.1- Historique de l'assainissement collectif de la commune :

La commune de Montélier a assaini les eaux usées de sa zone urbaine dense grâce à la station d'épuration située à la sortie du village, sur la RD 143, jusqu'en mai 2002. Aujourd'hui la station a été mise hors service depuis que les effluents sont traités au niveau intercommunal (nous reviendrons sur ce point plus en détail dans la partie suivante).



Légende :

— Réseau d'eaux usées

Plan de localisation de la station d'épuration

La station d'épuration a donc permis de traiter les eaux usées du bourg de Montélier pendant 19 ans. La première station d'épuration est mise en service à la fin des années 70. Elle est remplacée en 1984 par une nouvelle installation de capacité supérieure. Notons que l'ensemble de la gestion du service assainissement est délégué à un prestataire de service (contrat de gérance).

Il s'agit d'une station biologique (boues activées - aération prolongée). Elle présente une capacité nominale de 2000 E.H.¹ Elle comporte un dessableur, un dégraisseur statique aéré, un bassin d'aération de 260 m³, un clarificateur raclé de 50 m² et quatre lits de séchage totalisant 192 m².

Le dégrilleur automatique suivi d'un by pass permettent de limiter le débit à traiter. Les effluents dégrillés aboutissent dans un poste de relèvement avant d'être dirigés vers le dégraisseur aéré. Ensuite les effluents rejoignent le bassin d'aération puis le clarificateur avant d'être rejetés au milieu naturel via un canal de comptage. Le rejet se fait dans le ruisseau de la Chirouze, affluent du Guimand (bassin versant de la Véore).

Les lits de séchage permettaient de traiter les boues produites par la station et de les valoriser pour l'agriculture. Depuis quelques années elles étaient dirigées en centre de stockage.



Station d'épuration de la commune de Montélier

Un déversoir d'orage est placé en tête de la station d'épuration et permet de limiter les débits d'effluents à traiter par temps de pluie. Le déversoir d'orage fonctionne toujours malgré la mise hors service de la station.

¹ E. H. : équivalent habitant

2.1.2- Schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise :

La mise en place du schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise a modifié la gestion des eaux usées sur la commune de Montélier.

En effet, pour répondre aux obligations de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Préfet a défini un périmètre d'agglomération regroupant 13 communes. Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Couronne Valentinoise (SIACV) qui regroupe les communes de St Marcel Lès Valence, Alixan, Chabeuil et Montélier a participé à la création du Schéma Général d'Assainissement de la Couronne Valentinoise.

Les communes concernées ont confié au SMARD (Syndicat Mixte d'Aménagement Rural de la Drôme) la maîtrise d'ouvrage d'élaboration du schéma d'assainissement prévu par la loi sur l'eau. Ce schéma a été réalisé en 1997 et 1998 et définit les solutions à appliquer pour les 15 années à venir dans les trois composantes de l'assainissement urbain : l'assainissement autonome, l'assainissement collectif et l'assainissement pluvial.

Concernant l'assainissement collectif, un scénario intercommunal de traitement des eaux usées a été choisi (les différents scénarios sont présentés dans le point 3.3). Il a été convenu que les communes du secteur nord, dont fait partie Montélier, verraient leurs eaux usées traitées par la station d'épuration intercommunale de Valence. C'est pourquoi, le dispositif de traitement de Montélier a été mis hors service.

2.1.3- Réseau actuel de la commune :

• Réseau séparatif :

La commune de Montélier dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif (pour le bourg centre de Montélier). La longueur du réseau est de 9,8 km. Les canalisations sont en béton ou en PVC avec des diamètres de 200 et 500 mm. Les eaux pluviales collectées regagnent le milieu naturel soit au niveau des exutoires des réseaux (Chirouze et différents canaux) soit au niveau des puits d'infiltration. Certaines zones imperméabilisées (divers parkings, station de nettoyage, station essence...) voient leurs eaux pluviales traitées avant le rejet dans le réseau séparatif.

Les rejets d'eaux pluviales dans le bassin versant de la Véore :

			Débit (m ³ /s) de récurrence			
	Surface (ha)	Coefficient de ruissellement	2 ans	5 ans	10 ans	100 ans
Réseau pluvial	13	0.8	1.6	2.0	3.5	6.2
Déversoir d'orage	12	0.6	0.9	1.1	1.8	3.1

Les autres secteurs situés plus en périphérie par rapport au centre du village sont essentiellement traités par puits filtrants dont l'entretien est réalisé par le prestataire de service.

Lorsqu'il n'existe pas de collecte des eaux pluviales au niveau communal les particuliers doivent mettre en place le dispositif nécessaire sur leur parcelle comme par exemple le puits filtrant.

• **Réseau d'eaux usées des bourgs de Montélier et Fauconnières :**

Le réseau d'eaux usées des bourgs de Montélier et Fauconnières est de 17 km (ceci hors branchements et hors transport jusqu'à la station de Valence). En 2005, 840 abonnés étaient raccordés au réseau d'assainissement.

Le réseau se compose de collecteurs en amiante ciment ou en PVC lorsque les antennes sont plus récentes.

889 regards de visite ont été dénombrés.

On estime le taux de raccordement des foyers en 2005 à 65 %, ce qui correspond à 2184 personnes raccordées sur la base de 2,6 personnes par foyer. Le volume d'eaux usées facturées est de 93000 m³ (données de 2005).

2.1.4- Station d'épuration intercommunale de Valence :

Les effluents de la commune de Montélier sont aujourd'hui envoyés sur la station d'épuration de Valence via le collecteur intercommunal. Il est prévu que l'unité de Valence pourra traiter les eaux usées de 140 000 équivalents habitants avec 23 % de rejets industriels et 77 % de rejets ménagers. Par temps sec la station aura la capacité de traiter 2800 m³/h et par temps de pluie elle pourra dépolluer 16200 m³/h.

♦ Objectifs de qualité :

Les objectifs de qualité à atteindre par temps sec dans le cadre de cet assainissement intercommunal (concentrations maximales et rendements minimaux) sont récapitulés dans le tableau ci-après.

	Concentrations maximales	Moyenne sur 24h consécutives	Rendements
MES	70 mg/l	35 mg/l	90 %
DCO	250 mg/l	125 mg/l	75 %
DBO5	50 mg/l	25 mg/l	80 %
Azote (NTK)	20 mg/l	10 mg/l	70 %

Les eaux épurées se rejetant dans le Rhône, ces objectifs doivent notamment se conformer au plan Rhône en ce qui concerne l'azote organique.

Par temps de pluie, les rejets dans le Rhône ne devront pas déclasser le milieu récepteur de plus d'une classe de qualité. Les dépassements devront avoir un caractère exceptionnel et être dûment justifiés.

♦ Charges hydrauliques et polluantes théoriques :

Débit journalier	M3/j	25000
MES	Kg/j	12600
DCO	Kg/J	15400
DBO5	Kg/J	8400
Azote	Kg/J	2100
Phosphore	Kg/J	560

• **Estimation des eaux usées de la commune de Montélier :**

Pour ce qui concerne les eaux usées à traiter pour Montélier, les estimations fixées par le Schéma Général d'Assainissement sont les suivantes :

Population en 1990	Population estimée en 2015	Taux de raccordement	Population raccordée	EH industriels	EH totaux
2737	4800	70 %	3360	600	3960

2.2- Assainissement non collectif

2.2.1- Inventaire des dispositifs d'assainissement autonome existants :

• **Méthode de recensement :**

Un recensement des dispositifs d'assainissement non collectif a été effectué en 2002, lors de la réalisation du 1er zonage d'assainissement, sur l'ensemble du territoire communal. Afin de connaître les habitations utilisant un dispositif autonome, nous nous étions basés sur le relevé d'eau potable établi chaque année par le SIEPV (utilisation du relevé de 2001).

Les foyers ne possédant pas de facture affectée au traitement des eaux usées étaient considérées comme utilisant un assainissement autonome. Nous avons également ajouté à ces habitations, les foyers n'ayant pas de compteur d'eau potable (alimentation par source ou puits), mais utilisant un dispositif d'assainissement non collectif.

348 foyers ont été recensés comme utilisant un dispositif d'assainissement autonome, soit 30 % des habitations de la commune.

• **Questionnaire :**

Un questionnaire a été envoyé aux 348 habitations concernées. Il se décomposait en 16 questions qui permettent d'apprécier le type de dispositif utilisé.

• **Résultats :**

201 foyers avaient répondu au questionnaire soit un taux de réponses de 58 %. Sur ces 201 réponses seules 197 étaient exploitables soit 56,6 %.

Le nombre de réponses est donc de 197.

Les principaux enseignements de cette enquête ont été les suivantes :

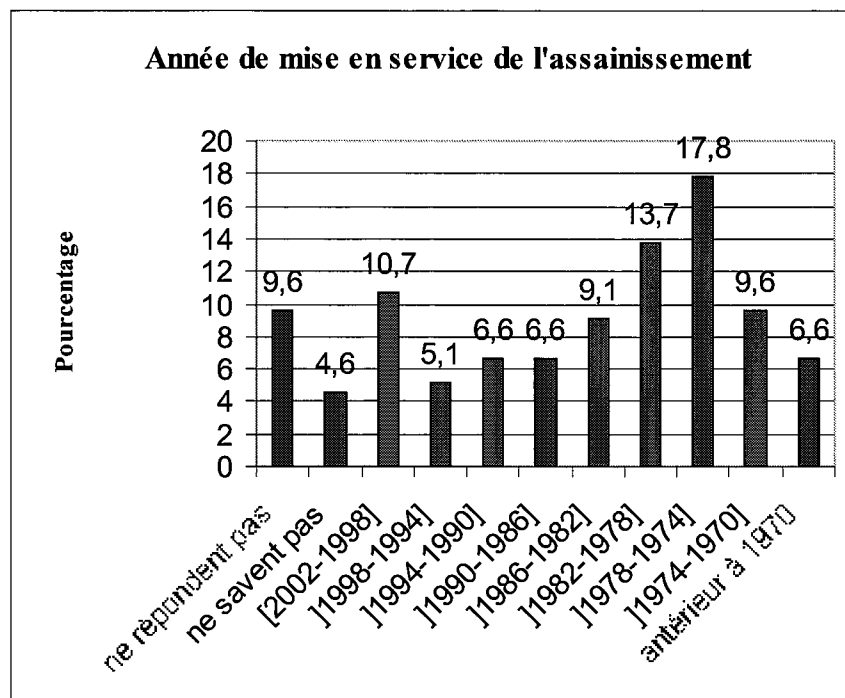
- Nombre d'habitants concernés : 526 soit 2,67 résidents par foyer
- Nombre d'habitants supplémentaires en période touristique : 322, soit 3,1 personnes par foyer accueillant des visiteurs
- Consommation d'eau moyenne par habitation : 144 m³
- Provenance de l'eau potable : 88,8% réseau intercommunal, 6,1% source ou puits, 5,1% mixte
- Utilisation non domestique de l'eau : 77,7 % arrosage, 23,3% piscine, 4,6% autre. Dans ces cas, l'eau provient à 8,1% d'une source, à 27,4% d'un puits, à 28,9% du réseau d'eau potable et à 39,6% du réseau de la Bourne
- Types de dispositifs d'assainissement utilisés :

Les 197 foyers ayant répondu au questionnaire disent posséder un dispositif permettant de traiter les effluents. On note, après analyse des réponses, que deux propriétaires ne possèdent aucun des dispositifs proposés. Il semblerait que l'un d'entre eux déverse ses effluents directement dans le milieu naturel. L'autre possède un WC chimique et déverse ses autres effluents dans un puits perdu.

Possession de plusieurs dispositifs	41 %
Fosse septique	85,3 %
Fosse toutes eaux	47,21 %
Epuration biologique à boues activées	3,55 %
Epuration biologique à culture fixée	3,55 %
Autres dispositifs	4,57 %

- Année de mise en service des dispositifs d'assainissement autonome :

Ne répondent pas	19	9,6 %
Ne connaissent pas l'année de mise en service	9	4,6 %
[2002-1998]	21	10,7 %
]1998-1994]	10	5,1 %
]1994-1990]	13	6,6 %
]1990-1986]	13	6,6 %
]1986-1982]	18	9,1 %
]1982-1978]	27	13,7 %
]1978-1974]	35	17,8 %
]1974-1970]	19	9,6 %
Antérieur à 1970	13	6,6 %
Total	197	100 %



- Evacuation des eaux pluviales :

Ne se prononce pas	2 %
Utilisation de plusieurs dispositifs	11,2 %
Les eaux pluviales sont déversées dans :	
Une installation d'assainissement	9,6 %
Un caniveau	2,5 %
Un fossé	11,2 %
Un collecteur pluvial	5,6 %
Un puits perdu	60,9 %
Un ruisseau	3,6 %
Autres	17,3 %

- Dispositifs complémentaires utilisés :

Pour les 197 foyers	
Bac à graisse	68 %
Fosse d'accumulation	15,2 %
Fosse chimique	14,2 %
Pré-filtre	36 %

- Parmi les 197 foyers :
- 36 % possèdent au moins deux dispositifs complémentaires
 - 18,8 % ne possèdent aucun dispositif complémentaire ou ne se prononcent pas.

Pour les 160 habitations qui possèdent un dispositif complémentaire	
Bac à graisse	83,7 %
Fosse d'accumulation	18,7 %
Fosse chimique	17,5 %
Pré-filtre	44,4 %

Le bac à graisse est le dispositif complémentaire qui est le plus fréquent.

- Evacuation des eaux sortant des dispositifs d'assainissement :

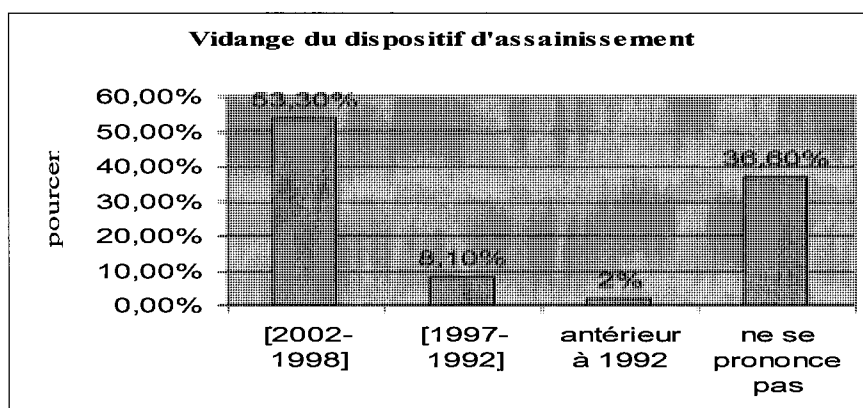
Réponse	191
Ne se prononce pas	6

Puits perdu	60,4 %
Fossé	1,5 %
Ruisseau	1,5 %
Infiltrées	34 %

- Technique d'infiltration des eaux traitées :

Tranchées d'épandage	26,9 %
Lit d'épandage	18,8 %
Tertre d'infiltration	0,5 %
Filtre à sable	2,3 %
Autres	2,5 %

- Date de la dernière vidange :



- Vidange du pré-traitement :

56,8 % des interrogés vidangent leur prétraitement. La fréquence varie entre 6 mois et 10 ans avec une moyenne de vidange tous les 1 an et demi.

- Satisfaction par rapport au dispositif d'assainissement :

Oui	70 %
Non	15,2 %
Ne se prononce pas	14,8 %

Les problèmes rencontrés sont des débordements, odeurs, problème de ventilation, corvée des vidanges, infiltration dans les sous-sols.

- Gênes occasionnées par les dispositifs du voisinage :

Oui	2,5 %
Non	74,1 %
Ne se prononce pas	23,4 %

2.2.2- Données complémentaires :

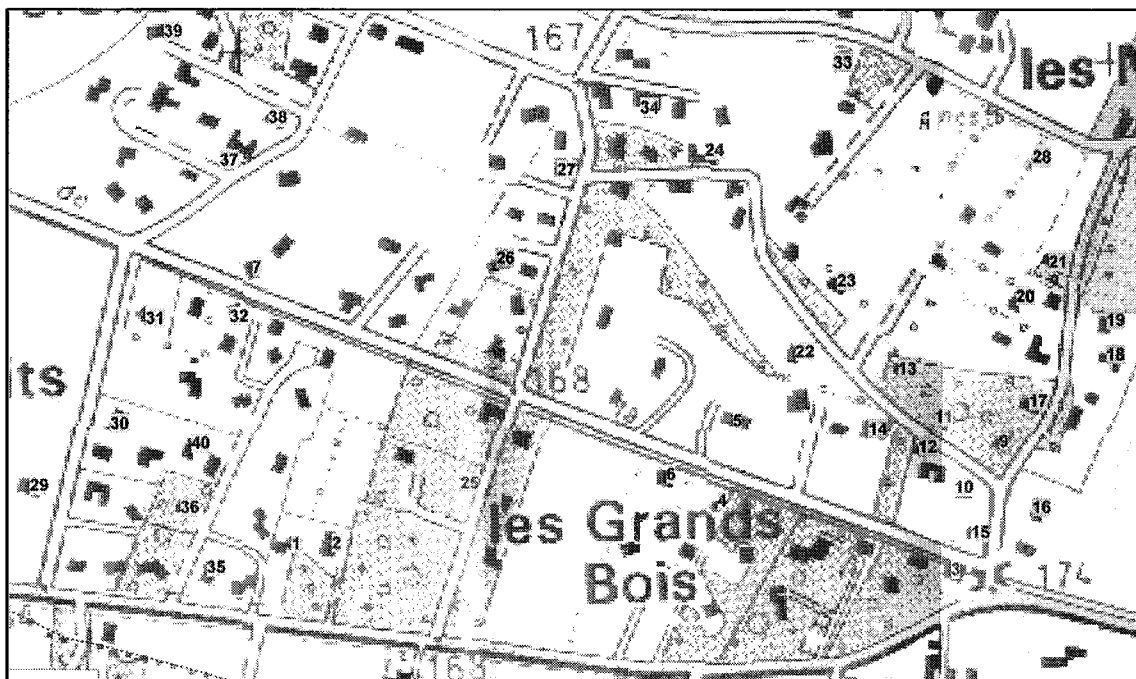
Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Général d'Assainissement de la Couronne Valentinoise des enquêtes sur le terrain ont été réalisées afin de mieux connaître les dispositifs d'assainissement autonome des particuliers.

Ces enquêtes ont été effectuées sur le quartier des Grands Bois - Petits Bois où toutes les habitations de ce secteur utilisent un assainissement autonome.

Ces enquêtes viennent compléter les questionnaires adressés aux habitants en 2002.

Environ 160 habitations sont présentes dans ce quartier où les parcelles sont de taille importante. Le début de l'urbanisation de cette zone remonte à 35 ans et s'est poursuivie depuis les années 70 avec une accélération pendant les années 75 à 85.

40 installations ont été visitées en août 1996 soit environ 25 % des habitations. Notons qu'il y a en moyenne 2,8 habitants par maison.



Carte de localisation des points d'enquête

• Résultats :

Le tableau ci-dessous présente les résultats obtenus au cours de ces mesures et décrit les types d'installations que possèdent les habitations.

Dispositif pour eaux usées de cuisine et de salle de bain	60 % : BG ² seul 18 % : BG + FS ³ 12 % : FTE ⁴ 10 % : rien
---	--

² BG : bac à graisse

³ FS : fosse septique

⁴ FTE : fosse toute eau

Dispositif pour eaux usées de WC	98 % : FS 2 % : mini station
----------------------------------	---------------------------------

Sur ces quartiers 98 % des habitations sont raccordées à une fosse septique contre 92.9 % en 2002 sur l'ensemble du territoire.

Eaux pluviales	60 % : puits perdu 28 % : sur le sol 10 % : drains 2 % : FS
----------------	--

Les eaux pluviales sont infiltrées sur ce quartier (60%) comme sur l'ensemble de la commune (60.9%) par puits perdu.

Evacuation du rejet	50 % : puits perdu 45 % : drains ou tranchée 2.5 % : mini station 2.5 % : décantation
---------------------	--

Les mesures de 1996 montrent que 50 % des habitations évacuent leurs eaux usées après traitement par puits perdu alors que sur l'ensemble de la commune en 2002, 60.4 % utilisent un puits perdu.

Vidange de la fosse septique	38 % : jamais 35 % : 1 fois 27 % : régulièrement
Dysfonctionnements	5 cas de nuisances : colmatage ou odeur

2.2.3- Les enseignements du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

Afin de satisfaire les lois en vigueur, la commune de Montélier a créé le 1er décembre 2005 son SPANC. Il a été décidé de recourir à un prestataire de service pour assurer les contrôles correspondants.

Le secteur des Grands Bois-Petits Bois-Mourières, représentant la majorité des habitations en assainissement autonome, a fait l'objet des premières études.

Les résultats obtenus sont les suivants :

	Réhabilitation préconisée		Installations conformes à la DTU 64-1		Non défini
	Non urgente	Urgente	Sans réserve	Avec réserves	
Nombre	90	9	9	55	13
Pourcentage	51 %	5 %	5 %	31 %	8 %
Total	99		64		13
Total général	176				

Problèmes rencontrés :

- Manque d'entretien des dispositifs, fosses colmatées, puits perdus remplis de boues.
- Absence de la ventilation secondaire utile à l'élimination des gaz, au fonctionnement des bactéries de la fosse et à la protection de la fosse pour la majorité des installations.
- Pour quelques installations, manque de place sur les terrains pour mettre en place des épandages.
- Ouvrages de prétraitement (bac à graisse / fosse) parfois trop en dessous du niveau du sol pour pouvoir se raccorder sur un système d'épandage sans utiliser de poste de relèvement.
- Un nombre important de parcelles très arborées (grosse quantité de racines dans les sols) pouvant poser des problèmes au niveau du fonctionnement des drains.
- Les réhabilitations urgentes concernent des dispositifs polluants les sols pour diverses raisons : absence supposée ou avérée de fosse septique, fosse non entretenue, enterrée, polluant le puits perdu et les sols, succession de puits perdus recevant des eaux usées prétraitées et des eaux usées brutes sans prétraitement, dispositif bouché par les racines entraînant un débordement du puits perdu dans le terrain, exutoire du prétraitement inconnu et non fonctionnel, entraînant l'impossibilité des eaux usées de sortir de la fosse.

De plus, des micro-secteurs ont été identifiés comme présentant une aptitude dégradée à l'épuration des sols. Des contraintes spécifiques existent, notamment la présence de nombreux arbres.

Agés des dispositifs :

Age	Neuf	1	2	3	5	6	7	8	9	10	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
Quantité	3	6	7	3	5	4	5	2	3	3	4	1	2	1	1	6	4	3	3	2	3	5	4	12	3	4	6	13	10	5	6	4	3	4	1	4	1	2	3
Total	76																								86														
Pourcentage	43,68																								49,43														

Au vu de ces résultats, la commune a réalisé une étude de faisabilité d'un assainissement collectif dans ce secteur (étude confiée à un bureau d'études).

Celle-ci a fait apparaître que la création d'un réseau est techniquement réalisable en gravitaire avec rejet dans le réseau intercommunal du SIACV.

La commune étudie actuellement la faisabilité financière de ce projet en concertation avec la population concernée.

Si ces résultats ne remettent pas en cause le classement en zone d'assainissement autonome du secteur des Grands Bois-Petits Bois-Mourières, ils incitent à envisager à moyen terme son raccordement au réseau collectif compte tenu de la rentabilité à long terme de ce système et de la meilleure maîtrise de l'assainissement par la collectivité.

2.3- Etude du ruissellement et du phénomène d'imperméabilisation lié à l'urbanisation

• Bourg de Fauconnières :

La traversée de Fauconnières par le Guimand est l'une des zones à enjeux. Plusieurs scénarios seront proposés qui permettront d'atteindre différents objectifs de protection (écrêtement dans des bassins mono ou multi-usages, dans des casiers d'épandage en zone agricole, dans des fossés, rehausse de berges aux endroits sensibles...).

Des aménagements ont d'ores et déjà été effectués comme par exemple la création d'une digue par la SNCF. En effet, la construction de la ligne TGV a eu un impact sur le milieu et le

parcours des eaux de ruissellement. Cette digue permet de protéger les habitations du bourg de Fauconnières d'éventuels ruissellements importants.

De même, des bassins de rétention vont être créés le long du Guimand par le Syndicat du bassin versant de la Véore dans le cadre de la réalisation du contrat de rivière.

• **Bourg de Montélier :**

Certains secteurs sensibles connus ont déjà fait l'objet d'aménagements afin de gérer une quantité d'eau pluviale importante. Des emplacements réservés ont été instaurés dans le Plan Local d'Urbanisme afin de pouvoir effectuer de nouveaux aménagements.

2.4- Etude diagnostique de fonctionnement du réseau d'assainissement

2.4.1- Objectifs de l'étude :

Malgré les efforts réalisés depuis de nombreuses années par l'exploitant et la collectivité, notamment par la création de réseaux séparatifs et la recherche d'eaux parasites, il était toujours constaté une surcharge hydraulique à la station d'épuration, plus particulièrement par temps de pluie. Ainsi, la présence d'eaux parasites était fortement soupçonnée. Les effluents de la commune étant aujourd'hui traités de façon intercommunale, la recherche, la localisation puis la suppression de ces eaux parasites sont devenues une nécessité pour la commune de Montélier.

Une étude, réalisée par un bureau d'étude, a eu pour objet :

- D'établir un diagnostic et un bilan des réseaux eaux usées et unitaires communaux existants et plus particulièrement de déterminer l'origine et la localisation des arrivées d'eaux claires (eaux parasites).
- D'établir un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de restructuration des réseaux d'assainissement en vue d'éliminer définitivement les eaux parasites.
- D'établir la liste des foyers mal raccordés au réseau d'assainissement.

L'étude diagnostique devait notamment :

- Apporter une connaissance précise sur la nature, le type et l'état des réseaux existants.
- Mesurer et estimer par secteur les charges hydrauliques collectées.
- Mesurer les charges polluantes collectées sur la totalité de la commune.
- Quantifier et localiser par secteur les eaux parasites semi-permanentes et permanentes existantes.
- Recenser tous les dysfonctionnements et anomalies.

Notons que cette étude était effectuée sur le réseau d'assainissement collectif du bourg de Montélier uniquement (hors bourg de Fauconnières).

2.4.2- Campagne de mesures :

Une première campagne de mesures s'est déroulée aux mois d'avril et juin 2002 avec 22 jours d'enregistrement sur 6 points de mesures répartis sur l'ensemble du bassin versant. Le but de cette campagne était de quantifier les charges hydrauliques et polluantes véhiculées par le réseau d'eaux usées de la commune de Montélier.

Les résultats ont permis d'apprécier le fonctionnement du réseau par temps sec et par temps de pluie et de quantifier notamment les apports d'eaux parasites permanentes et d'origine pluviale qui perturbaient le fonctionnement du système d'assainissement. Il convient de distinguer deux catégories d'eaux claires parasites permanentes véhiculées par les réseaux d'eaux usées : les eaux claires d'infiltration et les eaux claires de captage. L'origine des eaux claires d'infiltration peut avoir une provenance diffuse, résulter du drainage de la nappe phréatique ou de drainage lent. Cela suppose donc que des défauts d'étanchéité des collecteurs existent sur certains secteurs du réseau (fissures, décalage...). Les eaux claires de captage sont a priori d'origine connue c'est à dire des apports continus ou aléatoires d'eaux qui ne devraient normalement pas être déversées dans le réseau d'eaux usées.

Une deuxième campagne de mesure s'est déroulée en juillet 2002. Ces opérations effectuées la nuit (remontées nocturnes) ont permis de localiser les principaux apports d'eaux parasites d'infiltration.

2.4.3- Première conclusion de l'étude :

- Par temps sec, le réseau collecte quotidiennement 475 m³ d'effluents (débit moyen de 20 m³/h).

Ce réseau draine des quantités d'eaux parasites permanentes relativement importantes, avec 268 m³/j d'eaux claires, soit 56 % du débit total.

	Caractéristiques météo	Eaux claires parasites (m ³ /j)		
		Permanent	d'Infiltration	Total
Avril 2002	Période sèche depuis plusieurs mois	270	----	270
Juillet 2002	48 heures après de fortes pluies (120 mm)	270	550	820

La part des eaux strictes (207 m³/j) est conforme à la valeur attendue et correspond à un rejet de 1480 EH.

- Par temps de pluie, les volumes ruisselés importants témoignent d'une surface active considérable (51000 m²) provoquant des désordres majeurs en aval du réseau (mise en charge et débordement sur chaussée).

Enfin, le flux polluant mesuré (252 kg/j de DCO et 106 kg/j de DBO₅) représente une pollution de l'ordre de 1700 EH et correspond aux valeurs théoriques attendues.

Un programme d'investigations complémentaires est prévu afin de localiser exactement les désordres. Des inspections télévisées des collecteurs ainsi que des tests à la fumée vont être effectués.

Cette étude permet de mettre en place un programme de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées dans l'objectif de diminuer les apports d'eaux parasites permanentes et de supprimer les apports d'eaux pluviales.

2.4.4- Les réalisations et programmations :

Suite aux préconisations du bureau d'études, la commune a entrepris la réhabilitation du réseau d'assainissement dans le bourg de Montélier, en 4 lieux : avenue du Vercors (avec redimensionnement du réseau), quartier le Prieuré, chemin des Rouffiats et allée St James.

Coefficient de pointe

X 2



Projet	Population raccordée (équivalents habitants)	Débit d'eaux usées transporté (l/s)	Débit maximal d'eaux usées transporté (l/s)	Débit d'eaux claires parasites permanentes (l/s)	Débit d'eaux claires météoriques (l/s)	Débit total maximal transitant dans la canalisation (l/s)	Pente minimale du collecteur projeté (%)	Diamètre (mm)
Secteur Prieuré Nord	460	1,16	2,32	1,35	8,06	11,73	3,29	200
Secteur Prieuré Sud	785	1	2	1,99	3,39	7,38	0,74	200
Secteur Prieuré aval	1245	2,16	4,32	3,34	11,44	19,1	0,81	315
Avenue du Vercors	201	0,26	0,52	0,63	20,58	21,73	0,6	200
Allée St James	555	0,71	1,42	1,91	5,28	8,61	1,03	200
Chemin des Rouffiats	91	0,11	0,22	0,36	2,72	3,3	0,78	200

De plus, les infiltrations d'eaux claires parasites météoriques étant essentiellement dues à des branchements de gouttières sur le réseau d'eaux usées, la commune a imposé aux particuliers de se mettre en conformité. La quasi totalité de la soixantaine de foyers concernés a d'ores et déjà déclaré avoir procédé aux travaux nécessaires. Un contrôle est en cours.

3- BASES D'ETABLISSEMENT DU ZONAGE

Le zonage d'assainissement est modifié dans le même temps que la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune. Les propositions d'assainissement collectif et l'aptitude à l'assainissement non collectif portent sur les zones bâties et constructibles du nouveau document d'urbanisme.

3.1- Détermination du périmètre du zonage

Le périmètre de zonage portera sur les zones urbaines et sur les zones à urbaniser inscrites au Plan Local d'Urbanisme.

3.1.1- Zones urbaines :

Les zones urbaines classées dans le zonage du Plan Local d'Urbanisme et dans le règlement U1, U2, U3, U4, U5, U6 font partie du périmètre du zonage d'assainissement.

- La zone U1 correspond au secteur du vieux bourg de Montéliér. Ce quartier possède un règlement spécifique car des recommandations architecturales s'appliquent aux constructions.
- La zone U2 correspond à une zone centrale dense pour de l'habitat individuel ou collectif, des services ou des activités.
- La zone U3 accueille les activités artisanales, industrielles et commerciales.
- La zone U4 est réservée pour les activités sportives et de loisirs.
- La zone U5 accueille de l'habitat individuel diffus.
- La zone U6 correspond à des secteurs denses d'habitat, services et activités.
- La zone U7 a une vocation dominante de loisirs et d'activités récréatives en matière de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

3.1.2- Zones à urbaniser :

Ce périmètre du zonage d'assainissement porte également sur les zones à urbaniser : AU1, AU2, AU3, et AU4. Les zones à urbaniser ne sont pas toutes constructibles immédiatement

pendant la durée du Plan Local d'Urbanisme, leur constructibilité dépend du niveau d'équipement (voies publiques, réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement).

- La zone AU1 n'est pas urbanisable pendant la durée du PLU mais est intégrée dans le zonage d'assainissement.
- La zone AU2 accueillera, sous forme d'opération d'ensemble, de l'habitat individuel ou collectif, des services ou des activités.
- La zone AU3 correspond à certains secteurs intra-muros du bourg ancien de Montélier. L'implantation d'habitat, service et activités doit être réalisée sous forme d'opération d'ensemble en respectant les recommandations architecturales du règlement d'urbanisme.
- La zone AU4, zone d'accueil des activités économiques. Elle est destinée à recevoir des constructions à usage industriel, artisanal ou commercial notamment.

3.2- Etude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

3.2.1- Aptitude des sols à l'assainissement autonome :

Les zones en assainissement non collectif ne seront pas développées sur la commune de Montélier. Le quartier des Grands Bois, Petits Bois reste le seul secteur bâti sur lequel des habitations utilisent un assainissement autonome et où de futures habitations pourront être construites sur les terrains encore vierges.

Le quartier des Mourières Nord accueille également quelques habitations en assainissement autonome qui ne peuvent être raccordées pour raison technique.

Dans le cadre du schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise, la faisabilité de recourir à l'assainissement autonome a été étudiée sur l'ensemble des zones NB des POS. Le secteur des Grands Bois - Petits Bois-Mourières Nord a donc fait partie de l'étude.

• Méthode :

La méthode choisie est la méthode multicritères S.E.R.P.. Elle fait intervenir quatre critères caractéristiques de l'aptitude d'un sol à la restitution - dispersion en les combinant sous forme

d'un indice global. Dans le cadre de l'étude sur la couronne valentinoise, l'appréciation des indices pour chacun des critères est basée sur l'interprétation de la carte pédologique au 1/100000, de la carte géologique au 1/50000, de la carte hydrogéologique au 1/50000 et des cartes topographiques au 1/25000.

Ces quatre critères sont :

S le sol : texture, structure, gonflement, vitesse de percolation, conductivité hydraulique.

E l'eau : profondeur de la nappe pérenne, présence d'une nappe perche temporaire, possibilité d'inondation, hydromorphie.

Concernant la nappe d'eau souterraine, lorsque la profondeur de la nappe par rapport au sol est inférieure à 2.5 m l'aptitude à l'assainissement autonome a été considérée défavorable. Une profondeur comprise entre 2.5 et 5 m est moyennement favorable, au-delà de 5 m de profondeur le site est favorable pour le critère E.

R la roche : profondeur de la roche altérée ou non.

P la pente : pente en surface du sol naturel.

Les classes suivantes ont été considérées :

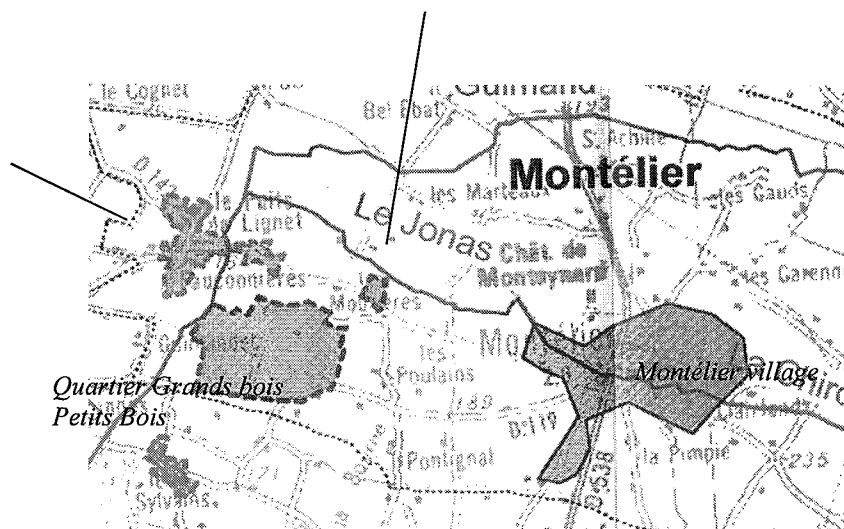
- Pente supérieure à 15 % : terrain défavorable
- Pente de 8 à 15 % : terrain moyennement favorable
- Pente inférieure à 8 % : terrain favorable

• Résultats :

Il ressort de cette méthode multicritères que le quartier des Grands Bois - Petits Bois possède un sol favorable à l'assainissement autonome.





Quartier Les Mourières

Bourg de Fauconnières



*Carte de l'assainissement autonome extrait
du schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise*

Légende :

-  Zone d'aptitude convenable
-  Zone d'aptitude moyennement convenable
-  Zone d'aptitude défavorable
-  Zone d'assainissement collectif

- Pour le quartier des Grands Bois : la codification de l'étude est de 1, favorable avec :

- Critère S [20] : les sols sont d'origine d'alluvions anciennes (terrasse, cônes de déjection et limons de recouvrement) et ce sont des sols rouges des terrasses, très caillouteux. Leur cotation est : « moyennement perméable » c'est à dire favorable pour la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.
- Critère E : 5 à 15 m. Au-delà de 5 m de profondeur de la nappe d'eau souterraine, le sol est considéré comme apte.
- Critère R : il s'agit d'alluvions anciennes et des cailloutis d'Alixan.
- Critère P : < 2 %. Lorsque la pente du terrain est inférieure à 8 % le sol est considéré comme apte à recevoir de l'assainissement autonome.

- Pour le quartier des Mourières (qui est en partie en assainissement collectif), la codification de l'étude est de 1, favorable avec :

- Critère S [20] : les sols sont d'origine d'alluvions anciennes (terrasse, cônes de déjection et limons de recouvrement) et ce sont des sols rouges des terrasses, très caillouteux. Leur cotation est : « moyennement perméable » c'est à dire favorable pour la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.
- Critère E : 5 à 10 m. Au-delà de 5 m de profondeur de la nappe d'eau souterraine, le sol est considéré comme apte.
- Critère R : il s'agit d'alluvions anciennes et des cailloutis d'Alixan.
- Critère P : < 2 %. Lorsque la pente du terrain est inférieure à 8 % le sol est considéré comme apte à recevoir de l'assainissement autonome.

Les habitations utilisant toujours un assainissement autonome, faute de raccordement possible à l'assainissement collectif, se situent donc sur un sol apte à épurer leurs eaux usées.

3.2.2- Vulnérabilité de la nappe :

L'étude du schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise (présentée dans la partie 1.1.6 vulnérabilité des eaux souterraines) montre que le quartier des Grands Bois, Petits Bois se trouve sur un secteur où la nappe est vulnérable (niveau 2) c'est à dire que la nappe se trouve au moins à 2.5 mètres de profondeur et que le sol est apte à l'infiltration. Le même résultat a été obtenu pour le quartier des Mourières nord.

3.3- Scénario de l'assainissement collectif

Le choix du scénario d'assainissement collectif est d'ores et déjà abouti pour la commune de Montélier puisque c'est au niveau intercommunal qu'il a eu lieu dans le cadre du Schéma général d'assainissement de la couronne valentinoise.

Chacun des scénarios proposé et étudié devait répondre, pour les 20 années à venir, aux prescriptions suivantes :

- Préserver le milieu naturel - eaux superficielles et eaux souterraines.
- Assurer le traitement des eaux usées et si nécessaire des eaux pluviales.
- Assurer le meilleur compromis économique entre les coûts d'investissement et de fonctionnement et les contraintes d'urbanisme et de développement.

Scénario 1 :

Les 8 unités de traitement des communes concernées sont mises aux normes. Les principales zones NB des POS sont raccordées à l'assainissement collectif ainsi que la ZAC de la gare TGV. Notons que les 6 petites stations existantes ne permettent pas d'obtenir des rejets respectant les objectifs de qualité de la Véore ou ses affluents et de la Barberolle.

Scénario 2 :

Les unités de traitement sont mises hors service et l'ensemble de l'agglomération est raccordé sur les unités de traitement de Valence (pour les communes du nord et de l'est) et de Portes Lès Valence (commune du sud).

Scénario 2 bis :

L'ensemble de l'agglomération est raccordé sur l'unité de traitement de Portes Lès Valence.

Scénario 2 ter :

Les unités de traitement sont mises hors service et l'ensemble de l'agglomération est raccordé sur les unités de traitement de Valence (pour les communes du nord) et de Portes Lès Valence (commune de l'est et du sud).

Scénario 3 :

Les unités d'Alixan et de Chabeuil sont maintenues (car elles ont de bonnes performances pour l'azote et le phosphore). Le reste de l'agglomération est raccordé sur Valence (nord et est) et sur Portes Lès Valence (sud). Le respect de qualité de la Barberolle et de la Véore n'est pas toujours atteint en aval des rejets d'Alixan et de Chabeuil.

Scénario 4 :

Les unités d'Alixan et de Chabeuil sont maintenues (car elles ont de bonnes performances pour l'azote et le phosphore). La commune de Montélier est raccordée sur l'unité de traitement de Chabeuil. Le reste de l'agglomération se raccorde sur Valence (nord et est) et sur Portes Lès Valence (sud). L'objectif de qualité de la Véore n'est pas respecté en aval de Chabeuil.

Scénario 5 :

La commune d'Alixan est raccordée sur St Marcel Lès Valence, et Montélier sur la commune de Chabeuil. Le reste de l'agglomération est raccordé sur Valence et Portes Lès Valence. Les objectifs de qualité des cours d'eau ne sont pas respectés ni en aval de Chabeuil ni en aval de Saint Marcel Lès Valence.

Scénario 6 :

Une unité de traitement pour les communes du nord-est est créée avec rejet dans le Rhône (solution de base) ou en variantes. Les unités de Valence et de Portes Lès Valence sont maintenues avec le raccordement de Montmeyran.

Scénario 6 bis :

Une unité de traitement est créée pour les communes de l'est. Les communes d'Alixan et de St Marcel Lès valence sont raccordées sur le réseau de collecte unitaire de Valence.

Les objectifs de qualité des milieux récepteurs n'étant pas respectés pour les scénarios 1, 4 et 5, ces scénarios n'ont pas été retenus pour les phases d'étude ultérieures.

Les scénarios 2, 2bis, 2 ter, 3, 6 et 6 bis sont étudiés davantage avec une description détaillée des ouvrages, la localisation des équipements à réaliser, l'analyse de l'impact sur les milieux récepteurs, le détail des estimations financières (hors acquisitions foncières).

Les différents scénarios ont été étudiés au cours de la mise en place de ce schéma et le scénario 2 a été retenu. L'ensemble des eaux usées des communes de la couronne valentinoise sera raccordé sur deux unités de traitement : celle de Portes Lès Valence pour les communes du sud et celle de Valence pour les communes du nord.

La commune de Montélier voit donc ses eaux usées transportées puis traitées sur la station d'épuration de Valence.

3.4- Gestion des eaux pluviales

Certains secteurs de la commune connus comme étant sensibles au ruissellement ont été exclus des possibilités d'extension de l'urbanisation dans le choix des secteurs urbains du Plan Local d'Urbanisme. En effet, les règlements d'urbanisme préconisent la réalisation de puits filtrants pour le traitement des eaux pluviales lorsqu'il n'existe pas de réseau séparatif.

De ce fait certains terrains situés sur des sols constitués essentiellement de marne n'ont pas été retenus pour une urbanisation future. En effet, ils ne sont pas aptes pour infiltrer facilement les eaux pluviales.

De même, les secteurs connus sensibles au débordement des cours d'eau n'ont pas été classés comme urbanisable et des aménagements sécuritaires ont été ou seront créés prochainement pour renforcer la sécurité autour des habitations existantes.

4- ZONAGE ET PROGRAMMATION

4.1- Zonage pour l'assainissement collectif

Le zonage final porte sur les zones urbaines et à urbaniser comme décrites dans le 3.1 : détermination du périmètre du zonage. Ce périmètre comprend à la fois des secteurs déjà urbanisés et certains secteurs qui pourront le devenir au cours du nouveau Plan Local d'Urbanisme.

4.1.1- Zones urbaines en assainissement collectif :

Les deux bourgs de la commune sont aujourd'hui reliés à l'assainissement collectif.

- La zone urbaine du bourg de Montélier (zone U1, U2, U3, U4 dans le zonage du PLU) est reliée au réseau d'assainissement collectif.

On note que quelques habitations excentrées du bourg sont en assainissement autonome dans la zone urbaine (classées dans le PLU en zone U2 et U6). Le réseau collectif ne desservait jusqu'alors pas ces secteurs. L'urbanisation progressant en direction de ces habitations leur raccordement sera envisageable lorsque le réseau collectif sera étendu (ex : chemin du Clos).

- Le bourg de Fauconnières (zone U6) est totalement raccordé au réseau d'assainissement collectif depuis les travaux d'extension du réseau communal réalisés fin 2005-début 2006.

- Le secteur des Mourières nord, jusqu'alors en assainissement autonome, est en partie relié au collectif. Classé en zone NB au POS il devient U6 dans le PLU. Certaines habitations sont reliées au réseau d'assainissement collectif ; d'autres ne pourront pas l'être pour des raisons techniques. Ces habitations resteront donc en assainissement autonome. Notons qu'aucune extension de l'urbanisation n'est prévue dans cette zone.

4.1.2- Zones à urbaniser en assainissement collectif :

La commune ne souhaite pas développer les secteurs en assainissement autonome, aussi la majorité des secteurs AU a été zonée de façon à pouvoir être raccordé au réseau d'assainissement collectif par extension du réseau existant (zone AU2, AU3 et AU4).

Les nouveaux terrains ouverts à l'urbanisation au Nord de la commune (en zone AU2 au PLU) seront raccordés au réseau d'assainissement collectif. Une extension du réseau existant sera effectuée à partir de la rue de la Libération et remontera en direction du nord jusqu'aux secteurs concernés.

4.2- Zonage pour l'assainissement non collectif

4.2.1- Zones urbaines en assainissement autonome :

La zone des Grands bois - Petits bois est conservée sous le règlement d'urbanisme U5. Il n'est pas prévu d'extension de l'urbanisation dans ce secteur. Seuls les terrains inclus dans cette zone pourront se voir accorder une autorisation de construire. Le règlement de cette zone limite la densification du secteur. En effet, les terrains étant en assainissement autonome il n'est pas souhaitable de multiplier les habitations afin de conserver au sol sa capacité de traitement des effluents et de tolérance des pollutions. Une densification de cette zone risquerait de réduire les qualités épuratives du terrain. A contrario, si l'option d'un assainissement collectif était retenu suite aux résultats de l'étude du SPANC, la zone pourrait se densifier.

Certaines habitations situées dans les zones urbaines du Plan Local d'Urbanisme sont raccordées à un dispositif d'assainissement autonome. Dans la majorité des cas ces habitations étaient jusqu'alors éloignées du réseau collectif. Elles seront raccordées au réseau lorsqu'une extension de ce dernier sera effectuée à proximité de ces habitations.

Quelques habitations existantes situées en secteur urbain ne pourront être raccordées (même si l'assainissement collectif passe à proximité de ces habitations) pour des raisons techniques.

4.2.2- Habitations dispersées en assainissement autonome :

Les autres foyers utilisant un assainissement autonome sont situés dans la zone agricole à laquelle correspond le règlement A du Plan Local d'Urbanisme.

4.2.3- Contrôle des dispositifs :

La commune étant tenue de contrôler les dispositifs individuels d'assainissement autonome, elle a créé son SPANC au 1er décembre 2005.

Le SPANC a pour mission de réaliser :

Pour les nouvelles constructions :

- La consultation de la demande de permis de construire et l'émission d'un avis sur le système d'assainissement individuel à installer.
- La visite de contrôle, avant remblaiement du dispositif, comprenant la vérification du dimensionnement et la bonne réalisation des ouvrages (conformément aux réglementations techniques en cours).
- La rédaction d'un certificat de conformité du dispositif.

Pour les constructions existantes :

- La visite de contrôle sur le terrain, comprenant les vérifications et techniques des ouvrages et de leur fonctionnement, ainsi qu'une discussion avec l'occupant des lieux pour information.
- La rédaction d'une fiche de compte rendu.
- La réalisation des programmes de réhabilitations éventuelles, le suivi des dossiers et leur présentation auprès des financeurs.

Le service d'assainissement mis en place a également une mission de conseil et d'assistance auprès des particuliers : pour des conseils techniques dans le cas de l'implantation d'un dispositif pour une construction nouvelle ou pour des habitations existantes.

Les résultats du SPANC pour la zone des Grands Bois-Petits Bois-Mourières sont déjà connus. Une décision sera prise ultérieurement dans le sens d'une réhabilitation des installations existantes ou d'une création d'un réseau collectif.

Le prestataire retenu par la commune a réalisé de plus sa mission dans le cadre de la construction de nouvelles habitations. Les contrôles des installations existantes de la zone agricole sont à venir.

Suite à ces contrôles, des programmes de réhabilitation des dispositifs non conformes ou générateurs de nuisances pourront être engagés le cas échéant.

4.2.4- Prescriptions techniques à conseiller :

L'arrêté du 6 mai 1996 fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- Une fosse toutes eaux ou une installation d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées.
- Et un dispositif assurant soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol des effluents (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant ou terre d'infiltration) soit un dispositif assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal).

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisse, destiné à la rétention de ces matières est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines et le plus près possible de celle-ci.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaires. Il est conseillé d'effectuer des vidanges :

- au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique.

- au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées.
- au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées.

4.3- Zonage pour le traitement des eaux pluviales et du ruissellement

Dans le cadre du contrat de rivière, une étude hydraulique est en cours dont les objectifs sont les suivants :

- Mieux protéger les zones à forts enjeux humains.
- Mieux gérer les espaces, afin de ne pas aggraver le risque, en redonnant au milieu naturel, en particulier au réseau de fossés et de canaux, ses rôles hydrauliques et paysagers.
- Prévenir les risques : en proposant l'application d'une charte des milieux aquatiques, qui pourra servir de cadre à toute opération touchant de près ou de loin les eaux.

Les résultats des différentes études en cours permettront de définir précisément les secteurs sensibles au ruissellement.

De plus, comme indiqué ci-avant, l'étude diagnostique du réseau d'assainissement collectif, réalisée en 2002-2003, a permis de lister les foyers dont les branchements étaient non conformes et favorisaient la multiplication des eaux claires parasites dans le réseau collectif.

4.4- Programmation

4.4.1- Assainissement collectif :

• Extension du réseau d'assainissement collectif :

Au vu des données connues à ce jour, la commune de Montélier a prévu un programme prévisionnel pour les années à venir.

1- Le futur lotissement à usage d'habitation situé au Nord du bourg de Montélier sera viabilisé courant 2008. Il sera raccordé au réseau collectif d'assainissement par extension depuis la rue de la Libération.

2- Le secteur nouvellement classé en zone U6 au chemin du Clos sera raccordé au réseau collectif d'assainissement courant 2008.

• Réhabilitation et amélioration du réseau d'assainissement pour éviter l'entrée d'eaux claires parasites dans le collecteur :

Au vu des conclusions de l'étude diagnostique du réseau d'assainissement une programmation des réhabilitations a été entreprise.

Une première tranche de travaux a été réalisée permettant de régler les plus importants dysfonctionnements. Deux autres tranches seront réalisées fin 2007-début 2008 conformément aux préconisations du bureau d'études.

• Réflexion sur les dispositifs d'assainissement :

Courant 2007-2008, des conventions vont être passées avec les industriels concernant leurs rejets dans le réseau d'eaux usées, en collaboration avec le prestataire de service.

Une communication avec tous les usagers devra également être entreprise afin de rappeler les rejets possibles dans le réseau.

4.4.2- Assainissement autonome :

Dans le cadre du SPANC, un programme de réhabilitation pourra être engagé avec l'Agence de l'Eau :

- pour le secteur des Grands Bois-Petits Bois-Mourières si telle est l'option retenue,
- pour la zone agricole si les résultats le nécessitent.

4.4.3- Eaux pluviales et eaux de ruissellement :

1- Des bassins de rétention vont être réalisés par le Syndicat du bassin versant de la Véore afin de stoker les eaux de ruissellement importantes.

2- La commune a inscrit des emplacements réservés afin de collecter les eaux de ruissellement des zones agricoles proches des zones urbanisées. Des zones d'expansion des crues vont être aménagées.

3- Organisation de la gestion et de l'entretien du dispositif de collecte des eaux pluviales au travers de la démarche qualité de la commune (procédure d'entretien des chenaux, entretien des puits filtrants, des bouches d'évacuation ...)

5- LEXIQUE

Réseau séparatif :

Le système séparatif consiste à spécialiser chaque réseau selon la nature des effluents. Un réseau est affecté à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et des effluents industriels... Un autre réseau assure l'évacuation des eaux pluviales.

Surface active :

Ce sont les surfaces imperméables pour lesquelles les eaux de ruissellement sont raccordées au réseau d'assainissement.

Coefficient de ruissellement :

$$\text{Coefficient de ruissellement} = \frac{\text{surface active (m}^2\text{)}}{\text{surface totale du bassin (m}^2\text{)}}$$

Système d'assainissement non collectif ou autonome :

Il correspond à tout système d'assainissement non raccordé au réseau public d'assainissement, qu'il concerne une seule habitation individuelle ou un groupement d'habitations.

Système d'assainissement collectif :

Ensemble constitué d'une part par le réseau public, qui assure la collecte et le transport des eaux usées et d'autre part par l'unité de traitement ou station d'épuration, ouvrage également public.

Equivalent habitant (EH) :

Unité de mesure de la charge de pollution. Un équivalent habitant correspond à la pollution émise par un habitant domestique.

♦ Paramètres physico-chimique

DCO : demande chimique en oxygène :

Elle représente la quantité d'oxygène nécessaire pour que les produits chimiques puissent assurer la dégradation des matières biodégradables ou non.

DBO5 : demande biochimique en oxygène :

Elle représente la quantité d'oxygène qu'il faut fournir aux micro-organismes pour qu'ils puissent dégrader la pollution biodégradable.

MA : Matières azotées :

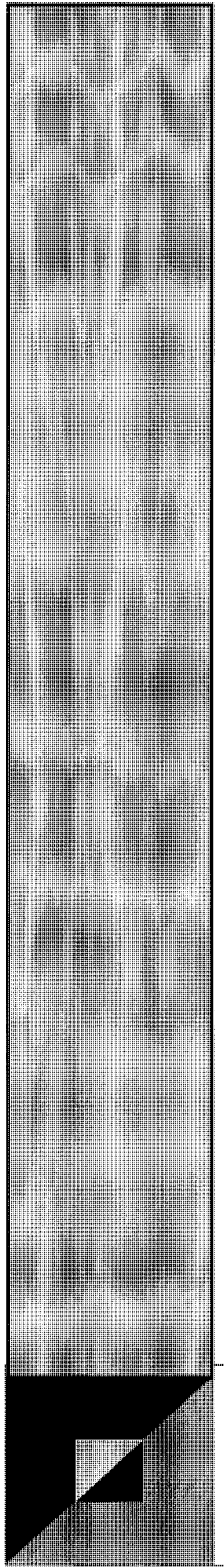
Elles représentent la teneur en azote organique et ammoniacal (NTK) présente dans les eaux usées. Pour connaître la quantité globale d'azote (NGL) contenue dans les eaux, il faut y ajouter les nitrites (NO₂) et surtout les nitrates (NO₃).

MP : Matières phosphorées :

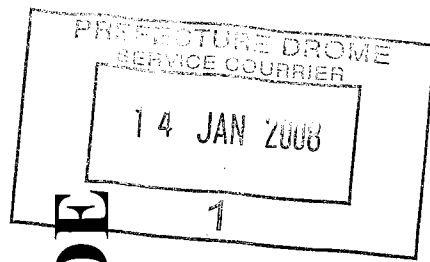
Elles représentent la quantité de phosphore total contenue dans les effluents sous diverses formes : phosphore organique, phosphates (PO₄).

MES : matières en suspension :

Elles représentent les matières qui ne sont ni à l'état soluble, ni à l'état colloïdal, donc retenues par un filtre (pollution non dissoute, poids de ce dépôt, matières organiques et minérales).



ZONAGE ET PROGRAMMATION DE L'ASSAINISSEMENT



RÉSUMÉ DES ORIENTATIONS

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Extension du réseau d'assainissement collectif	Réhabilitation et amélioration du réseau d'assainissement pour éviter l'entrée d'eaux claires parasites dans le collecteur	Réflexion sur les dispositifs d'assainissement
1- Futur lotissement quartier Nord	1- Bourg de Montéliér	1- Convention entre les industriels et la commune
2- Chemin du Clos		

ASSAINISSEMENT AUTONOME

1- réhabilitation des installations existantes non conformes
--

EAUX PLUVIALES ET EAUX DE RUISSELLEMENT

1- Réalisation de bassins de rétention par le Syndicat du bassin versant de la Véore
--

2- Collecte des eaux de ruissellement des zones agricoles proches des zones urbanisées
--

3- Organisation de la gestion et de l'entretien du dispositif de collecte des eaux pluviales (plan qualité de la commune).
--

ZONAGE
ET
PROGRAMMATION
DE
L'ASSAINISSEMENT

Révision

Plan d'ensemble 6.7

ÉCHELLE	PLU	Modifications
1:5000	PRÉSCRIPTION : 31/10/95 ARRÊTÉ : 24/06/97 APPROUVÉ : 16/12/2017	

Commune de Montélier
Service technique et technique
de la mairie de Montélier

02/07/2023

LEGENDE

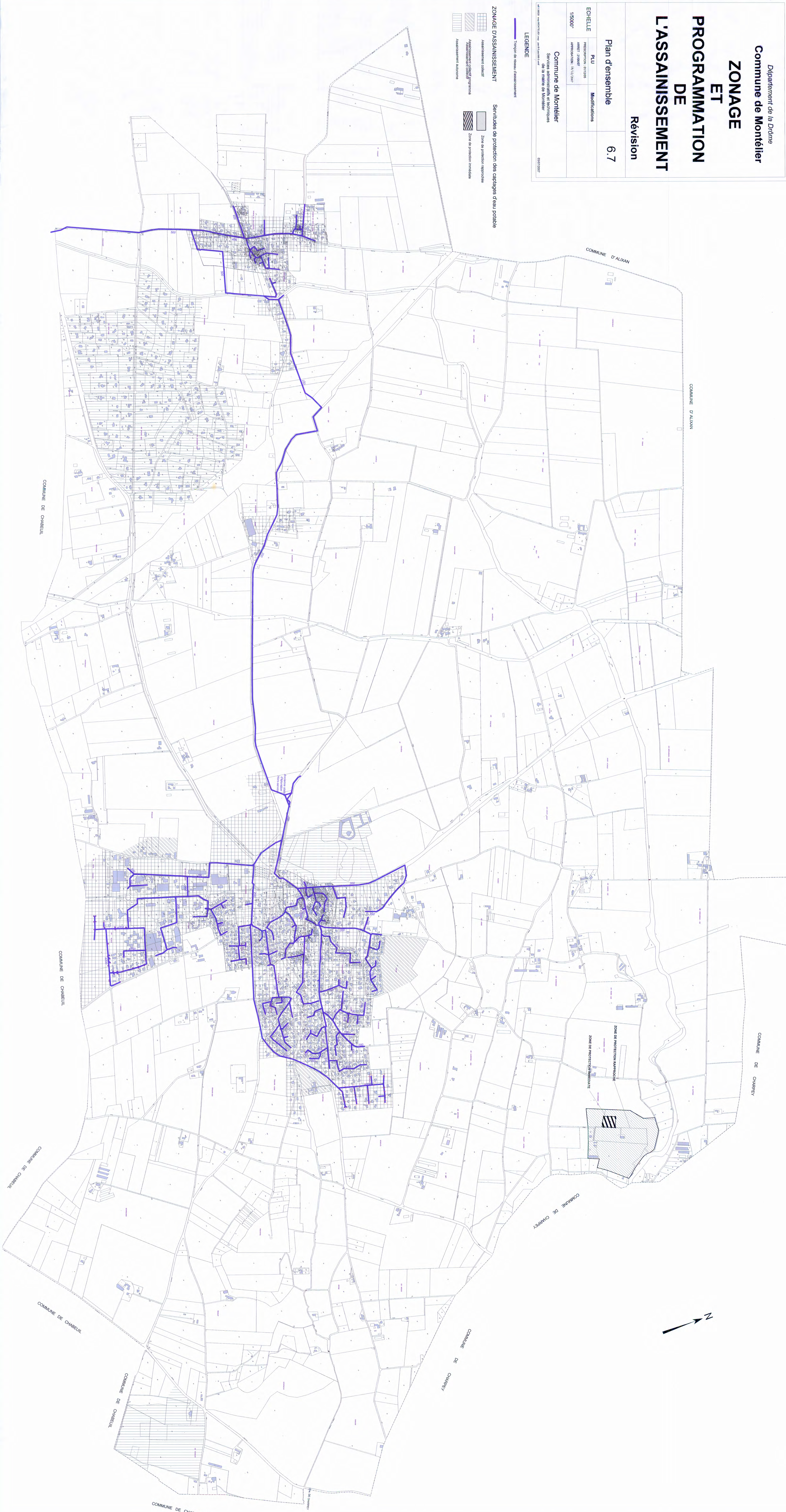
Tourçon de réseau d'assainissement

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

- Assainissement collectif
- Assainissement collectif programmé
- Assainissement collectif
- Assainissement autonome

Services de protection des captages d'eau potable

- Zone de protection rapprochée
- Zone de protection éloignée



1 Organisation générale

La Communauté d'agglomération Valence Agglo Sud Rhône Alpes a pour compétence la collecte et le traitement des déchets ménagers produits par les habitants de l'agglomération valentinoise. Son action se traduit par la collecte des ordures ménagères, la collecte sélective des déchets recyclables, la gestion des déchetteries, la gestion des bacs de tri, conteneurs d'apport volontaire et des missions d'information et de sensibilisation du public. Elle compte 11 communes membres dont Montéliér.

Elle a transféré sa compétence de traitement des ordures ménagères et assimilés au Syndicat de Traitement des déchets Ardèche Drôme (SYTRAD).

1.1 La collecte

La collecte des ordures ménagères est organisée à l'échelle de la Communauté d'agglomération de Valence. Elle se fait en porte à porte dans deux types de bacs :

- Le bac gris contenant les déchets non triés : il est récolté une à deux fois par semaine en fonction du secteur de la commune concerné (les mercredis pour les zones rurales et les mercredis et samedis pour les zones urbanisées).
- Conjointement, plusieurs points d'apports volontaires existent sur la commune pour les déchets recyclables (papiers, cartons, verres et emballages plastiques) : Station d'épuration, Intermarché, RD119, quartier Pontignat et Salle Marcel Pagnol (Fauconnières).

1.2 La déchetterie et la collecte en point d'apport volontaire

1.2.1 La déchetterie

Plusieurs déchetteries présentes sur le territoire de l'agglomération de Valence sont accessibles aux habitants de Montéliér sur présentation d'un badge ou d'un justificatif de domicile. La plus proche se situe à Montvendre, quartier de la Molle.

Les déchets autorisés sont : les gravats, terres et matériaux de démolition ou de bricolage, les ferrailles, déchets encombrants des particuliers, déchets verts, bois, cartons, cartouches d'encre, déchets d'Équipement Électrique et Électronique(DEEE), pneus, déchets ménagers spéciaux (DMS).

Les déchets ménagers spéciaux et les déchets d'Équipement Électrique et Électronique font l'objet de dispositions particulières. À l'exception des déchetteries de Beaumont-les-Valence et Montvendre (où ces déchets sont acceptés pendant les horaires d'ouverture), la collecte des déchets ménagers spéciaux se fait lors de permanences mensuelles. Pour les DEEE, la collecte se fait aux horaires d'ouverture habituels à l'exception de la déchetterie de Valence Sud.

Enfin, les déchets d'activité de soins en provenance de particuliers sont admis dans trois dépôts : la société « la collecte médicale » ainsi que les déchetteries de Montvendre et Beaumont-les-Valence.

Sur le territoire du SYTRAD, 81% des ordures ménagères sont enfouies et 18.9% de matériaux issus des collectes sélectives sont recyclés. Pour ce faire, le SYTRAD possède ses propres installations : un centre de tri des collectes sélectives à Portes-lès-Valence (d'une capacité de 40 000 tonnes/an), une installation de stockage de Déchets Non Dangereux implantée (ISDND) à Saint-Sorlin-en-Valloire ainsi que trois centres de valorisation organique des déchets situés à Etoile-sur-Rhône, Saint Barthélémy de Vals et Beauregard-Barest (capacité totale de 150 000 tonnes/an).

1.3 Le traitement des déchets

1.3.1 Les ordures ménagères

Les déchets résiduels sont envoyés à destination des trois centres de valorisation du SYTRAD implantés sur le territoire : Etoile sur Rhône, Saint Barthélémy de Vals et Beauregard Baret.

Le centre de valorisation d'Etoile sur Rhône devrait permettre la valorisation de 80 000 tonnes de déchets par an contre 40 000 tonnes chaque année pour le centre de Saint Barthélémy. Le centre de valorisation Beauregard devrait quant à lui valoriser près de 30 000 tonnes de déchets résiduels par an.

1.3.2 Les journaux magazines et le verre

Les emballages ménagers issus du tri sélectif de Valence Agglo sont triés mécaniquement et manuellement au centre de tri géré par le SYTRAD. Ils sont ensuite transmis aux usines de recyclage spécifiques à chaque matériau.

Le verre, ne nécessitant pas d'être transité au centre de tri du SYTRAD, est directement acheminé vers sa destination de recyclage, la verrerie.

1.4 Le compostage

Le SYTRAD s'engage à promouvoir le compostage en développant des outils spécifiques de communication et d'information à destination des habitants (disponibles sur le site www.sytrad.fr). Plus précisément, il est à l'initiative de l'opération « Promotion du compostage individuel » amorcée en mars 2005. De même, un soutien technique est assuré par mail (compost@sytrad.fr).

ARRETE N°748

LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

1 - Classement des routes nationales

2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.

3 - Classement des autoroutes A7 et A49

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORIOI	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOI CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELIMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELIMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORIOLE	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELIMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPENEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOI	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOI	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOLE SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTILMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

Signé : LE PREFET

Le 2/03/1999

ARRETE N°970

LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les **infrastructures ferroviaire**, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU	KM 571+414 à KM 688.744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOLE SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DIVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les **infrastructures ferroviaires**, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN
ANDANCETTE
BONLIEU SUR ROUBION
BOURG LES VALENCE
BREN
CHABEUIL
CHABRILLAN
CHATEAUNEUF DE GALAURE
CHATEAUNEUF DU RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE
CHAVANNES
CLAVEYSON
CLERIEUX
CREST
CROZES HERMITAGE
DIVAJEU
DONZERE
EROME
ESPELUCHE
EURRE
ETOILE SUR RHONE
GERVANS
GRANGES GONTARDES
GRANGES LES BEAUMONT
LA COUCOURDE
LA GARDE ADHEMAR
LA LAUPIE
LA MOTTE DE GALAURE
LA ROCHE SUR GRANE
LAPEYROUSE MORNAY
LAVEYRON
LES TOURETTES
LIVRON

LORIOLE
MALATAVERNE
MANTHES
MARSANNE
MARSAZ
MERCUROL
MONTBOUCHER SUR JABRON
MONTELIER
MONTELMAR
MONTMEYRAN
MONTVENDRE
MORAS EN VALLOIRE
MUREILS
OURCHES
PIERRELATTE
PONSAZ
PONT D'ISERE
PORTES LES VALENCE
ROUSSAS
ROYNAC
SAINT MARCEL LES VALENCE
SAINT RAMBERT D'ALBON
SAINT SORLIN EN VALLOIRE
SAINT VALLIER
SAULCE
SAUZET
SAVASSE
SERVES SUR RHONE
TAIN L'HERMITAGE
UPIE
VALENCE
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

Article 7

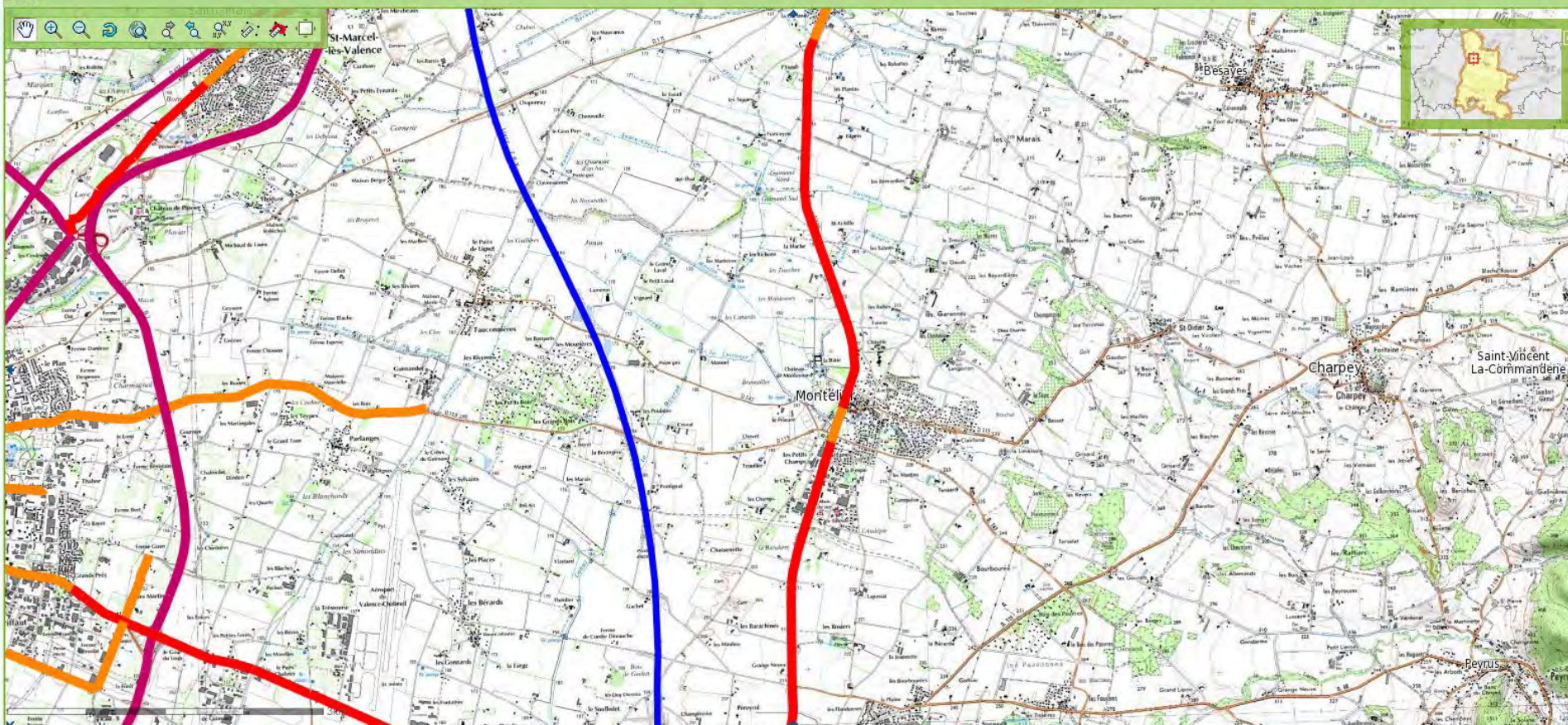
Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

SIGNE : LE PREFET, LE 2/03/1999

Classement sonore des infrastructures de transport terrestre





Carte



Informations générales

Conception : DDT 26
Date de validité : 01/09/2011 14:01
© DDT de la Drôme
Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Légende

-  Frontière internationale
-  Limite cotière
-  Limite de région
-  Limite de département
-  Limite d'arrondissement
-  Limite de canton
-  Limite de commune

Classement sonore rail

-  Catégorie 1
-  Catégorie 2

Classement sonore routes

-  Catégorie 1
-  Catégorie 2
-  Catégorie 3
-  Catégorie 4
-  Catégorie 5

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009
fixant la liste des routes à grande circulation

NOR : DEVS0928601D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités et des groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 26 novembre 2009,

Décète :

Art. 1^{er}. – L'annexe au décret du 3 juin 2009 susvisé est remplacée par l'annexe au présent décret.

Art. 2. – Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 2010.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,*
JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*
BRICE HORTEFEUX

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN

*Le secrétaire d'Etat
chargé des transports,*
DOMINIQUE BUSSEREAU

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
25	D 683	Boulevard Léon Blum	BESANÇON	Limite département 25/70	AIBRE
25	D 673	Limite département 25/39	SAINT-VIT	N 273	BESANÇON
26	D 538	A49	BOURG-DE-PEAGE	D 104	CREST
26	D 9	D 6	CLEON-D'ANDRAN	D 24	SALLES-SOUS-BOIS
26	D 464	D 104	CREST	D 538	CREST
26	D 538	D 464	CREST	D 6	LA REPARA-AURIPLES
26	D 14	D 9	GRIGNAN	D 414	GRIGNAN
26	D 414	D 14	GRIGNAN	D 541	GRIGNAN
26	D 541	D 414	GRIGNAN	Limite département 26/84	COLONZELLE
26	D 541	Extrémité	GRIGNAN	N 7	DONZERE
26	D 6	D 538	LA REPARA-AURIPLES	D 9	CLEON-D'ANDRAN
26	D 519	Extrémité	LAPEYROUSE-MORNAY	Extrémité	LAPEYROUSE-MORNAY
26	D 538	Extrémité	LENS-LESTANG	Extrémité	MOURS-SAINT-EUSEBE
26	D 458	D 457	LES GRANGES-GONTARDES	D 59	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX
26	D 104N	Extrémité	LORIOI-SUR-DROME	Limite département 26/07	LORIOI-SUR-DROME
26	D 104	N 7	LORIOI-SUR-DROME	D 464	CREST
26	D 1075	Limite département 26/05	LUS-LA-CROIX-HAUTE	Limite département 26/38	LUS-LA-CROIX-HAUTE
26	D 133	D 607	MALATAVERNE	D 541	VALAURIE

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
26	Boulevard Présidents	D 540	MONTELIMAR	D 540A	MONTELIMAR
26	D 540	Extrémité	MONTELIMAR	D 9	LA BEGUDE-DE-MAZENC
26	D 608A	D 538	MOURS-SAINT-EUSEBE	D 53	MOURS-SAINT-EUSEBE
26	D 53	D 608A	PEYRINS	D 538	ROMANS-SUR-ISERE
26	D 8	Limite département 26/84	ROCHEGUDE	Limite département 26/84	ROCHEGUDE
26	D 458	D 59	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX	Limite département 26/84	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX
26	D 59	D 458	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX	D 458	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX
26	D 886	Extrémité	SAINT-VALLIER	N 7	SAINT-VALLIER
26	D 24	D 9	SALLES-SOUS-BOIS	D 9	SALLES-SOUS-BOIS
26	D 9	D 24	SALLES-SOUS-BOIS	D 14	GRIGNAN
26	D 532	D 532A	TAIN-L'HERMITAGE	Avenue Louis Saillans	ROMANS-SUR-ISERE
26	D 576	Limite département 26/84	TULETTE	D 94	TULETTE
26	D 576	D 94	TULETTE	Limite département 26/84	TULETTE
26	D 94	D 576	TULETTE	D 576	TULETTE
26	D 534N	D 2007N	VALENCE	Limite département 26/07	VALENCE
26	Boulevard Etienne Jean Lepassat	Boulevard Pierre Mendès France	ROMANS-SUR-ISERE	D 53	ROMANS-SUR-ISERE
26	Boulevard Pierre Mendès France	D 92N	ROMANS-SUR-ISERE	Boulevard Etienne Jean Lepassat	ROMANS-SUR-ISERE
26	D 532B	N 7	MERCUROL	D 532	TAIN-L'HERMITAGE

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
26	D 93N	N 7	PIERRELATTE	Limite département 26/07	DONZERE
26	D 95N	N 7	TAIN-L'HERMITAGE	Limite département 26/07	TAIN-L'HERMITAGE
26	D 532	A49	CHATUZANGE-LE-GOUBET	Limite département 26/38	SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS
26	D 2532N	D 532	CHATUZANGE-LE-GOUBET	N 532	BOURG-DE-PEAGE
26	Avenue Louis Saillans	D 532	ROMANS-SUR-ISERE	Rue Simone Abbat	ROMANS-SUR-ISERE
26	Rue Simone Abbat	Avenue Louis Saillans	ROMANS-SUR-ISERE	Avenue Marcel Paul	ROMANS-SUR-ISERE
26	Avenue Marcel Paul	Rue Simone Abbat	ROMANS-SUR-ISERE	Boulevard Remy Roure	ROMANS-SUR-ISERE
26	Boulevard Remy Roure	Avenue Marcel Paul	ROMANS-SUR-ISERE	D 53	ROMANS-SUR-ISERE
26	D 92N	D 532	CHATUZANGE-LE-GOUBET	Extrémité	SAINT-PAUL-LES-ROMANS
27	D 71	D 155	ACQUIGNY	A154	PINTERVILLE
27	D 27	D 834	LIEUREY	D 675	BEUZEVILLE
27	D 151	D 6014	BOURG-BEAUDOUIN	Limite département 27/76	BOURG-BEAUDOUIN
27	D 6014	Limite département 27/95	GUERNY	Limite département 27/76	BOURG-BEAUDOUIN
27	D 321	D 6015	IGOVILLE	D 1	CHARLEVAL
27	D 10	D 181	DANGU	D 14 bis	GISORS
27	D 181	D 6015	VERNON	D 10	DANGU
27	Boulevard du 14 juillet Boulevard Allende Boulevard des Cités-Unies	N 13	EVREUX	Boulevard Gambetta Boulevard de Normandie	EVREUX
27	D 180	Extrémité	FIQUEFLEUR-EQUAINVILLE	D 675	SAINT-MACLOU

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 735

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu l'avis de la commune de ROMANS SUR ISERE en date du 8 Décembre 1998,

Vu l'avis de la commune de BOURG DE PEAGE en date du 8 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Commune de Romans sur Isère
- 2 - Commune de Bourg de Péage

Les réseaux concernés par le présent arrêté sont les voiries communales et les tronçons de routes départementales situés dans la limite d'agglomération.

1 - COMMUNE DE ROMANS SUR ISERE :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
Cours P. Didier	totalité	4	30 m	ouvert
Place J. Jaurès	totalité	4	30 m	ouvert
Bd Gambetta	totalité	4	30 m	ouvert
Place E. Gaillly	totalité	4	30 m	ouvert
Place de Gaulle	totalité	5	10 m	ouvert
Côte cordeliers nord	place Gal de Gaulle à place Jules Nadi	3	100 m	profil en "U"
Côte cordeliers sud	Place Jules Nadi à quai Chopin	3	100 m	profil en "U"
Quai U. Chevallier	totalité	4	30 m	ouvert
Quai chopin	totalité	4	30 m	ouvert
Pont vieux	totalité	4	30 m	ouvert
Avenue C. Jourdan	totalité	3	100 m	profil en "U"
Bd Voltaire	totalité	4	30 m	ouvert
Quai Dauphin	totalité	4	30 m	ouvert
Quai Ste Claire	totalité	4	30 m	ouvert
Av. Berthelot Est	rue Magnard à rue premier	2	250 m	profil en "U"
Av. Berthelot ouest	rue Magnard à RD532	3	100 m	ouvert
Route de Tain (RD532)	limite d'agglomération	3	100 m	ouvert
rue St Abbat	totalité	4	30 m	ouvert
Av. M. Paul	totalité	2	250 m	profil en "U"
Av. Duchesne	totalité	3	100 m	profil en "U"
Bd R. Roure ouest	rue J. d'Arc à rue Ma Batle	4	30 m	ouvert
Bd R. Roure est	rue Ma Batle à Av. Dr Bonnet	2	250 m	profil en "U"
passage inférieur SNCF	totalité	3	100 m	ouvert
Bd O. Perl	totalité	4	30 m	ouvert
Bd M. Dormoy nord	Bd Gabriel Perl à rue Charles Michel	4	30 m	ouvert
Bd M. Dormoy sud	rue Charles Michel à Bd Gambetta	3	100 m	profil en "U"
Passage supérieur E. Gallois	totalité	4	30 m	ouvert
Av. E. Zola	totalité	3	100 m	profil en "U"
Bd J.E. Lapassat (1)	Giratoire RN92 à giratoire plaisance	3	100 m	ouvert
Bd J.E. Lapassat (2)	giratoire plaisance à giratoire RD123	3	100 m	ouvert
Bd J.E. Lapassat (3)	giratoire RD123 à giratoire RD52	3	100 m	ouvert
Bd J.E. Lapassat (4)	giratoire RD52 à giratoire RD538	3	100 m	ouvert
Bd J.E. Lapassat (5)	giratoire RD538 à giratoire RD53	3	100 m	ouvert
Av Dr Bonnet (RD53sud)	totalité	4	30 m	ouvert
Av St Donat (RD53nord)	totalité	4	30 m	ouvert
Av. J. Moulin (RD538)	limite d'agglomération	3	100 m	ouvert
rue Pouchelon	totalité	5	10 m	ouvert
Av. Louis Saillant	totalité	3	100 m	ouvert

2 - COMMUNE DE BOURG DE PEAGE :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue e "U" ou tiss ouvert)
RD92 (1)	PR0,000 à rue du 1er cuirassier	4	30 m	ouvert
RD92 (2)	rue du 1er cuirassier à Place Doumer	3	100 m	profil en "U"
RD531	Place Doumer à carrefour europe	3	100 m	profil en "U"
RD149 (1)	RN532 à Av Kennedy	4	30 m	ouvert
RD149 (2)	Av Kennedy à limite d'agglomération	4	30 m	ouvert
RD102 (1)	RN532 à limite d'agglomération	4	30 m	ouvert
RD102 (2)	limite d'agglomération à A49	4	30 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont **Romans sur Isère** et **Bourg de Péage**.

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Equipeement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

A Valence le 2 MARS 1999

Pour ampliation

L'Attaché Principal,
Chef de Bureau


Jean-Claude OUELLE

Jean-Pierre MARQUIE



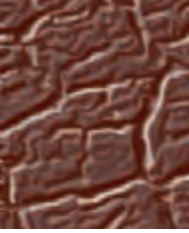
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DURABLES

face aux risques

Le retrait-gonflement des argiles

Comment prévenir les désordres
dans l'habitat individuel ?

Prévention
risques naturels majeurs



Sommaire

Introduction	2
<i>1. Face à quel phénomène ?</i>	3
1.1 Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?	3
<i>Pourquoi spécifiquement les sols argileux ?</i>	
<i>Les effets de la dessiccation sur les sols</i>	
1.2 Facteurs intervenant dans le phénomène de retrait- gonflement des argiles	5
1.3 Manifestation des désordres	8
<i>Les désordres au gros-œuvre</i>	
<i>Les désordres au second-œuvre</i>	
<i>Les désordres sur les aménagements extérieurs</i>	
<i>L'évaluation des dommages</i>	
<i>2. Le contrat d'assurance</i>	11
<i>3. Comment prévenir ?</i>	12
3.1 La connaissance : cartographie de l'aléa	12
3.2 L'information préventive	13
3.3 La prise en compte dans l'aménagement	14
3.4 Les règles de construction	15
3.5 La réduction de la vulnérabilité du bâti existant	15
<i>4. Organismes de référence, liens internet et bibliographie</i>	16
<i>Fiches</i>	17

Introduction

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles, bien que non dangereux pour l'homme, engendre chaque année sur le territoire français des dégâts considérables aux bâtiments, pouvant dépasser 60 millions d'euros cumulés par département entre 1989 et 1998. En raison notamment de leurs fondations superficielles, les maisons individuelles sont particulièrement vulnérables à ce phénomène. Partant de ce constat, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a souhaité mettre en place une démarche d'information du grand public.

Ce dossier spécifique au retrait-gonflement des argiles fait partie d'une collection de documents, dont l'objectif est de faciliter l'accès à l'information sur les phénomènes naturels générateurs de dommages et sur les moyens de les prévenir.

Ces dossiers traitent notamment des moyens de mitigation (réduction de la vulnérabilité) qui peuvent être mis en place par les particuliers eux-même et à moindre frais ou pour un coût plus important en faisant appel à un professionnel. Ce dossier a pour objectif d'apporter des informations pratiques sur les différentes techniques de mitigation existantes. Une première partie introductive présente le phénomène et ses conséquences, au moyen de nombreux schémas et illustrations, puis des fiches expliquent chaque technique envisagée et les moyens de la mettre en oeuvre.

Actuellement, seuls le retrait-gonflement des argiles et les inondations font l'objet d'un dossier, mais à terme d'autres phénomènes pourront être traités.

Définitions générales

Afin de mieux comprendre la problématique des risques majeurs, il est nécessaire de connaître quelques définitions générales.

L'aléa est la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique d'occurrence et d'intensité données.

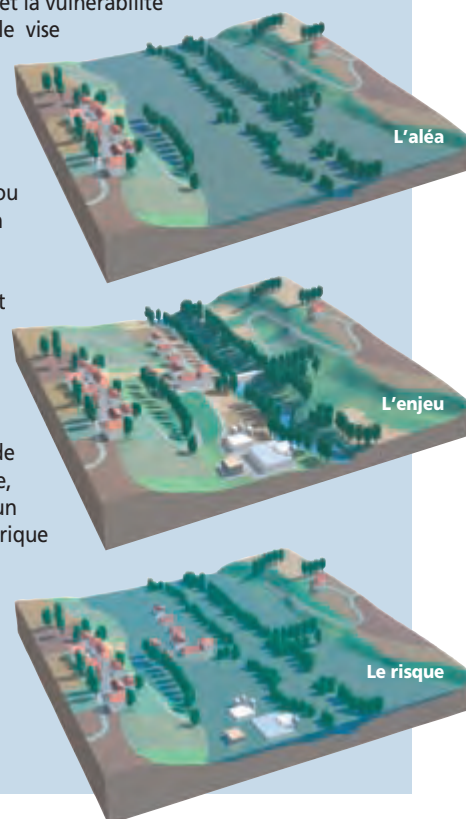
L'enjeu est l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel ou des activités humaines. Il se caractérise par son importance (nombre, nature, etc.) et sa vulnérabilité.

Le risque majeur est le produit d'un aléa et d'un enjeu. Il se caractérise par sa faible fréquence, sa gravité et l'incapacité de la société exposée à surpasser l'événement. Des actions sont dans la plupart des cas possibles pour le réduire, soit en atténuant l'intensité de l'aléa, soit en réduisant la vulnérabilité des enjeux.

La vulnérabilité exprime et mesure le niveau de conséquences prévisibles de l'aléa sur les enjeux. Elle caractérise la plus ou moins grande résistance d'un enjeu à un événement donné.

La mitigation (atténuation, réduction) des risques naturels est une démarche destinée à réduire l'intensité de certains aléas et la vulnérabilité des enjeux. Elle vise la réduction des dommages, liés à la survenue de phénomènes climatologiques ou géologiques, afin de les rendre supportables - économiquement du moins - par la société.

La sécheresse géotechnique est une période de longueur variable, caractérisée par un déficit pluviométrique plus ou moins marqué et se traduisant par une diminution de la teneur en eau de l'horizon du sous-sol.



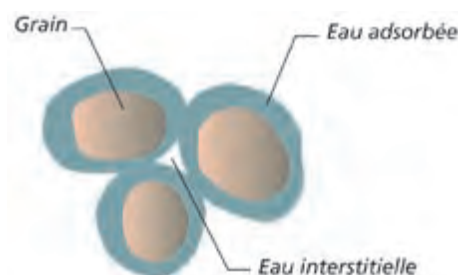
1 - Face à quel phénomène ?

1.1 - Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?

Le matériau **argileux** présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau **plastique** et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétraction (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

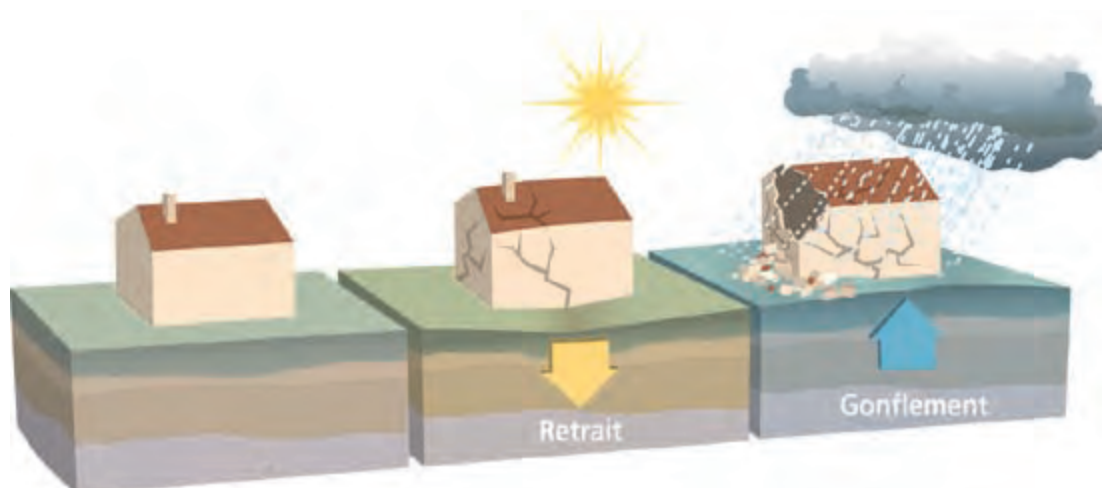
Les phénomènes de **capillarité**, et surtout de **succion**, sont à l'origine de ce comportement. Les variations de volume des sols argileux répondent donc à des variations de teneur en eau (on notera que des variations de contraintes extérieures – telles que les surcharges – peuvent, par ailleurs, également générer des variations de volume).

Tous les sols présentent la particularité de contenir de l'eau en quantité plus ou moins importante :



- de l'**eau de constitution**, faisant partie intégrante de l'organisation moléculaire des grains formant le sol ;
- de l'**eau liée** (ou **adsorbée**), résultant de l'attraction entre les grains et l'eau (pression de succion). On peut se représenter cette couche adsorbée comme un film visqueux entourant le grain ;
- une **eau interstitielle**, remplissant les vides entre les grains du sol (lorsque ceux-ci sont entièrement remplis, le sol est dit saturé).

La part respective entre ces différents « types » d'eau, très variable, dépend de la nature du sol et de son état hydrique. En fonction de cette répartition, les sols auront une réponse différente vis-à-vis des variations de teneur en eau. Plus la quantité d'eau adsorbée contenue dans un sol est grande, plus celui-ci est susceptible de « faire » du retrait.



Pourquoi spécifiquement les sols argileux ?

Les caractéristiques de la structure interne des minéraux argileux expliquent leur comportement face aux variations de teneur en eau :

- ils présentent en effet une structure minéralogique « en feuillets », à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, et ce de façon d'autant plus marquée que les grains du sol, fins et aplatis, ont des surfaces développées très grandes. Il en résulte un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau. L'eau adsorbée assure les liaisons entre les grains et permet les modifications de structure du sol lors des variations de teneur en eau ;
- certains grains argileux peuvent eux-mêmes voir leur volume changer, par variation de la distance entre les feuillets argileux élémentaires, du fait d'échanges d'ions entre l'eau interstitielle et l'eau adsorbée ;
- les pores du sol sont très fins et accentuent les phénomènes de capillarité.

Toutes les familles de minéraux argileux ne présentent pas la même prédisposition au phénomène de retrait-gonflement. L'analyse de leur structure minéralogique permet d'identifier les plus sensibles. Le groupe des **smectites** et, dans une moindre mesure, le groupe des **interstratifiées** (alternance plus ou moins régulière de feuillets de nature différente) font partie des plus sujets au phénomène (on parle d'*argiles gonflantes*).

Cette sensibilité est liée :

- à des liaisons particulièrement lâches entre les feuillets constitutifs, ce qui facilite l'acquisition ou le départ d'eau. Cette particularité permet à l'eau de pénétrer dans l'espace situé entre les feuillets, autorisant ainsi de fortes variations de volume (on parle de *gonflement interfoliaire* ou *intercristallin*) ;
- au fait que ces argiles possèdent une surface spécifique particulièrement importante (800 m²/g pour la montmorillonite qui appartient

aux smectites, 20 m²/g pour la kaolinite), et que la quantité d'eau adsorbée que peut renfermer un sol est directement fonction de ce paramètre.

Les argiles non gonflantes sont ainsi caractérisées par des liaisons particulièrement lâches et par une surface spécifique de leurs grains peu développée.

Pour une variation de teneur en eau identique, l'importance des variations de volume d'un sol argileux « gonflant » dépend aussi :

- **Des caractéristiques « initiales » du sol**, notamment la densité, la teneur en eau et le degré de saturation avant le début de l'épisode climatique (sécheresse ou période de pluviométrie excédentaire). Ainsi, l'amplitude des variations de volume sera d'autant plus grande que la variation de teneur en eau sera marquée. À ce titre, la succession d'une période fortement arrosée et d'une période de déficit pluviométrique constitue un facteur aggravant prépondérant ;
- **de l'« histoire » du sol**, en particulier de l'existence éventuelle d'épisodes antérieurs de chargement ou de dessiccation. Par exemple, un sol argileux « gonflant » mais de compacité élevée (sur-consolidation naturelle, chargement artificiel, etc.) ne sera que peu influencé par une période de sécheresse. À contrario, un remaniement des terrains argileux (à l'occasion par exemple de travaux de terrassement) pourrait favoriser l'apparition des désordres ou être de nature à les amplifier.

Les effets de la dessiccation sur les sols

S'il est saturé, le sol va d'abord diminuer de volume, de façon à peu près proportionnelle à la variation de teneur en eau, tout en restant quasi saturé. Cette diminution de volume s'effectue à la fois **verticalement**, se traduisant par un tassement, mais aussi **horizontalement** avec l'apparition de fissures de dessiccation (classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent).

En deçà d'une certaine teneur en eau (dite *limite de retrait*), le sol ne diminue plus de volume, et



les espaces intergranulaires perdent leur eau au bénéfice de l'air. Des pressions de succion se développent de façon significative.

Lorsque le sol argileux non saturé s'humidifie, il se sature sans changement de volume. Il en résulte une annulation progressive des pressions de succion jusqu'à ce que l'argile retrouve son volume initial, voire le dépasse. Divers paramètres, dont la nature minéralogique de l'argile, conditionnent l'ampleur de ce gonflement. Les déformations verticales (de retrait ou de gonflement) peuvent atteindre 10 % de l'épaisseur de sol considérée, voir dépasser cette valeur.

En France métropolitaine, et plus largement dans les régions tempérées, seule la tranche superficielle de sol (1 m à 2 m) est concernée par les variations saisonnières de teneur en eau. À l'occasion d'une sécheresse très marquée et/ou dans un environnement défavorable [cf. paragraphe 1.2], cette influence peut toutefois se faire sentir jusqu'à **une profondeur atteignant 5 m environ**.

1.2 - Facteurs intervenant dans le phénomène de retrait – gonflement des argiles

On distinguera les facteurs de prédisposition et les facteurs de déclenchement. Les premiers, par leur présence, sont de nature à induire le phénomène de retrait-gonflement des argiles, mais ne suffisent pas à le déclencher. Il s'agit de facteurs internes (liés à la nature des sols), et de facteurs

dit d'environnement (en relation avec le site). **Les facteurs de prédisposition permettent de caractériser la susceptibilité du milieu au phénomène et conditionnent sa répartition spatiale.**

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement, mais n'ont d'effet significatif que s'il existe des **facteurs de prédisposition** préalables. Leur connaissance permet de déterminer **l'occurrence du phénomène** (l'aléa et plus seulement la susceptibilité).

Le tableau ci-après présente succinctement chacun des facteurs en jeu.

TYPE DE FACTEUR	SCHÉMA EXPLICATIF	COMMENTAIRE
FACTEUR DE PRÉDISPOSITION		
La nature du sol		<p>Facteur de prédisposition prépondérant : seules les formations géologiques renfermant des minéraux argileux sont a priori concernées.</p> <p>La susceptibilité est fonction, en premier lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la lithologie (importance de la proportion de matériaux argileux au sein de la formation) ; - de la composition minéralogique : les minéraux argileux ne sont pas tous « gonflants » et une formation argileuse sera d'autant plus réactive que la proportion de minéraux argileux « favorables » au phénomène (smectites, etc.) sera forte ; - de la géométrie de l'horizon argileux (profondeur, épaisseur) ; - de l'éventuelle continuité des niveaux argileux. <p>L'hétérogénéité de constitution du sous-sol constitue une configuration défavorable. C'est le cas par exemple avec une alternance entre niveaux argileux sensibles et niveaux plus grossiers propices aux circulations d'eau : ces derniers favorisent les variations de teneur en eau des niveaux argileux se trouvant à leur contact.</p>
Le contexte hydrogéologique		<p>C'est l'un des facteurs environnementaux essentiels. Les deux principaux facteurs néfastes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence éventuelle d'une nappe phréatique à profondeur limitée ; - l'existence de circulations souterraines temporaires, à profondeur relativement faible. Elles peuvent être à l'origine de fréquentes variations de teneur en eau des niveaux argileux, favorisant ainsi le phénomène de retrait-gonflement. <p>Les conditions hydrauliques in situ peuvent varier dans le temps en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'évapotranspiration, dont les effets sont perceptibles à faible profondeur (jusqu'à 2 m environ) ; - de la battance de la nappe éventuelle (avec une action prépondérante à plus grande profondeur). <p>La présence d'un aquifère à faible profondeur permet le plus souvent d'éviter la dessiccation de la tranche superficielle du sol. Mais en période de sécheresse, la dessiccation par l'évaporation peut être aggravée par l'abaissement du niveau de la nappe (ou encore par un tarissement naturel et saisonnier des circulations d'eau superficielles). Ce phénomène peut en outre être accentué par une augmentation des prélèvements par pompage.</p>



La géomorphologie

Symétrie
des fondations



Dissymétrie
des fondations



Elle conditionne la répartition spatiale du phénomène :

- un terrain en pente entraîne souvent une **dissymétrie des fondations** d'une construction, favorisant une aggravation des désordres sur le bâti. En effet, les fondations reposant le plus souvent à une cote homogène, les fondations amont sont alors plus enterrées et donc moins exposées aux variations de teneur en eau que les fondations aval.

- cet effet peut être renforcé par une **différence de nature de sol** à la base des fondations amont et aval (les couches superficielles du sol étant généralement parallèles à la topographie, les fondations amont reposent donc sur des terrains moins altérés et remaniés que les fondations aval).

- alors qu'une pente favorise le drainage par gravité, sur terrains plats **les eaux de ruissellement** ont tendance à stagner et à s'infiltrer, et ainsi à ralentir la dessiccation du sol.

- **l'orientation** constitue également un paramètre non négligeable. Sur une pente orientée au Sud, les sols à l'aval d'une construction sont soumis à un ensoleillement plus important que ceux situés en amont, à l'ombre de la bâtisse. La dessiccation y sera donc plus marquée.

La végétation

Désordres partiels
dûs à l'action localisée d'un arbre



Son rôle est souvent prépondérant. Les racines des végétaux aspirent l'eau du sol par succion. En période de **bilan hydrique** négatif (les prélèvements par l'arbre sont supérieurs aux apports), cette succion provoque une migration d'eau pouvant se traduire par :

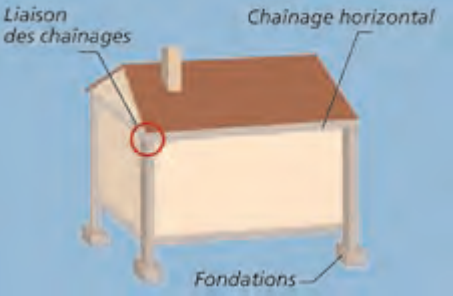
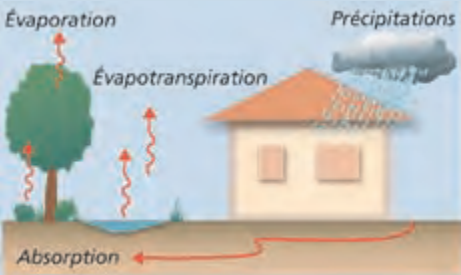

- un tassement centré sur l'arbre (formation d'une « cuvette ») ;
- un lent déplacement du sol vers l'arbre.

Une fondation « touchée » subira donc une double distorsion (verticale et horizontale) dont les effets seront particulièrement visibles dans le cas d'une **semelle filante**. Lorsque le bilan hydrique devient positif, les mécanismes inverses peuvent éventuellement se manifester.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte peut se faire sentir jusqu'à une distance équivalente à une fois sa hauteur (et jusqu'à une profondeur de l'ordre de 4 m à 5 m), avec des variations en fonction des essences.

Lorsqu'une construction s'oppose à l'évaporation, maintenant ainsi sous sa surface une zone de sol plus humide, les racines se développent de façon préférentielle dans sa direction. Il en est de même avec tout autre élément ayant une attraction positive, par exemple les regards et dispositifs d'assainissement fuyards.

Dans le cas de l'urbanisation d'un terrain déboisé depuis peu, ou encore de l'abattage d'un arbre qui était situé à côté d'une construction, des désordres par gonflement peuvent se manifester pendant plusieurs années. Ils résultent d'une augmentation de la teneur en eau générale du sol.

Les défauts de construction		<p>Ce facteur de prédisposition, souvent mis en lumière à l'occasion d'une sécheresse exceptionnelle, se traduit par la survenance ou l'aggravation des désordres.</p> <p>L'examen de dossiers d'expertise indique que les maisons touchées présentent souvent des défauts de conception ou de fondation, ou encore une insuffisance de chaînage (horizontal, vertical, mauvaise liaison entre chaînages). Le respect des règles de l'art « élémentaires » permettrait de minimiser, voire d'éviter, une large partie de ces désordres.</p>
FACTEUR DE DÉCLENCHEMENT		
Les conditions climatiques		<p>Les phénomènes climatiques exceptionnels sont le principal facteur de déclenchement du phénomène. Les variations de teneur en eau du sol sont liées à des variations climatiques saisonnières. Les désordres seront plus importants dans le cas d'une sécheresse particulièrement marquée, intervenant à la suite d'une période fortement arrosée (par sa durée et par les cumuls de pluie observés). Deux paramètres primordiaux entrent en jeu : l'évapotranspiration et les précipitations.</p>
Les facteurs anthropiques		<p>Des modifications de l'évolution « naturelle » des teneurs en eau du sous-sol peuvent résulter de travaux d'aménagement qui auraient pour conséquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de perturber la répartition des écoulements superficiels et souterrains ; - de bouleverser les conditions d'évaporation. <p>Cela peut être le cas pour des actions de drainage du sol d'un terrain, de pompage, de plantations, d'imperméabilisation des sols, etc.</p> <p>Une fuite, voire la rupture d'un réseau enterré humide ou une infiltration d'eaux pluviales, peuvent avoir un impact significatif sur l'état hydrique du sous-sol et de ce fait provoquer des désordres par gonflement des argiles.</p> <p>L'existence de sources de chaleur en sous-sol près d'un mur insuffisamment isolé peut également aggraver, voire déclencher, la dessiccation et entraîner l'apparition de désordres localisés.</p>

1.3 - Manifestation des désordres

Les désordres aux constructions pendant une sécheresse intense sont dus aux tassements différentiels du sol de fondation, pouvant atteindre plusieurs centimètres. Ils résultent des fortes différences de teneur en eau au droit des façades (zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé) et, le cas échéant,

de la végétation proche. L'hétérogénéité des mouvements entre deux points de la structure va conduire à une déformation pouvant entraîner fissuration, voire rupture de la structure. La réponse du bâtiment sera fonction de ses **possibilités de déformation**. On peut en effet imaginer :

- une structure souple et très déformable, pouvant « suivre » sans dommage les mouvements du sol ;

- une structure parfaitement rigide (horizontalement et verticalement) pouvant résister sans dommage aux mouvements du sol du fait d'une nouvelle répartition des efforts.

Cependant, dans la majorité des cas, la structure ne peut accepter les distorsions générées. Les constructions les plus vulnérables sont les maisons individuelles, notamment en raison :

- de leur structure légère et souvent peu rigide, et de leurs fondations souvent superficielles par rapport aux immeubles collectifs ;
- de l'absence, très souvent, d'une étude géotechnique préalable permettant d'adapter le projet au contexte géologique.

La « construction-sinistrée type » est ainsi une habitation individuelle de plain-pied (l'existence d'un sous-sol impliquant des fondations assez largement enterrées, à une profondeur où les terrains sont moins sujets à la dessiccation), reposant sur des fondations inadaptées et avec présence d'arbres à proximité.



Les désordres au gros-œuvre

- **Fissuration des structures** (enterrées ou aériennes).

Cette fissuration (lorsque les fissures atteignent une largeur de 30 mm à 40 mm, on parle de lézardes), souvent oblique car elle suit les discontinuités des éléments de maçonnerie, peut également être verticale ou horizontale. Plusieurs orientations sont souvent présentes en même temps. Cette fissuration passe quasi-systématiquement par les points faibles que constituent les



ouvertures (où que celles-ci soient situées - murs, cloisons, planchers, plafonds).

- **Déversement des structures** (affectant des parties du bâti fondées à des cotes différentes) ou **décollement de bâtiments annexes accolés** (garages,...)



- **Désencastrement** des éléments de charpente ou de chaînage.



Fissuration traduisant un décollement de la structure par absence de liaisonnement entre niveau bas et combles.

- **Décollement, fissuration de dallages** et de cloisons.

Source : Alp Géorisques.



Affaissement du plancher mis en évidence par le décollement entre plinthes et dallage - Maison Jourdan.

Les désordres au second-œuvre

- **Distorsion des ouvertures**, perturbant le fonctionnement des portes et fenêtres.

Source : www.argiles.fr



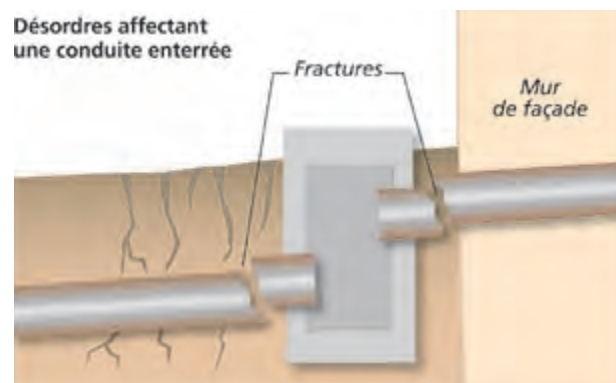
- **Décollement des éléments composites** (enduits et placages de revêtement sur les murs, carrelages sur dallages ou planchers, etc.).

Source : Alp Géorisques.



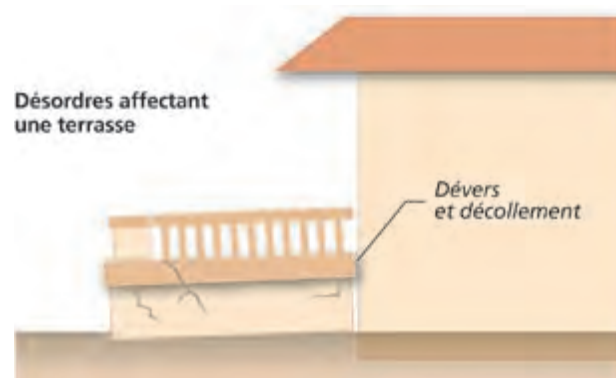
Fissuration intérieure, tapisserie déchirée - Maison André.

- Étirement, mise en compression, voire **rupture de tuyauteries ou canalisations** enterrées (réseaux humides, chauffage central, gouttières, etc.).



Les désordres sur les aménagements extérieurs

- **Décollement et affaissement des terrasses, trottoirs et escaliers extérieurs.**



- **Décollement, fissuration des dalles, carrelage** des terrasses et trottoirs extérieurs.



- Fissuration de murs de soutènement.



Source : Alp'Géorisques.

L'évaluation des dommages

Le nombre de constructions touchées par ce phénomène en France métropolitaine est très élevé. Suite à la sécheresse de l'été 2003, plus de 7 400 communes ont demandé une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. **Depuis 1989**, le montant total des remboursements effectués au titre du régime des catastrophes naturelles a été évalué par la Caisse Centrale de Réassurance, fin 2002, à **3,3 milliards d'euros**. Plusieurs centaines de milliers d'habitations sinistrées, réparties sur plus de 500 communes (sur plus de 77 départements) ont été concernés. Il s'agit ainsi du deuxième poste d'indemnisation après les inondations.

Le phénomène génère des coûts de réparation très variables d'un sinistre à un autre, mais souvent très lourds. Ils peuvent même dans certains cas s'avérer prohibitifs par rapport au coût de la construction (il n'est pas rare qu'ils dépassent 50 % de la valeur du bien). **Le montant moyen d'indemnisation d'un sinistre dû au phénomène de retrait / gonflement des argiles a été évalué à plus de 10 000 € par maison**, mais peut atteindre 150 000 € si une reprise en sous-œuvre s'avère nécessaire. Dans certains cas cependant, la cause principale des désordres peut être supprimée à moindre frais (abattage d'un arbre), et les coûts de réparation se limiter au rebouchage des fissures.

2 - Le contrat d'assurance

La loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (art. L.125-1 à L.125-6 du Code des assurances) a fixé pour objectif d'indemniser les victimes de catastrophes naturelles en se fondant sur le principe de solidarité nationale.

Pour que le sinistre soit couvert au titre de la garantie « catastrophes naturelles », il faut que l'agent naturel en soit la cause directe. L'état de catastrophe naturelle, ouvrant droit à la garantie est constaté par un arrêté interministériel (des ministères de l'Intérieur et de l'Économie et des Finances) qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages couverts par la garantie (article L. 125-1 du Code des assurances).

Pour que cette indemnisation s'applique, les victimes doivent avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les « dommages » aux biens ainsi que, le cas échéant, les dommages aux véhicules terrestres à moteur. Cette garantie est étendue aux « pertes d'exploitation », si elles sont couvertes par le contrat de l'assuré.

Les limites

Cependant, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due par l'assureur. La franchise prévue aux **articles 125-1 à 3 du Code des assurances**, est valable pour les contrats « dommage » et « perte d'exploitation ». Cependant, les montants diffèrent selon les catégories et se déclinent selon le tableau suivant.

Comme on peut le voir dans le tableau, pour les communes non pourvues d'un PPR, le principe de variation des franchises d'assurance s'applique (il a été introduit par l'arrêté du 13 août 2004).

Les franchises sont ainsi modulées en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque, au cours des cinq années précédant l'arrêté.

Type de contrat	Biens concernés	Communes dotées d'un PPR*		Communes non dotées d'un PPR
		Franchise pour dommages liés à un risque autre que la sécheresse	Montant concernant le risque sécheresse	Modulation de la franchise en fonction du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle
Contrat « dommage »	Habitations	381 euros	1 524 euros	1 à 2 arrêtés : x 1 3 arrêtés : x 2 4 arrêtés : x 3 5 et plus : x 4
	Usage professionnel	10% du montant des dommages matériels (minimum 1 143 euros)	3 084 euros	
Contrat « perte d'exploitation »	Recettes liées à l'exploitation	Franchise équivalente à 3 jours ouvrés (minimum 1 143 euros)		Idem

* Communes qui ont un PPR prescrit depuis moins de 4 ans et communes ayant un document valant PPR.

3 - Comment prévenir ?

3.1 - La connaissance : cartographie de l'aléa

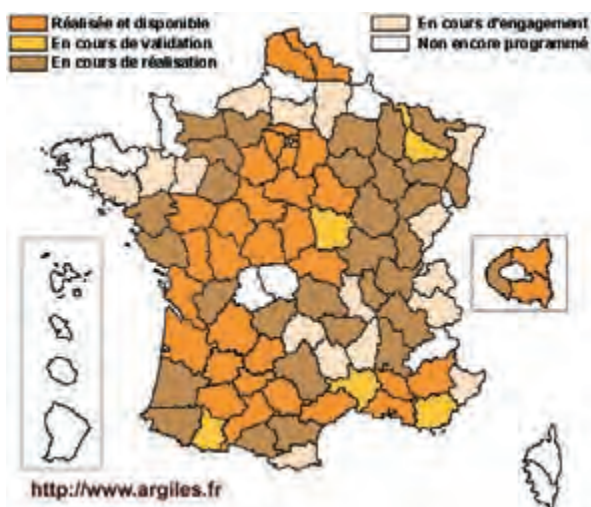
Devant le nombre des sinistres et l'impact financier occasionné par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, le Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables a chargé le Bureau de Recherches Géologiques et

Minières (BRGM) d'effectuer une cartographie de cet aléa. Elle est réalisée en juin 2007 pour les 37 départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle. Ce programme de cartographie départementale est aujourd'hui disponible et librement accessible sur Internet à l'adresse **www.argiles.fr** pour 32 départements. Il est prévu une couverture nationale pour cet aléa.

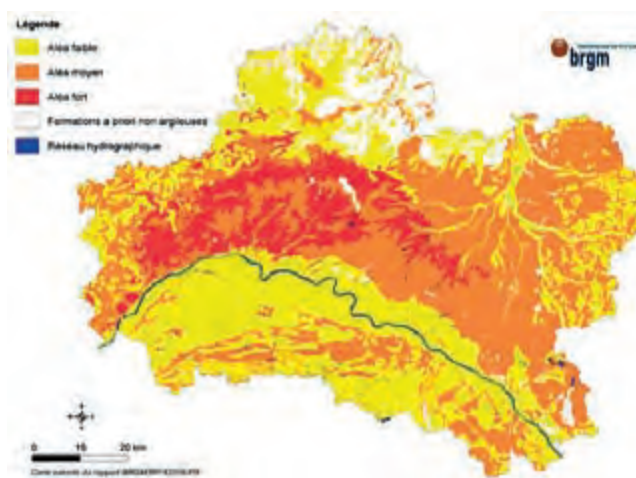
Ces cartes, établies à l'échelle 1/50 000, ont pour but de délimiter les zones a priori sujettes au phénomène, et de les hiérarchiser selon quatre degrés d'aléa (a priori nul, faible, moyen et fort – cf. tableau ci-contre).

La finalité de ce programme cartographique est **l'information du public, en particulier des propriétaires et des différents acteurs de la construction.**

Par ailleurs, il constitue une étape préliminaire essentielle à l'élaboration de zonages réglementaires au niveau communal, à l'échelle du 1/10 000 : **les Plans de Prévention des Risques** [cf. paragraphe 3.3].



État d'avancement des cartes départementales d'aléa retrait-gonflement réalisées par le BRGM à la demande du MEDAD (mise à jour en juin 2007)



Carte d'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département du Loiret.

Niveau d'aléa	Définition
Fort	Zones sur lesquelles la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte, au regard des facteurs de prédisposition présents.
Moyen	Zones « intermédiaires » entre les zones d'aléa faible et les zones d'aléa fort.
Faible	Zones sur lesquelles la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais avec des désordres ne touchant qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, proximité d'arbres ou hétérogénéité du sous-sol par exemple).
Nul ou négligeable	Zones sur lesquelles la carte géologique n'indique pas la présence de terrain argileux en surface. La survenue de quelques sinistres n'est cependant pas à exclure, compte tenu de la présence possible, sur des secteurs localisés, de dépôts argileux non identifiés sur les cartes géologiques, mais suffisants pour provoquer des désordres ponctuels.

3.2 - L'information préventive

La loi du 22 juillet 1987 a instauré le droit des citoyens à une information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis sur tout ou partie du territoire, ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Cette partie de la loi a été reprise dans l'article L125.2 du Code de l'environnement.

Établi sous l'autorité du préfet, le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) recense à l'échelle d'un département l'ensemble des risques majeurs par commune. Il explique les phénomènes et présente les mesures de sauvegarde. À partir du DDRM, le préfet porte à la connaissance du maire les risques dans la commune, au moyen de cartes au 1 : 25 000 et décrit la nature des risques, les événements historiques, ainsi que les mesures d'État mises en place.

Le maire élabore un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Ce document reprend les informations portées à la connaissance du maire par le préfet. Il précise les dispositions préventives et de protection prises au plan local. Il comprend l'arrêté municipal relatif aux modalités d'affichage des mesures de sauvegarde. Ces deux documents sont librement consultables en mairie.

Le plan de communication établi par le maire peut comprendre divers supports de communication, ainsi que des plaquettes et des affiches, conformes aux modèles arrêtés par les ministères chargés de l'environnement et de la sécurité civile (arrêté du 9 février 2005).

Le maire doit apposer ces affiches :

- dans les locaux accueillant plus de 50 personnes,
- dans les immeubles regroupant plus de 15 logements,
- dans les terrains de camping ou de stationnement de caravanes regroupant plus de 50 personnes.

Les propriétaires de terrains ou d'immeubles doivent assurer cet affichage (sous contrôle du maire) à l'entrée des locaux ou à raison d'une affiche par 5 000 m² de terrain.

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle dont a bénéficié la commune est également disponible en mairie.

L'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers

Dans les zones sismiques et celles soumises à un PPR, le décret du 15 février 2005 impose à tous les propriétaires et bailleurs d'informer les acquéreurs et locataires de biens immobiliers de l'existence de risques majeurs concernant ces biens. En cela, les propriétaires et bailleurs se fondent sur les documents officiels transmis par l'État : PPR et zonage sismique de la France.

Cette démarche vise à développer la culture du risque auprès de la population.

D'autre part, les vendeurs et bailleurs doivent informer les acquéreurs et locataires lorsqu'ils ont bénéficié d'un remboursement de sinistre au titre de la déclaration de catastrophe naturelle de leur commune.

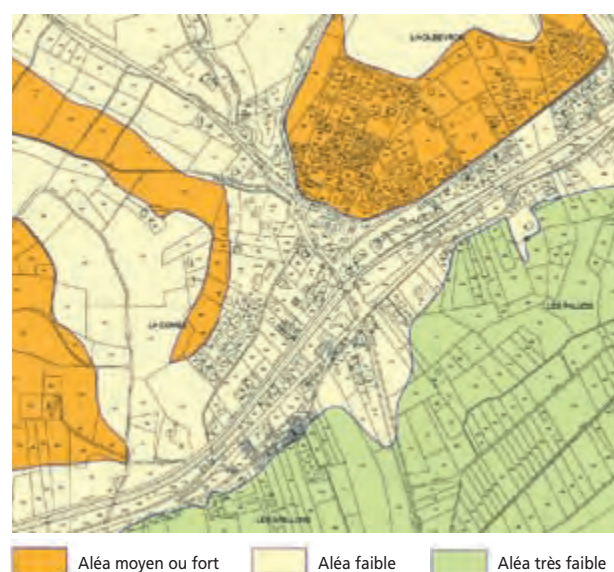
3.3 - La prise en compte dans l'aménagement

Les désordres aux constructions représentent un impact financier élevé pour de nombreux propriétaires et pour la collectivité. C'est dans ce contexte que le MEDAD a instauré le programme départemental de cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles [cf. paragraphe 3.1]. Il constitue un préalable à l'élaboration des **Plans de Prévention des Risques** spécifiques à l'échelle communale, dont le but est de diminuer le nombre de sinistres causés à l'avenir par ce phénomène, en l'absence d'une réglementation nationale prescrivant des dispositions constructives particulières pour les sols argileux gonflants.

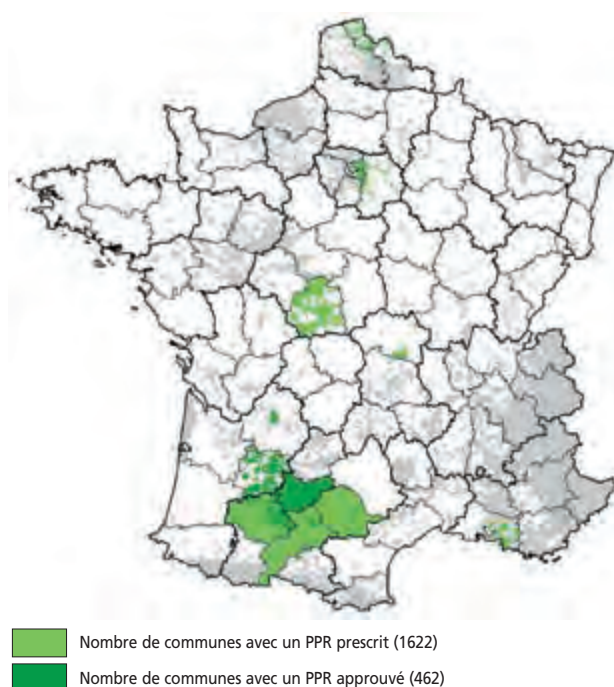
En mai 2007, la réalisation de PPR tassements différentiels a été prescrite dans 1 622 communes. 462 communes possèdent un PPR approuvé. Cet outil réglementaire s'adresse notamment à toute personne sollicitant un permis de construire, mais aussi aux propriétaires de bâtiments

existants. Il a pour objectif de délimiter les zones exposées au phénomène, et dans ces zones, d'y réglementer l'occupation des sols. **Il définit** ainsi, pour les projets de construction futurs et le cas échéant pour le bâti existant (avec certaines limites), **les règles constructives** (mais aussi liées à

Extrait d'une carte d'aléa retrait-gonflement des argiles (DDE 04 - Alp'Géorisques)



État cartographié national des PPR prescrit ou approuvé au 04/05/2007 - Aléa : tassements différentiels.



l'environnement proche du bâti) **obligatoires ou recommandées** visant à réduire le risque d'apparition de désordres. Dans les secteurs exposés, le PPR peut également imposer la réalisation d'une étude géotechnique spécifique, en particulier préalablement à tout nouveau projet.

Du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. **Les PPR ne prévoient donc pas d'inconstructibilité**, même dans les zones d'aléa fort. Les mesures prévues dans le PPR ont un coût, permettant de minorer significativement le risque de survenance d'un sinistre, sans commune mesure avec les frais (et les désagréments) occasionnés par les désordres potentiels.

3.4 - Les règles de construction

Dans les communes dotées d'un PPR prenant en compte les phénomènes de retrait-gonflement des argiles, le règlement du PPR définit les règles constructives à mettre en oeuvre (mesures obligatoires et/ou recommandations) dans chacune des zones de risque identifiées.

Dans les communes non dotées d'un PPR, il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou aux constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site. Ces mesures sont détaillées dans les fiches présentes ci-après.

Dans tous les cas, le respect des « règles de l'art » élémentaires en matière de construction constitue un « minimum » indispensable pour assurer une certaine résistance du bâti par rapport au phénomène, tout en garantissant une meilleure durabilité de la construction.

3.5 - La réduction de la vulnérabilité du bâti existant

Les fiches présentées ci-après détaillent les principales mesures envisageables pour réduire l'ampleur du phénomène et ses conséquences sur le bâti. Elles sont prioritairement destinées

aux maîtres d'ouvrages (constructions futures et bâti existant), mais s'adressent également aux différents professionnels de la construction.

Elles ont pour objectif premier de détailler les mesures préventives essentielles à mettre œuvre. Deux groupes peuvent être distingués :

- les fiches permettant de minimiser le risque d'occurrence et l'ampleur du phénomène :
 - fiche 3, réalisation d'une ceinture étanche autour du bâtiment ;
 - fiche 4, éloignement de la végétation du bâti ;
 - fiche 5, création d'un écran anti-racines ;
 - fiche 6, raccordement des réseaux d'eaux au réseau collectif ;
 - fiche 7, étanchéification des canalisations enterrées ;
 - fiche 8, limiter les conséquences d'une source de chaleur en sous-sol ;
 - fiche 10, réalisation d'un dispositif de drainage.
- les fiches permettant une adaptation du bâti, de façon à s'opposer au phénomène et ainsi à minimiser autant que possible les désordres :
 - fiche 1, adaptation des fondations ;
 - fiche 2, rigidification de la structure du bâtiment ;
 - fiche 9, désolidariser les différents éléments de structure.

4 - Organismes de référence, liens internet et bibliographie

Site internet

■ Ministère de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durables

<http://www.prim.net>

■ Bureau de recherches Géologiques et Minières

<http://www.argiles.fr>

(consultation en ligne et téléchargement des cartes d'aléas départementales)

■ Agence Qualité Construction (association des professions de la construction)

<http://www.qualiteconstruction.com>

Bibliographie

■ **Sécheresse et construction** - *guide de prévention* ; 1993, La Documentation française.

■ **Effets des phénomènes de retrait-gonflement des sols sur les constructions** – *Traitement des désordres et prévention* ; 1999, Solen.

■ **Retrait-gonflement des sols argileux** - *méthode cartographique d'évaluation de l'aléa en vue de l'établissement de PPR* ; 2003, Marc Vincent BRGM.

■ **Cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département du Loiret** ; 2004, BRGM.

Glossaire

Aquifère : À prendre dans ce document au sens de nappe d'eau souterraine. Le terme désigne également les terrains contenant cette nappe.

Argile : Selon la définition du Dictionnaire de géologie (A. Foucault, JF Raoult), le terme argile désigne à la fois le minéral (= minéral argileux) et une roche (meuble ou consolidée) composée pour l'essentiel de ces minéraux. La fraction argileuse est, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 µm.

Battance : Fluctuation du niveau d'une nappe souterraine entre les périodes de hautes eaux et celles de basses eaux.

Bilan hydrique : Comparaison entre les quantités d'eau fournies à une plante (précipitations, arrosage, etc) et sa « consommation ».

Capillarité : Ensemble des phénomènes relatifs au comportement des liquides dans des tubes très fins (et par lesquels de l'eau par exemple peut remonter dans un tube fin à un niveau supérieur à celui de la surface libre du liquide, ou encore dans un milieu poreux tel qu'un sol meuble).

Chaînage : Élément d'ossature des parois porteuses d'un bâtiment ; ceinturant les murs, le chaînage solidarise les parois et empêche les fissurations et les dislocations du bâtiment. On distingue les chaînages horizontaux, qui ceinturent chaque étage au niveau des planchers, et sur lesquels sont élevées les parois, et les chaînages verticaux qui encadrent les parois aux angles des constructions et au droit des murs de refend (mur porteur formant une division de locaux à l'intérieur d'un édifice).

Évapotranspiration : L'évapotranspiration correspond à la quantité d'eau totale transférée du sol vers l'atmosphère par l'évaporation au niveau du sol (fonction des conditions de température, de vent et d'ensoleillement notamment) et par la transpiration (eau absorbée par la végétation).

Plastique : Le qualificatif plastique désigne la capacité d'un matériau à être modelé.

Semelle filante : Type de fondation superficielle la plus courante, surtout quand le terrain d'assise de la construction se trouve à la profondeur hors gel. Elle se prolonge de façon continue sous les murs porteurs.

Succion : Phénomène dû aux forces capillaires par lequel un liquide, à une pression inférieure à la pression atmosphérique, est aspiré dans un milieu poreux.

Surface spécifique : Elle désigne l'aire réelle de la surface d'un objet par opposition à sa surface apparente.

Fiches

Code des couleurs



Mesure simple



Mesure technique



Mesure nécessitant l'intervention d'un professionnel

Code des symboles



Mesure concernant le bâti existant



Mesure concernant le bâti futur



Mesure applicable au bâti existant et futur



Remarque importante



Problème à résoudre : Pour la majorité des bâtiments d'habitation « classiques », les structures sont fondées superficiellement, dans la tranche du terrain concernée par les variations saisonnières de teneur en eau. Les sinistres sont ainsi dus, pour une grande part, à une inadaptation dans la conception et/ou la réalisation des fondations.

Descriptif du dispositif : Les fondations doivent respecter quelques grands principes :

- adopter une profondeur d'ancrage suffisante, à adapter en fonction de la sensibilité du site au phénomène ;
- éviter toute dissymétrie dans la profondeur d'ancrage ;
- préférer les fondations continues et armées, bétonnées à pleine fouille sur toute leur hauteur.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe

Plate-forme en déblais-remblais

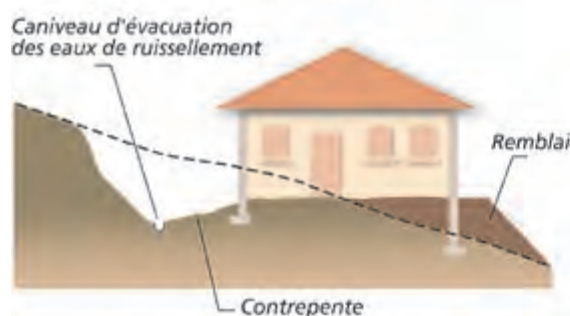


Plate-forme en déblais



Conditions de mise en œuvre :

- La profondeur des fondations doit tenir compte de la capacité de retrait du sous-sol. Seule une étude géotechnique spécifique est en mesure de déterminer précisément cette capacité. À titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage (si les autres prescriptions – chaînage, trottoir périphérique, etc. – sont mises en œuvre), qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une prédisposition marquée du site peut cependant nécessiter de rechercher un niveau d'assise sensiblement plus profond.

Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art (attention à descendre suffisamment la bêche périmétrique), peut constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.

- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix. Sur des terrains en pente, cette nécessité d'homogénéité de l'ancrage peut conduire à la réalisation de redans.



Lorsque le bâtiment est installé sur une plate-forme déblai/remblai ou déblai, il est conseillé de descendre les fondations « aval » à une profondeur supérieure à celle des fondations « amont ». Les fondations doivent suivre les préconisations formulées dans le DTU 13.12.

Les études permettant de préciser la sensibilité du sous-sol au phénomène et de définir les dispositions préventives nécessaires (d'ordre constructif ou autre) doivent être réalisées par un bureau d'études spécialisé, dont la liste peut être obtenue auprès de l'Union Française des Géologues (tél : 01 47 07 91 95).

Fiche n°2

RIGIDIFICATION DE LA STRUCTURE DU BÂTIMENT



Problème à résoudre : Un grand nombre de sinistres concernent des constructions dont la rigidité, insuffisante, ne leur permet pas de résister aux distorsions générées par les mouvements différentiels du sous-sol. Une structure parfaitement rigide permet au contraire une répartition des efforts permettant de minimiser les désordres de façon significative, à défaut de les écarter.

Descriptif du dispositif : La rigidification de la structure du bâtiment nécessite la mise en œuvre de chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs liaisonnés.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le dispositif mis en œuvre doit suivre les préconisations formulées dans le DTU 20.1 :

- « Les murs en maçonnerie porteuse et les murs en maçonnerie de remplissage doivent être ceinturés à chaque étage, au niveau des planchers, ainsi qu'en couronnement, par un chaînage horizontal en béton armé, continu, fermé ; ce chaînage ceinture les façades et les relie au droit de chaque refend ». Cette mesure s'applique notamment pour les murs pignons au niveau du rampant de la couverture.

- « Les chaînages verticaux doivent être réalisés au moins dans les angles saillants et rentrant des maçonneries, ainsi que de part et d'autre des joints de fractionnement du bâtiment ».

La liaison entre chaînages horizontaux et verticaux doit faire l'objet d'une attention particulière : ancrage des armatures par retour d'équerre, recouvrement des armatures assurant une continuité.

Les armatures des divers chaînages doivent faire l'objet de liaisons efficaces (recouvrement, ancrage, etc.), notamment dans les angles du bâtiment.

Mesures d'accompagnement : D'autres mesures permettent de rigidifier la structure :

- la réalisation d'un soubassement « monobloc » (préférer les sous-sols complets aux sous-sols partiels, les radiers ou les planchers sur vide sanitaire, plutôt que les dallages sur terre-plein) ;
- la réalisation de linteaux au-dessus des ouvertures.



Problème à résoudre : Les désordres aux constructions résultent notamment des fortes différences de teneur en eau existant entre le sol situé sous le bâtiment qui est à l'équilibre hydrique (terrains non exposés à l'évaporation, qui constituent également le sol d'assise de la structure) et le sol situé aux alentours qui est soumis à évaporation saisonnière. Il en résulte des variations de teneur en eau importantes et brutales, au droit des fondations.

Descriptif du dispositif : Le dispositif proposé consiste à entourer le bâti d'un système étanche le plus large possible (minimum 1,50 m), protégeant ainsi sa périphérie immédiate de l'évaporation et éloignant du pied des façades les eaux de ruissellement.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : L'étanchéité pourra être assurée, soit :

- par la réalisation d'un trottoir périphérique (selon les possibilités en fonction de l'implantation du bâtiment et de la mitoyenneté), en béton ou tout autre matériau présentant une étanchéité suffisante ;
- par la mise en place sous la terre végétale d'une géomembrane enterrée, dans les cas notamment où un revêtement superficiel étanche n'est pas réalisable (en particulier dans les terrains en pente). La géomembrane doit être raccordée aux façades par un système de couvre-joint, et être protégée par une couche de forme sur laquelle peut être mis en œuvre un revêtement adapté à l'environnement (pavés, etc).

Une légère pente doit être donnée au dispositif, de façon à éloigner les eaux du bâtiment, l'idéal étant que ces eaux soient reprises par un réseau d'évacuation étanche.



Pour être pleinement efficace, le dispositif d'étanchéité doit être mis en œuvre sur la totalité du pourtour de la construction. Une difficulté peut se poser lorsque l'une des façades est située en limite de propriété (nécessitant un accord avec le propriétaire mitoyen). Le non-respect de ce principe est de nature à favoriser les désordres.

Mesures d'accompagnement : Les eaux de toitures seront collectées dans des ouvrages étanches et évacués loin du bâtiment [cf. fiche n°6].

À défaut de la mise en place d'un dispositif étanche en périphérie immédiate du bâtiment, les eaux de ruissellement pourront être éloignées des façades (aussi loin que possible), par des contre-pentes.

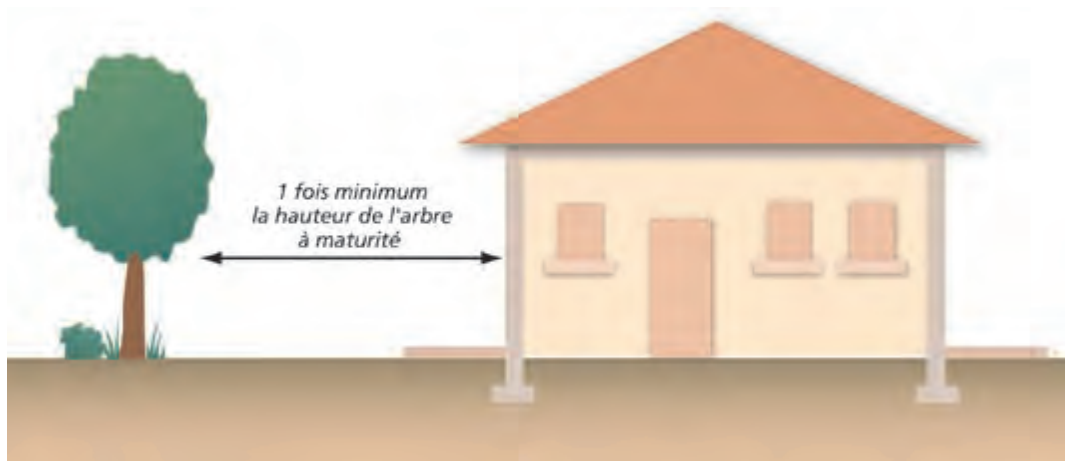


Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords (arbres et arbustes).

Descriptif du dispositif : La technique consiste à abattre les arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Un élagage régulier et sévère, permettant de minimiser la capacité d'évaporation des arbres et donc de réduire significativement leurs prélèvements en eau dans le sol, peut constituer une alternative à l'abattage. Attention, l'abattage des arbres est néanmoins également susceptible de générer un gonflement du fait d'une augmentation de la teneur en eau des sols qui va en résulter ; il est donc préférable de privilégier un élagage régulier de la végétation concernée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à 1 fois leur hauteur à maturité (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Bien que certaines essences aient un impact plus important que d'autres, il est difficile de limiter cette mesure à ces espèces, car ce serait faire abstraction de critères liés à la nature du sol. De plus, il faut se garder de sous-estimer l'influence de la végétation arbustive, qui devra également, en site sensible, être tenue éloignée du bâti.

Schéma de principe





Précautions de mise en œuvre : L'abattage des arbres situés à faible distance de la construction ne constitue une mesure efficace que si leurs racines n'ont pas atteint le sol sous les fondations. Dans le cas contraire, un risque de soulèvement n'est pas à exclure.

Si aucune action d'éloignement de la végétation (ou l'absence d'un écran anti-racines – [cf. Fiche n°5]) n'est mise en œuvre ceci pourra être compensé par l'apport d'eau en quantité suffisante aux arbres concernés par arrosage. Mais cette action sera imparfaite, notamment par le fait qu'elle pourrait provoquer un ramollissement du sol d'assise du bâtiment.



Mesure alternative : Mise en place d'un écran anti-racines pour les arbres isolés situés à moins de une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). [cf. fiche n°5]

À destination des projets nouveaux : Si des arbres existent à proximité de l'emprise projetée du bâtiment, il convient de tenir compte de leur influence potentielle à l'occasion tout particulièrement d'une sécheresse ou de leur éventuelle disparition future, à savoir selon le cas :

- tenter autant que possible d'implanter le bâti à l'extérieur de leur « champ d'action » (on considère dans le cas général que le domaine d'influence est de une fois la hauteur de l'arbre à l'âge adulte pour des arbres isolés, une fois et demi cette hauteur dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes) ;
- tenter d'abattre les arbres gênants le plus en amont possible du début des travaux (de façon à permettre un rétablissement des conditions « naturelles » de teneur en eau du sous-sol) ;
- descendre les fondations au-dessous de la cote à laquelle les racines n'influent plus sur les variations de teneur en eau (de l'ordre de 4 m à 5 m maximum).

Si des plantations sont projetées, on cherchera à respecter une distance minimale équivalente à une fois la hauteur à maturité de l'arbre entre celui-ci et la construction. A défaut, on envisagera la mise en place d'un écran anti-racines.

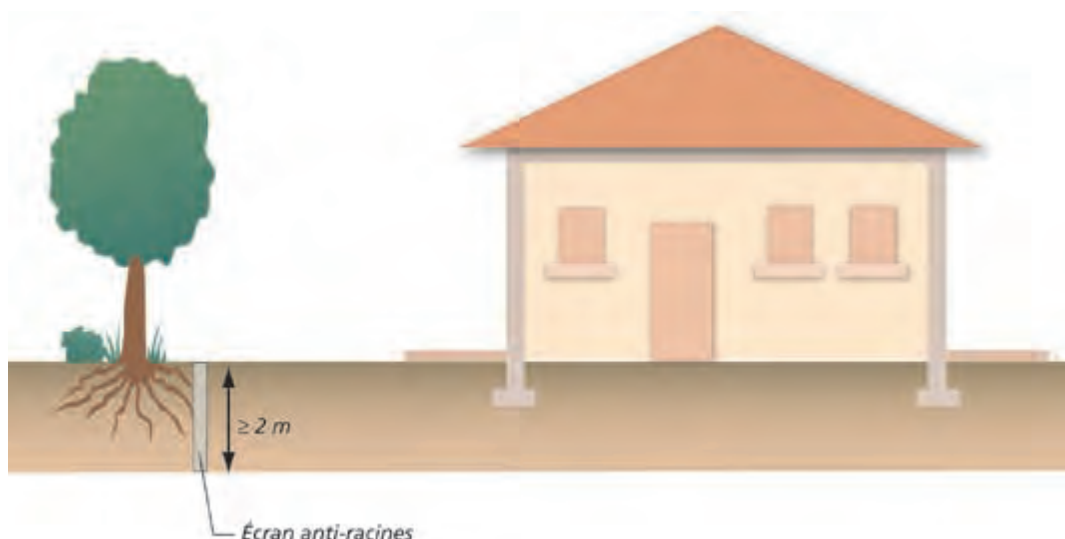


Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords.

Descriptif du dispositif : La technique consiste à mettre en place, le long des façades concernées, un écran s'opposant aux racines, d'une profondeur supérieure à celle du système racinaire des arbres présents (avec une profondeur minimale de 2 m). Ce dispositif est constitué en général d'un écran rigide (matériau traité au ciment), associé à une géomembrane (le long de laquelle des herbicides sont injectés), mis en place verticalement dans une tranchée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à une fois leur hauteur à maturité.

Schéma de principe



Précautions de mise en œuvre : L'écran anti-racines doit pouvoir présenter des garanties de pérennité suffisantes, notamment vis-à-vis de l'étanchéité et de la résistance. Un soin particulier doit être porté sur les matériaux utilisés (caractéristiques de la géomembrane, etc). L'appel à un professionnel peut s'avérer nécessaire pour ce point, voire également pour la réalisation du dispositif.



Mesure alternative : Abattage des arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité, par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). [Voir fiche n°4]

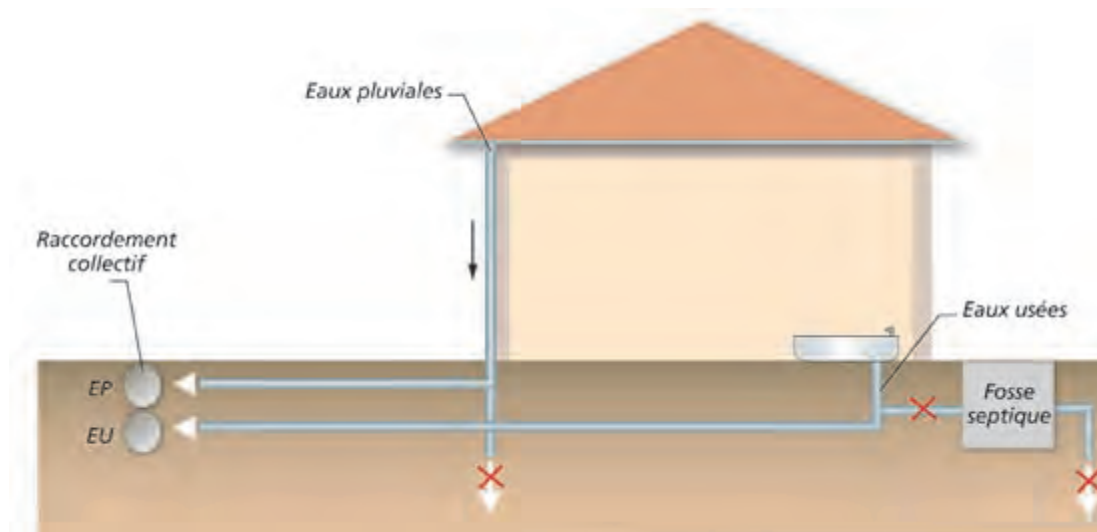


Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de privilégier le rejet des eaux pluviales – EP – (ruissellement de toitures, terrasses, etc.) et des eaux usées – EU – dans les réseaux collectifs (lorsque ceux-ci existent). La ré-infiltration in situ des EP et des EU conduit à ré-injecter dans le premier cas des volumes d'eau potentiellement importants et de façon ponctuelle, dans le second cas des volumes limités mais de façon « chronique ».

Descriptif du dispositif : Il vise, lorsque l'assainissement s'effectue de façon autonome, à débrancher les filières existantes (puits perdu, fosse septique + champ d'épandage, etc.) et à diriger les flux à traiter jusqu'au réseau collectif (« tout à l'égout » ou réseau séparatif).

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités assaini de façon individuelle avec ré-infiltration in situ (les filières avec rejet au milieu hydraulique superficiel ne sont pas concernées), et situé à distance raisonnable (c'est-à-dire économiquement acceptable) du réseau collectif.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le raccordement au réseau collectif doit être privilégié, sans préjudice des directives sanitaires en vigueur.

Le raccordement nécessite l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le branchement à un réseau collectif d'assainissement implique pour le particulier d'être assujéti à une redevance d'assainissement comprenant une part variable (assise sur le volume d'eau potable consommé) et le cas échéant une partie fixe.



Mesure alternative : En l'absence de réseau collectif dans l'environnement proche du bâti et du nécessaire maintien de l'assainissement autonome, il convient de respecter une distance d'une quinzaine de mètres entre le bâtiment et le(s) point(s) de rejet (à examiner avec l'autorité responsable de l'assainissement).



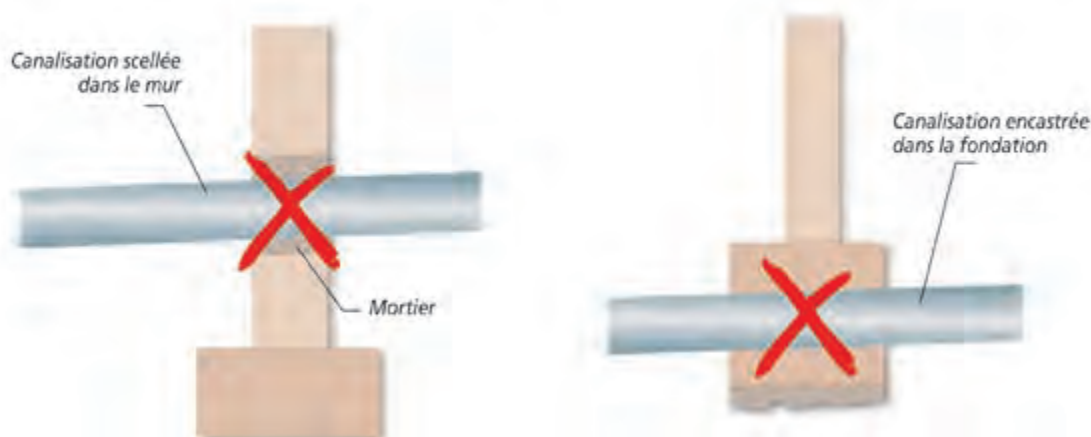
Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de s'assurer de l'absence de fuites au niveau des réseaux souterrains « humides ». Ces fuites peuvent résulter des mouvements différentiels du sous-sol occasionnés par le phénomène.

Descriptif du dispositif : Le principe consiste à étanchéifier l'ensemble des canalisations d'évacuation enterrées (eaux pluviales, eaux usées). Leur tracé et leur conception seront en outre étudiés de façon à minimiser le risque de rupture.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités, assaini de façon individuelle ou collective.

Schéma de principe

Les canalisations ne doivent pas être bloquées dans le gros-œuvre



Conditions de mise en œuvre : Les canalisations seront réalisées avec des matériaux non fragiles (c'est-à-dire susceptibles de subir des déformations sans rupture). Elles seront aussi flexibles que possibles, de façon à supporter sans dommage les mouvements du sol. L'étanchéité des différents réseaux sera assurée par la mise en place notamment de joints souples au niveau des raccordements.

De façon à ce que les mouvements subis par le bâti ne se « transmettent » pas aux réseaux, on s'assurera que les canalisations ne soient pas bloquées dans le gros œuvre, aux points d'entrée dans le bâti.

Les entrées et sorties des canalisations du bâtiment s'effectueront autant que possible perpendiculairement par rapport aux murs (tout du moins avec un angle aussi proche que possible de l'angle droit).

Mesures d'accompagnement : Autant que faire se peut, on évitera de faire longer le bâtiment par les canalisations de façon à limiter l'impact des fuites occasionnées, en cas de rupture, sur les structures proches.

Il est souhaitable de réaliser de façon régulière des essais d'étanchéité de l'ensemble des réseaux « humides ».

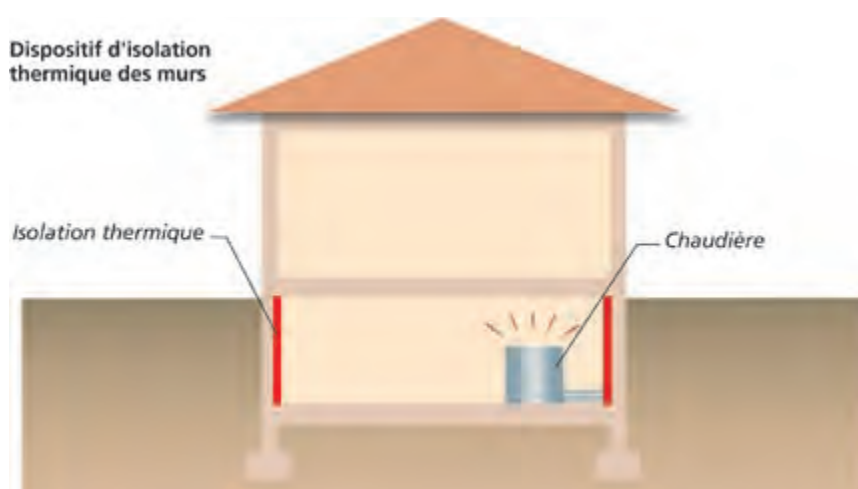


Problème à résoudre : La présence dans le sous-sol d'un bâtiment d'une source de chaleur importante, en particulier d'une chaudière, est susceptible de renforcer les variations localisées d'humidité dans la partie supérieure du terrain. Elles sont d'autant plus préjudiciables qu'elles s'effectuent au contact immédiat des structures.

Descriptif du dispositif : La mesure consiste à prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs se trouvant à proximité de la source de chaleur (limitation des échanges thermiques).

Champ d'application : Concerne tous les murs de la pièce accueillant la source de chaleur, ainsi que toutes parties de la sous-structure du bâtiment au contact de canalisations « chaudes ».

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Dans l'Union Européenne, les produits d'isolation thermique pour la construction doivent posséder la marque CE depuis mars 2003 et respecter les normes EN 13162 à EN 13171 (selon leur nature). Il pourra s'agir de produits standards de type polystyrène ou laine minérale.

Remarque : La loi de finances pour 2005 a créé un crédit d'impôt dédié au développement durable et aux économies d'énergie. Destinée à renforcer le caractère incitatif du dispositif fiscal en faveur des équipements de l'habitation principale, cette mesure est désormais ciblée sur les équipements les plus performants au plan énergétique, ainsi que sur les équipements utilisant les énergies renouvelables. Le crédit d'impôt concerne les dépenses d'acquisition de certains équipements fournis par les entreprises ayant réalisé les travaux et faisant l'objet d'une facture, dans les conditions précisées à l'article 90 de la loi de finances pour 2005 et à l'article 83 de la loi de finances pour 2006 : <http://www.industrie.gouv.fr/energie/developp/econo/textes/credit-impot-2005.htm>

Cela concerne notamment l'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois opaques (planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage ouvert, avec résistance thermique $R \geq 2,4 \text{ M}^2 \cdot \text{K/W}$). Pour choisir un produit isolant, il est important de connaître sa résistance thermique «R» (aptitude d'un matériau à ralentir la propagation de l'énergie qui le traverse). Elle figure obligatoirement sur le produit. Plus «R» est important plus le produit est isolant.

Pour ces matériaux d'isolation thermique, le taux du crédit d'impôt est de 25 %. Ce taux est porté à 40 % à la double condition que ces équipements soient installés dans un logement achevé avant le 1/01/1977 et que leur installation soit réalisée au plus tard le 31 décembre de la 2^e année qui suit celle de l'acquisition du logement.

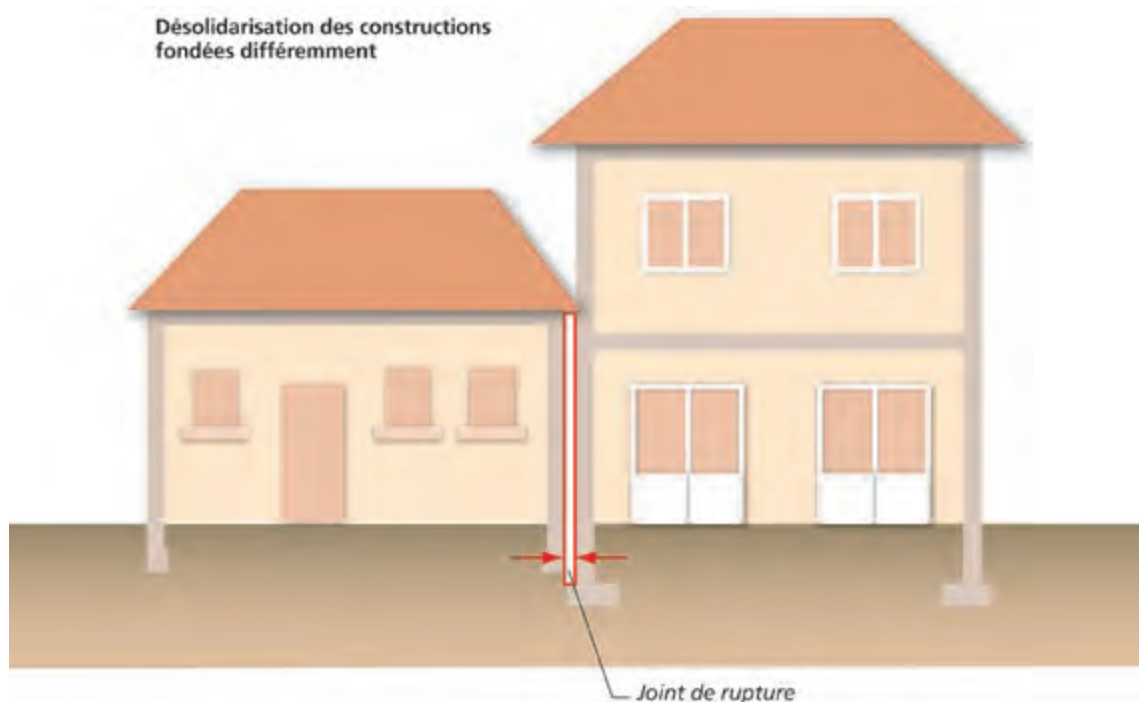


Problème à résoudre : Deux parties de bâtiments accolés et fondés différemment peuvent subir des mouvements d'ampleur variable. Il convient de ce fait de désolidariser ces structures, afin que les sollicitations du sous-sol ne se transmettent pas entre elles et ainsi à autoriser des mouvements différentiels.

Descriptif du dispositif : Il s'agit de désolidariser les parties de construction fondées différemment (ou exerçant des charges variables sur le sous-sol), par la mise en place d'un joint de rupture (élastomère) sur toute la hauteur du bâtiment (y compris les fondations).

Champ d'application : Concerne tous les bâtiments d'habitation ou d'activités présentant des éléments de structures fondés différemment (niveau d'assise, type de fondation) ou caractérisés par des descentes de charges différentes. Sont également concernées les extensions de bâtiments existants (pièce d'habitation, garage, etc.).

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Il est indispensable de prolonger le joint sur toute la hauteur du bâtiment.

À destination du bâti existant : La pose d'un joint de rupture sur un bâtiment existant constitue une mesure techniquement envisageable. Mais elle peut nécessiter des modifications importantes de la structure et s'avérer ainsi très délicate (les fondations étant également concernées par cette opération).

La mesure doit systématiquement être mise en œuvre dans le cadre des projets d'extension du bâti existant.

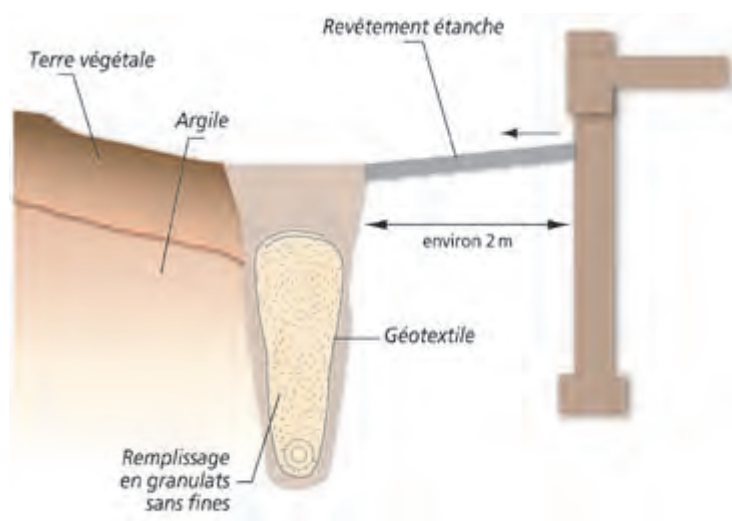


Problème à résoudre : Les apports d'eau provenant des terrains environnants (eaux de ruissellement superficiel ou circulations souterraines), contribuent au phénomène en accroissant les variations localisées d'humidité. La collecte et l'évacuation de ces apports permettent de minimiser les mouvements différentiels du sous-sol.

Descriptif du dispositif : Le dispositif consiste en un réseau de drains (ou tranchées drainantes) ceinturant la construction ou, dans les terrains en pente, disposés en amont de celle-ci. Les volumes collectés sont dirigés aussi loin que possible de l'habitation.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le réseau est constitué de tranchées remplies d'éléments grossiers (protégés du terrain par un géotextile), avec en fond de fouille une canalisation de collecte et d'évacuation (de type « drain routier ») répondant à une exigence de résistance à l'écrasement. Idéalement, les tranchées descendent à une profondeur supérieure à celle des fondations de la construction, et sont disposées à une distance minimale de 2 m du bâtiment. Ces précautions sont nécessaires afin d'éviter tout impact du drainage sur les fondations.

Les règles de réalisation des drains sont données par le DTU 20.1.

⚠ En fonction des caractéristiques du terrain, la nécessité de descendre les drains au-delà du niveau de fondation de la construction peut se heurter à l'impossibilité d'évacuer gravitairement les eaux collectées. La mise en place d'une pompe de relevage peut permettre de lever cet obstacle.

Mesure d'accompagnement : Ce dispositif de drainage complète la mesure détaillée dans la fiche n°3 (mise en place d'une ceinture étanche en périphérie du bâtiment) de façon à soustraire les fondations de la construction aux eaux de ruissellement et aux circulations souterraines.



Charte d'intégration urbaine, paysagère et environnementale (valeur de recommandation)



Montélier *Plan Local d'Urbanisme*

Table des matières

1	L'insertion dans le site	4
2	La réhabilitation des constructions anciennes	10
3	Les bâtiments d'activités et les bâtiments agricoles .	14
4	Commerces	18
5	Comment construire avec les éléments naturels	19
6	Comment gérer les eaux pluviales	20
7	La palette végétale.....	28

Charte d'intégration urbaine, paysagère et environnementale (annexe du PLU à valeur de recommandation)

La construction n'est pas un acte neutre, elle amène un élément nouveau au paysage. Ainsi les modes d'implantation, les colorations, les traitements des clôtures et des espaces collectifs ou privés participent à l'identité ou à la banalisation du paysage. Il est donc apparu important de mettre en œuvre quelques principes simples dans une charte.

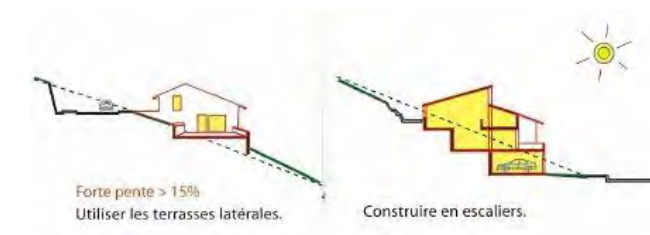
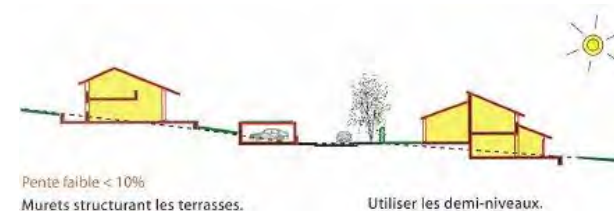
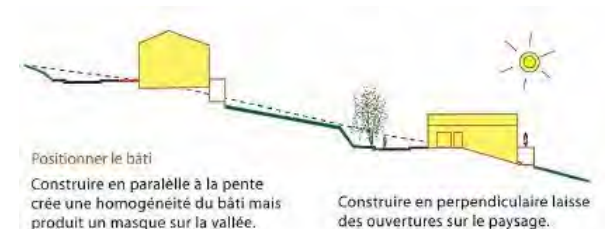
1 L'insertion dans le site

Le respect de la topographie

Les nouvelles constructions respecteront la topographie de leur site d'implantation. Le terrain naturel (notamment dans les secteurs de pentes) ne sera pas remodelé par des plateformes. La construction sera adaptée à la pente et non l'inverse. On évitera donc les buttes, remblais, enrochements monumentaux qui défigurent le paysage.



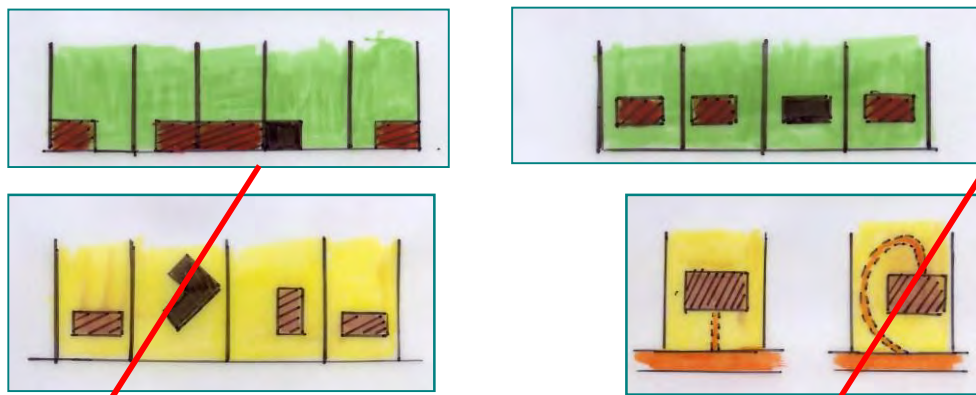
A proscrire



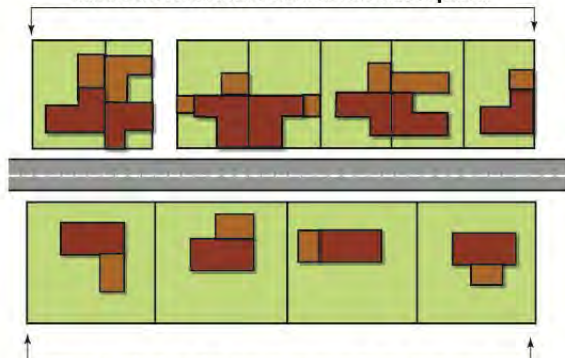
Le rapport à la rue et au site

Les modes d'implantation suivants privilégiés :

- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux courbes de niveau,
- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux limites parcellaires,
- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux voies,
- les voies internes aux parcelles (accès aux garages) seront limitées.



L'implantation sur les limites préserve au mieux les extensions future et l'intimité des espaces

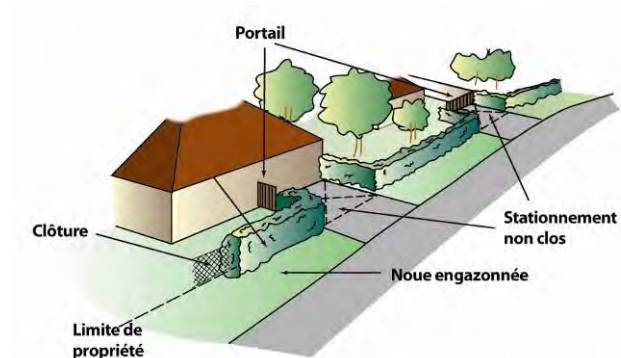
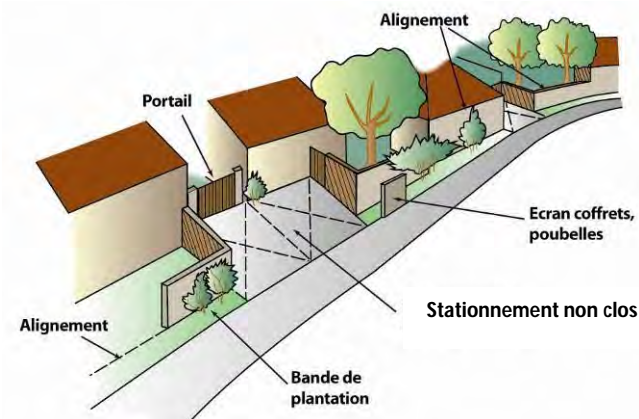


L'implantation de la maison en milieu de parcelle provoque un gaspillage des espaces extérieurs

■ Bâtiment d'origine ■ Extension

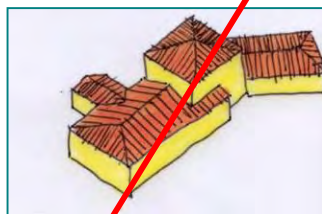
Le traitement des limites avec l'espace public

Limite entre espace public et privé, le clos participe à la qualité de la construction et à celle de l'espace public. Les murs, murets ou haies doivent s'inscrire dans le prolongement et le respect de la construction principale. La conservation de l'identité locale nécessite de fait, l'interdiction de tout élément de clôture d'un style étranger à la région.

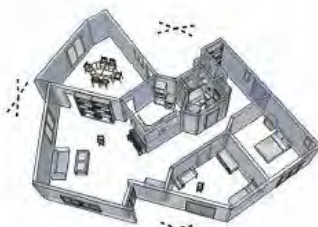
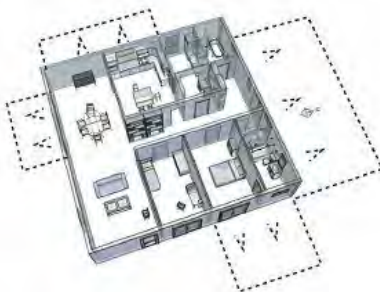


La maîtrise des volumes

La volumétrie des constructions sera compacte, simple rectangulaire et composée, même dans le cas de bâtiments importants. L'articulation des volumes respectera de préférence un plan orthogonal.



En effet les volumes simples s'intègrent beaucoup mieux au paysage rural ou urbain. Un plan compact est plus économe (mise en œuvre plus facile) et permet un usage plus souple : les extensions sont plus simples à réaliser. Un plan complexe est moins économe en espace, plus gourmand en énergie (les linéaires de façades en contact avec l'extérieur sont plus importants), l'aménagement extérieur et les extensions futures sont très difficiles.



Les décors et les percements

Il est conseillé de privilégier une sobriété de l'aspect des façades. Les grands principes de composition des façades resteront les lignes verticales et horizontales. Les percements seront réguliers et ordonnancés. On évitera aussi les architectures pastiches (savoyardes, haciendas...) ou les éléments de décors passésistes (colonnades, frontons ...). On doit rechercher l'harmonie entre les volumes, proportionner les vides et les pleins en façades. L'animation de la façade s'organise en hiérarchisant les ouvertures (rythme, alignement, taille). On évitera donc la multiplication des types de baies sur une même façade.

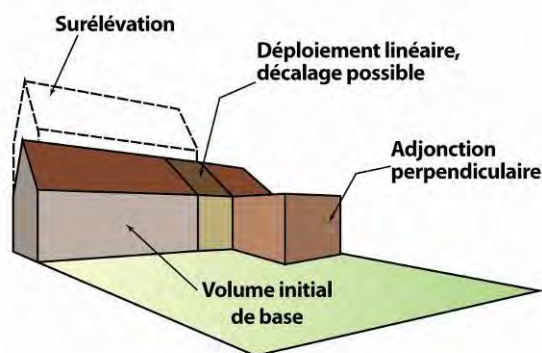


Multiplication des types d'ouvertures et éléments pastiches à proscrire



Les extensions des constructions

Le volume de base doit rester l'élément dominant de la construction, en masse et en hauteur. Les principes de développement sont multiples sous réserve d'espace libre. Les adjonctions se greffent plus facilement sur un projet de volumétrie simple, en continu, accolées ou en pignon ou indépendantes. On évitera de fragmenter la toiture et de complexifier les volumes.



Les piscines

L'impact paysager des piscines est important, une bonne insertion au site est recherchée en privilégiant :

- les piscines enterrées plutôt que les piscines hors sol ou semi enterrées,
- en cas de piscine hors sol on en limitera l'impact visuel par des écrans végétaux, en évitant les haies monospécifiques de conifères de type thuya.
- les implantations sur les terrains en pente éviteront les exhaussements et les remblais. Plutôt que des talus on privilégiera la construction de murs en soutènement (type terrasses),
- les locaux techniques seront plutôt situés à l'intérieur de locaux déjà existants ou enterrés,
- Il est conseillé de préférer les formes géométriques et simples se rapprochant du bassin rectangulaire traditionnel.
- On évitera la couleur bleu, on favorisera les couleurs neutres.

Les couleurs

Le choix de la couleur ne doit pas être arbitraire, il doit plutôt résulter d'une réflexion sur l'environnement de la construction. Les couleurs, traditionnellement, résultaient le plus souvent de la nature des matériaux utilisés localement.

Aujourd'hui avec l'emploi de matériaux nouveaux la couleur participe à l'intégration de la construction et à la mise en valeur de son architecture.

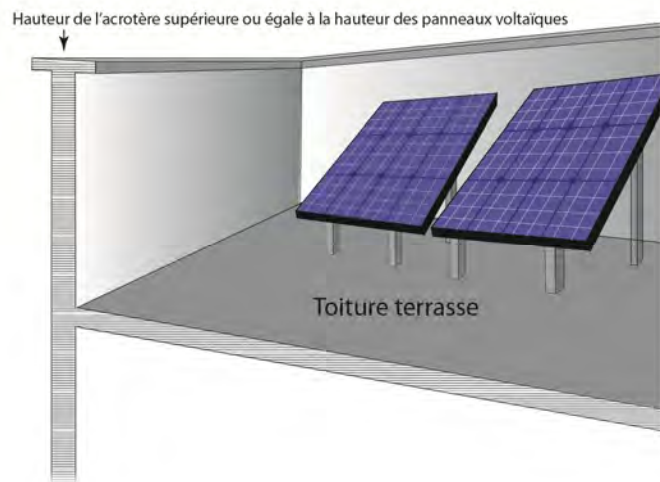
On favorisera les couleurs traditionnelles : ocres, calcaires, gris etc. Les couleurs blanches ou très claires, très visibles de loin, sont à proscrire. Les teintes les plus foncées seront réservées aux petites surfaces (modénatures, soubassements) et aux éléments ponctuels (menuiseries, ferronnerie etc.) ;

La palette de couleur établie pour la commune sera utilisée.

Les panneaux solaires

Les panneaux photovoltaïques ou de production d'eau chaude solaire seront placés de façon à s'intégrer dans la construction.

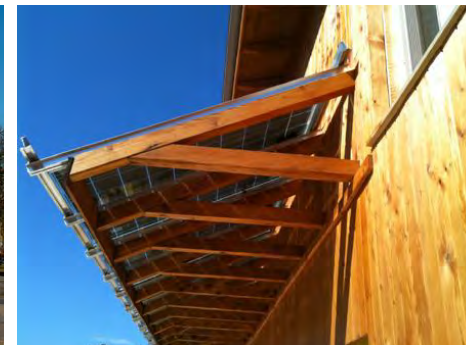
Sur les toitures terrasses les panneaux ne dépasseront pas le niveau supérieur de l'acrotère.



Sur les toitures en pente ils sont intégrés dans l'épaisseur du toit : le dispositif est intégré dans le plan de la toiture (c'est à dire non saillant par rapport au plan de la toiture voire en dessous du niveau des tuiles en cas de tuiles canal). La pose formant un angle avec le pan de toit est interdite. Les capteurs seront rassemblés et positionnés près du faîtiage.

Dans le cadre d'une architecture contemporaine ils pourront aussi être intégrés dans les façades.

Les dispositifs peuvent être intégrés dans des « casquettes », brises soleil ou des auvents.



Les haies de clôture

La clôture est la première façade du terrain sur la rue ou le paysage. Elle permet de traiter la transition entre l'espace privatif et l'espace collectif ou naturel.

Les espèces persistantes qui ne participent pas au rythme des saisons et qui génèrent des murs végétaux imperméables aux vues sont à proscrire (thuyas, chamaecyparis, lauriers palmes etc.) en haies monospécifiques. On préférera les haies bocagères en port libre.

Ainsi les haies comporteront au moins trois essences végétales avec au minimum 50 % d'espèces caduques. Les essences locales seront privilégiées ou seront choisies dans la palette végétale décrite ci-après.

Les grillages, s'ils sont nécessaires, seront noyés dans la haie ou placés en retrait, mais ils ne seront pas perceptibles depuis l'espace collectif ou public.



Haie monospécifique de conifères à proscrire



Quelques exemples de haies variées

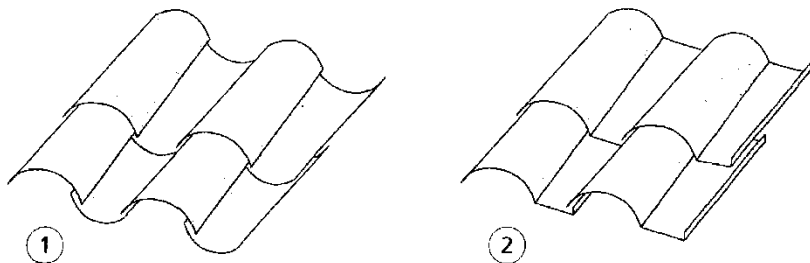
2 La réhabilitation des constructions anciennes

Les réhabilitations et les changements de destination de l'habitat ancien devront préserver le plus possible, les dispositions originelles en conservant les éléments architecturaux typiques. Il conviendra de respecter les éléments suivants :

- La forme traditionnelle de la construction : aucune surélévation et abaissement des volumes existants ne sont admis. La volumétrie d'origine doit être préservée.
- La proportion des ouvertures traditionnelles et les modénatures existantes : la plus grande dimension dans le sens de la hauteur.
- Les détails architecturaux : préservation des porches d'entrée, préservation des encadrements de pierre, des pierres « chasse roue » aux entrées

Toiture – Couverture

La pente des toitures sera maintenue, les débords en bas de pente conserveront les dimensions des génoises d'origine. La tuile canal (tige de botte -1-) ou la tuile romane (couvert arrondi et canal plat -2-) sont conseillées. Les tuiles seront de couleur rouge terre cuite.



Nouvelles ouvertures en façade

Les ouvertures seront plus hautes que larges sauf en RDC où les baies sont admises.

Les grandes ouvertures existantes (portes de grange) seront conservées. Toute nouvelle ouverture pratiquée sera dans le style et les proportions des anciennes ouvertures existantes (hauteur et largeur).

Menuiseries

On gardera de préférence les menuiseries d'origine. Si elles sont en très mauvais état il est toujours possible de les reproduire. Il conviendra de privilégier le bois et d'éviter les volets roulants. Les écharpes en « Z » sont à éviter.

Matériaux de maçonnerie

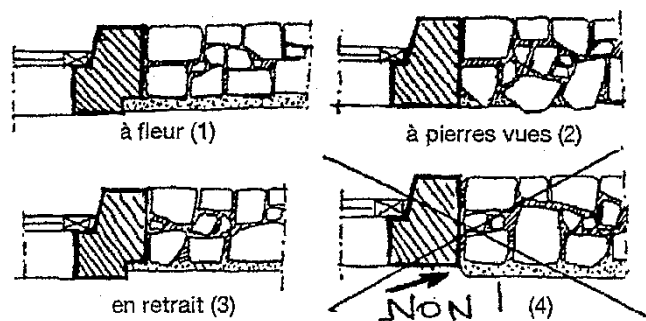
Le matériau de construction traditionnel reste la pierre. Ce matériau a besoin de « respirer ». La chaux est le seul enduit traditionnel qui le permette aujourd'hui à priori. Une recommandation plus qu'une prescription est illustrée par le croquis suivant.

Une maçonnerie de médiocre qualité ainsi que des pierres taillées mais fragiles et gélives devront être protégées avec des :

- Joints épais, ils peuvent être source d'infiltration ; le mur devra alors être enduit ou beurré largement jusqu'au nu des pierres, dit « enduit à pierres vues » (2). Cet enduit ne laisse apparentes que les têtes saillantes des pierres,
- Joints serrés, avec des moellons équarris et réguliers, et, si la pierre n'est pas gélive, on pourra se passer d'enduit, sauf en façades fortement exposées.

Si les pierres d'angles et d'encadrement sont :

- Au nu de la maçonnerie, on optera pour l'enduit à pierres vues (2).
- Saillantes : on choisira d'enduire le mur (1 ou 3)



Source schéma: Maisons Paysannes de France.

Dans tous les cas, on évitera les reliefs d'enduits disgracieux, trop en « surépaisseur » des pierres (4). On ne cherchera pas à redresser le mur, mais plutôt à suivre ses défauts de planimétrie.

Lors de la création de nouvelles ouvertures, il est recommandé d'utiliser la pierre de pays pour les tableaux, linteaux et pièces d'appui.

La pierre reconstituée peut être utilisée à la condition que :

- Elle soit réalisée avec un agrégat local (coloration de la région).
- Elle soit bouchardée en pleine masse en évitant les angles corniers. Le béton gris de nature et apparent est à proscrire.

Elément de décoration

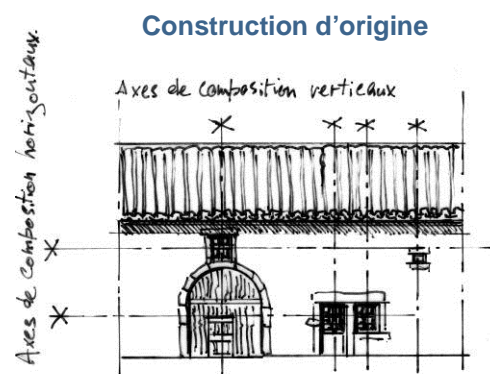
Les colonnes moulurées, les portiques à arcature, les balustres tournées sont proscrits.

De manière générale, tous les éléments de décoration provenant d'une autre région sont proscrits.

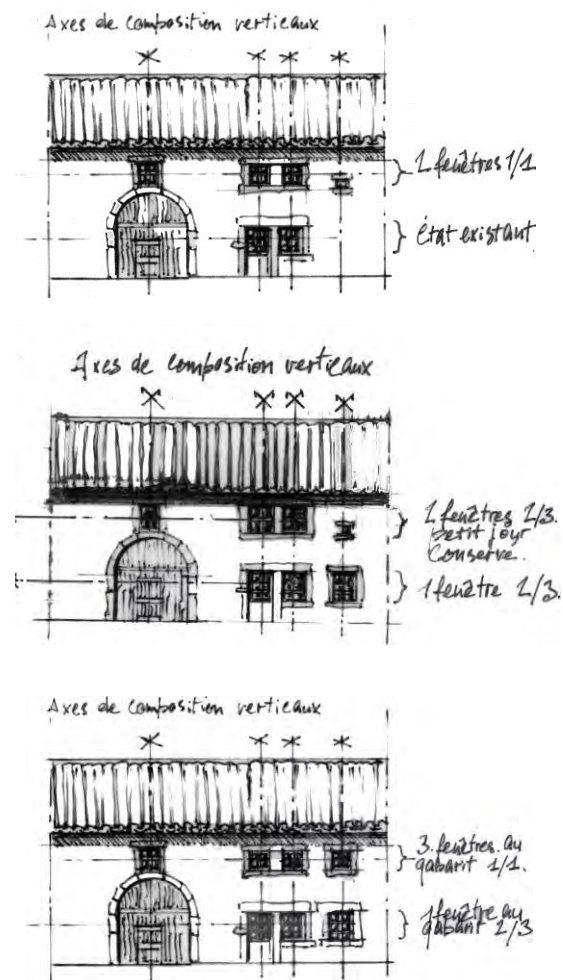


Nouvelles ouvertures

La composition existante des façades sera respectée notamment dans le cas de création de nouvelles ouvertures. Généralement la façade était composée selon des axes verticaux (alignements des ouvertures les unes au-dessus des autres) et horizontaux (alignements des ouvertures sur un même plan). Les nouvelles ouvertures devront s'inscrire dans ces axes.



Typologies de percements possibles



Les granges

Une grange peut être considérée comme un large espace convivial à exploiter comme lieu de vie. Mais ce type de constructions est souvent dépourvu d'ouvertures suffisantes. La création d'ouvertures nouvelles peut être envisagée mais avec une composition de la façade respectant des lignes directrices verticales et horizontales (cf. § précédent).

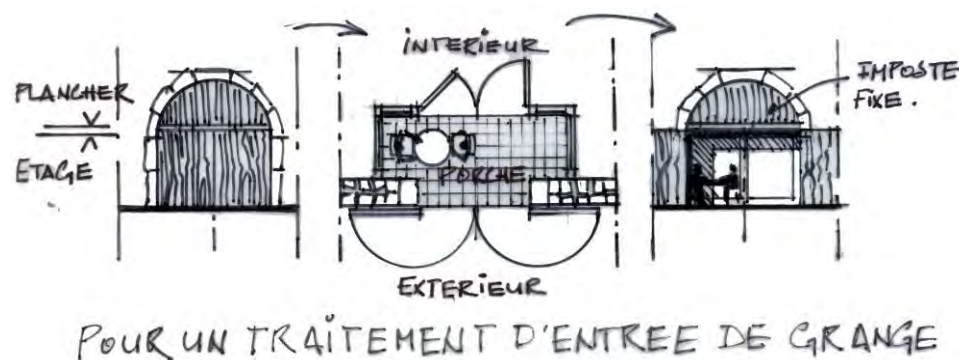
La porte de grange si elle est vitrée représentera une solution pour un apport de lumière. L'ouverture de la porte de grange représente un « vide » important qui associée au mur (« plein ») compose la façade. Il est important que ces éléments conservent leur identité. Le vide devra rester d'aspect plus « fragile » : verre, bois. Les ouvertures de granges ne seront pas murées. On ne créera pas non plus de fenêtre par murage partiel des portes de granges. On utilisera de préférence des fermetures vitrées (impostes et ouvrants vitrés). Les menuiseries de couleur claire ou blanche sont proscrites. De même le PVC ne sera pas utilisé en raison de la largeur de ses sections

La porte de Grange peut aussi permettre la création d'un porche : en reculant la paroi à l'intérieur de la grange pour dégager l'ouverture. La paroi qui se trouve ainsi localisée en arrière-plan aura moins d'impact sur l'aspect de la façade.

En cas de création d'un plancher à l'étage : on conservera l'arc de cercle de la voûte en créant une imposte (bois par exemple) qui permettra d'intégrer la poutre support du plancher. L'ensemble sera réalisé à l'intérieur et non saillant.



Illustration d'un traitement d'entrée de grange



3 Les bâtiments d'activités et les bâtiments agricoles

Ces bâtiments ont des contraintes techniques importantes et représentent un « langage » particulier qui marque fortement le paysage. Leur intégration est une priorité mais la forme des bâtiments doit rester l'expression de leur activité.

Les principes d'implantation, de respect de la topographie, de simplicité des volumes décrits précédemment pour les constructions nouvelles sont aussi à mettre en œuvre pour ce type de bâtiment.

Implantation des stockages et des stationnements

Les stockages de plein air ainsi que les stationnements sont à éviter le long des voies. Des espaces moins perceptibles (arrières, et secteurs latéraux des parcelles) leur seront réservés. Les espaces proches des voies et des accès seront traités en espaces d'accueil : engazonnement, plantations etc.

Les aires de stockage et les aires de stationnement feront l'objet d'un traitement soigné : plantations à raison d'un arbre de haute ou moyenne tige d'essence locale pour 4 emplacements, écrans végétaux autour des stockages de plein air (en évitant les haies monospécifiques de conifères de type thuyas).

Les teintes

Les teintes respecteront les colorations locales, les couleurs très claires, vives ou blanches sont à proscrire surtout sur de grandes surfaces.

Les entrées des parcelles d'activité économique

Les entrées seront soignées : l'entrée principale devra intégrer les éléments techniques : boîtes aux lettres, logettes électriques, télécommunication, gaz... Ces éléments seront de préférence intégrés à des murs techniques (les dispositions en retrait ou en avant du mur sont proscrites).

Enseignes

Les caissons, panneaux plaqués sur les façades ne dépasseront pas le niveau de l'acrotère. Les enseignes doivent être simples, bien proportionnées, et intégrées à l'ambiance générale. Une installation en saillie du bâtiment est à proscrire.

Enseigne à privilégier



Enseigne à éviter

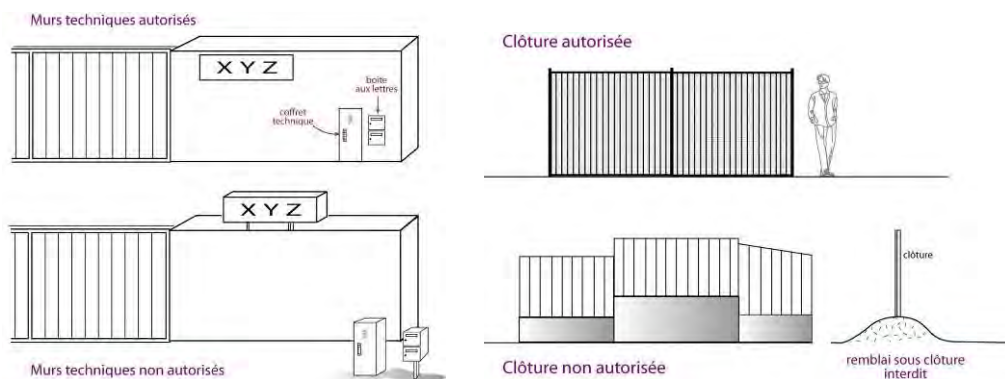
Clôtures

Les clôtures devront être de disposition simple, à claire voie à maille verticale (treillis soudé). Elles seront composées d'un dispositif garantissant la conservation dans le temps de la qualité des fixations, structures et pièces qui la composent.

Les couleurs seront neutres (gris, vert sombre, ...) La couleur blanche et les couleurs vives sont proscrites.

Les murs et murets sont autorisés aux entrées charretière pour intégrer les éléments techniques (boîtes électriques, GDF, PTT enseignes etc.) Ces éléments devront être intégrés dans la maçonnerie et ne pas être saillants sur l'espace rue (des dispositions en retrait ou en avant du mur sont proscrites).

Ces murs seront enduits avec une finition lisse de type « gratté fin ». Leur hauteur est limitée à 1.60m et leur longueur à 2.50 m de part et d'autre de l'entrée. Si plusieurs entrées sont aménagées, seule l'entrée principale pourra être bordée de murs.



Les hauteurs variables de clôtures sont interdites

Les remblais sous clôture sont interdits.

Les bâtiments techniques

Les transformateurs, installations techniques seront intégrés au volume des bâtiments.

Des caches conteneurs seront intégrés à l'aménagement de l'entrée charretière.

Les toitures

Les toitures bénéficieront d'un traitement simple ou seront végétalisées. La limitation des édicules (ouvrages techniques) et leur regroupement sont exigés. Ces éléments techniques devront être intégrés dans des éléments architecturaux ou de décor. Une teinte neutre sera employée en toiture (nuances de gris ou de verts par exemple). Les panneaux solaires seront disposés de façon régulière et respecter un rythme si possible en harmonie avec le rythme des ouvertures des façades.

Les matériaux, les enduits

Les orientations suivantes sont conseillées :

- les bardages colorés en bois ou métalliques (avec une mise en œuvre et qualité de finition à soigner) ainsi que les bardages transparents.
- Les bétons de fibre, les panneaux utilisant le bois en aspect de surface,
- Les finitions et détails constructifs seront à étudier avec la plus grande attention.
- Les bétons coulés sur place concernant les murets, soubassements, dalles extérieures seront d'aspect lisse ou désactivé avec une qualité parfaite de mise en œuvre et d'utilisation des agrégats de la Région. Les pigmentations respecteront la palette locale.
- Les bétons préfabriqués seront traités de préférence avec des aspects de matière (poli, mat, désactivé) et des joints calepinés (base technique, ornementation, aspect de matière).
- Les murs en aggloméré de béton doivent être enduits.
- Les parpaings parfaitement dressés et traités avec un calepinage (des rythmes peuvent être admis).
- Les produits verriers : briques de verre, pavés de verre peuvent être utilisés dans le cadre d'un parti architectural mais en appréciant ce qu'ils vont refléter.

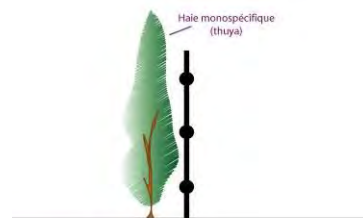
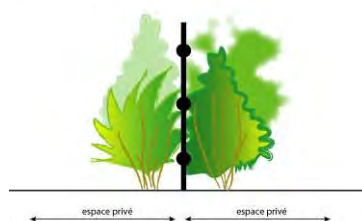
Les plantations

Les espaces de fonctionnement des parcelles devront être plantés. La densité des espaces verts sera de préférence reportée en bordure de voie. Les limites arrières des parcelles seront obligatoirement plantées de haies arbustives d'essences locales. Les espaces interstitiels entre la clôture et les aires de stationnement seront végétalisés et plantés de bosquets d'arbustes.

- Les haies de clôture

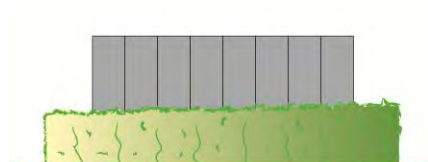
Les haies des clôtures seront composées d'essences variées (au minimum 3 espèces différentes), aux feuillages et aux floraisons variées. Elles comporteront au maximum 50% de persistants. Les haies monospécifiques sont interdites.

Les haies de clôtures autorisées

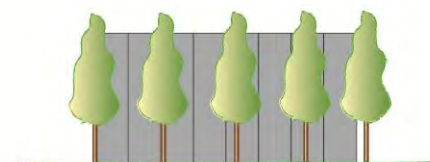


Haie non autorisée

Les bâtiments à grande volumétrie agricoles ou industriels devront être accompagnés de plantations de hauteurs variées (avec deux strates : strate arborée et strate arborescente) et d'espèces panachées pour fragmenter la perception sur le volume.



haie non autorisée



haie non autorisée

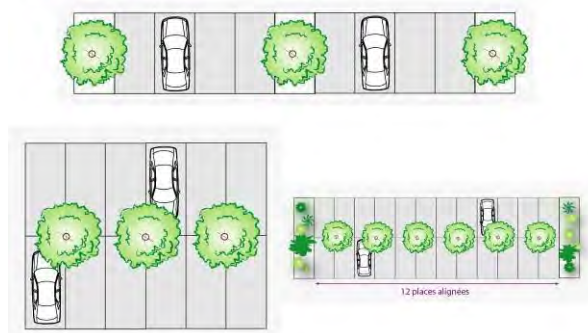


haie autorisée

Les stationnements

Les stationnements des espaces privatifs sont plantés d'arbres de haute tige à raison d'un arbre pour 4 places de stationnement. Au-delà de 12 places alignées, des bandes vertes sont obligatoires pour fragmenter des alignements. Ces espaces plantés auront une largeur minimale de 2.50 m et seront plantés d'arbustes d'ornement d'une hauteur minimale d'un mètre, à raison d'un sujet pour 1m².

Les stationnements

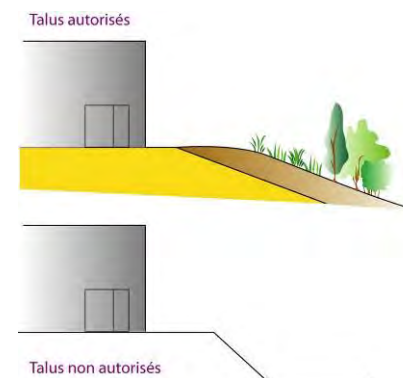


Les talus

Les talus seront traités avec une pente adoucie : au minimum 1m de hauteur pour 3 m de longueur.

Les talus d'une hauteur supérieure à 1 m seront en gazonnés ou plantés de couvre sols sur l'ensemble du talus, ces plantations comporteront aussi des végétaux bas et des arbustes en bosquet. La densité minimale de plantation des arbustes est de 3 sujets pour 15 m² de talus.

Les autres talus dont la hauteur est inférieure à 1 m seront au minimum enherbés.



Les espaces résiduels

Les espaces libres non utilisés par les constructions, stationnements, circulations, espaces de détente, seront traités par des plantes couvre sols ou engazonnés.

4 Commerces

Dans le bâti ancien

Le traitement des commerces en rez-de-chaussée ne doit porter atteinte ni aux perspectives urbaines ni à l'architecture de la façade d'immeuble.

Les portes d'accès : Les percements doivent respecter la structure du bâtiment et la composition de la façade. Les éléments de modénature et de décor doivent être conservés,

Les éléments de devanture plaqués en façade étrangers à l'architecture de l'édifice sont à exclure. La façade doit être restituée jusqu'au sol avec un soubassement.

Dans le bâti ancien et les nouvelles constructions

Les climatiseurs sont interdits en façade, leur intégration à l'intérieur avec sortie en devanture ou vitrine, doit être prévue dans le projet initial.

Les devantures et vitrines

Les couleurs doivent correspondre à l'ensemble de la façade et ne pas nuire son harmonie.

Les enseignes

Il est rappelé que la commune dispose d'une réglementation des enseignes. Celle-ci doit être mise en application dans les constructions.

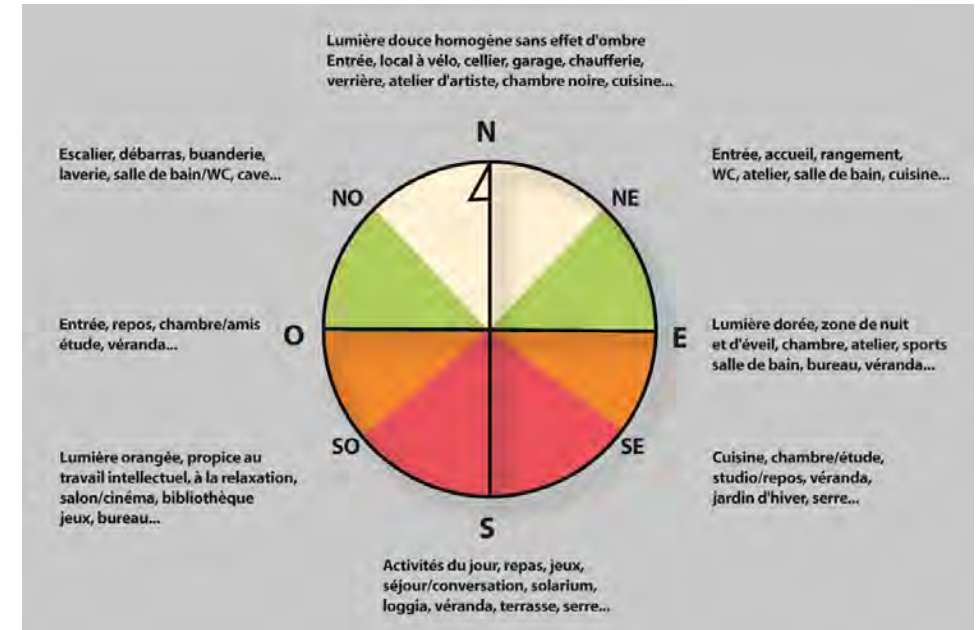
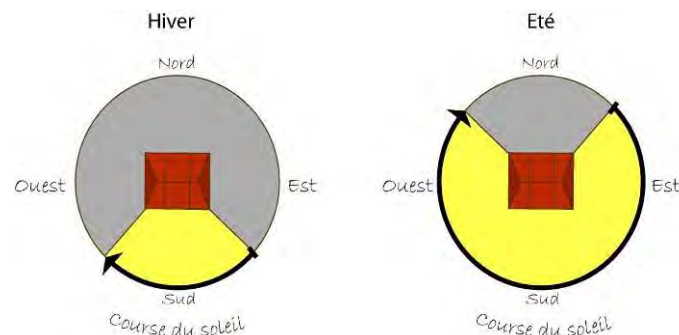
Les bâches, les stores-bannes sont à éviter (sauf en cas de forte exposition au soleil). Ils ne doivent pas nuire à la lisibilité de la façade et doivent s'inscrire dans la composition générale sans empiéter sur le décor de façade.

5 Comment construire avec les éléments naturels

L'implantation et l'orientation d'une construction participent à la maîtrise des dépenses énergétiques de la construction. Pour profiter au mieux du soleil, il vaut mieux orienter les pièces de nuit à l'Est pour éviter la surchauffe du soir et les pièces de jour au sud et à l'Ouest pour bénéficier d'un éclairage maximal (placer les garages et abris couverts plutôt au Nord).

Pour bénéficier de l'énergie solaire que ce soit pour une construction passive ou pour installer des panneaux solaires une exposition au sud est la plus appropriée.

La surchauffe peut être compensée par des protections solaires (casquettes, débord de toiture, brise soleil, pergolas etc.) qui permettront de renforcer le confort d'été. Une végétalisation des pieds de façade (bande de pleine terre plantée) permettra d'éviter l'accumulation de chaleur des sols minéraux, et la réverbération solaire.



6 Comment gérer les eaux pluviales

Toute nouvelle construction contribue à imperméabiliser un peu plus les sols et amplifier les phénomènes de ruissellement torrentiel.

Une gestion au plus près du cycle de l'eau permet de compenser ces effets. Il s'agit principalement :

- de retarder les écoulements par la limitation des débits ruisselés,
- de favoriser au maximum l'infiltration par la limitation des volumes ruisselés.

Des aménagements peuvent être réalisés soit à l'échelle de l'opération par l'aménagement de bassins d'infiltration ou de rétention, de noues, soit à l'échelle de la parcelle par des puits d'infiltration ou des tranchées drainantes. Les toitures végétalisées font aussi partie des moyens à utiliser pour réguler les débits hydriques (outre le confort thermique et le confort phonique qu'elles apportent).

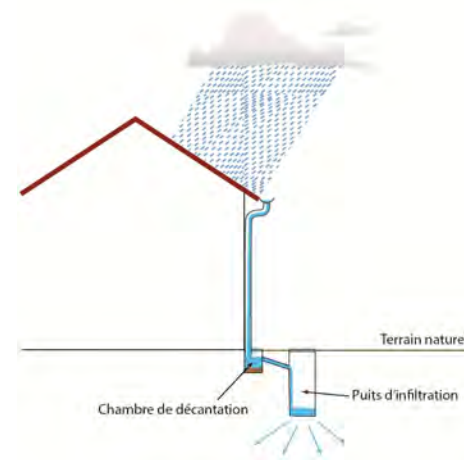
Enfin, l'imperméabilisation des sols peut être limitée par l'utilisation de matériaux de surface perméables.

Puits d'infiltration

Utilisés essentiellement pour recevoir les eaux de toitures, les puits d'infiltration sont renforcés sur toute la hauteur par des anneaux en béton pour éviter l'effritement des parois. Cette technique limite la pose de canalisations enterrées.

Le puits est précédé par un regard de décantation pour piéger les éléments indésirables. L'infiltration se fait par le fond du puits (éventuellement par les côtés en perforant les parois). L'entretien consiste au nettoyage du regard de décantation (1 fois par an) et au remplacement du gravier ou du sable, régulièrement.

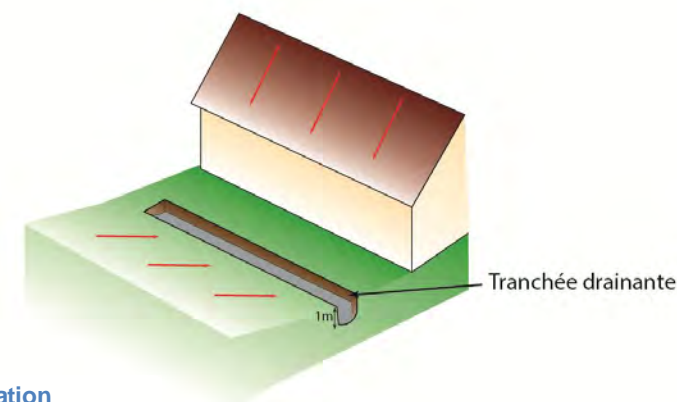
Les puits d'infiltration peuvent être également couplés à une placette inondable.



Tranchée drainante

Si la couche superficielle du sol est suffisamment perméable, les eaux de ruissellement (terrasses, allée de garage...) peuvent être recueillies par des tranchées drainantes. Il s'agit d'ouvrages superficiels (1 mètre de profondeur) et linéaires comblés de matériaux poreux (en général des cailloux).

Cette technique peut être intégrée dans les espaces verts ou aménagée en voie d'accès piétonnier ou circulée, mais elle nécessite une bonne qualité des eaux infiltrées.



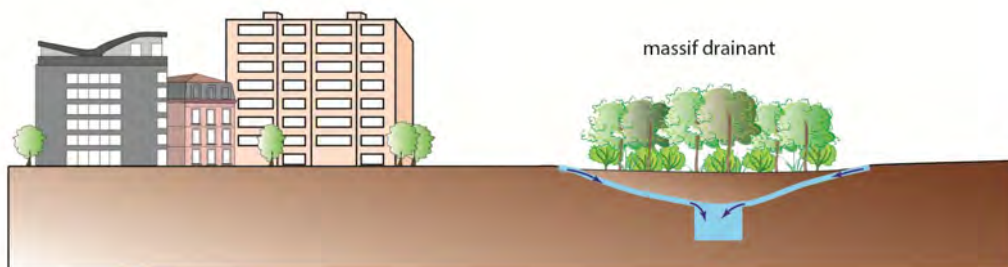
Tranchée d'infiltration

Les noues et fossés

Les noues sont des ouvrages qui permettent d'assurer 3 fonctions :

- Le drainage des terrains quand la nappe est proche de la surface.
- Le stockage des eaux pluviales en surface en attendant l'infiltration.
- L'évacuation des débits des pluies exceptionnelles.

Schémas de noues avec et sans massif drainant



Cette technique a la même fonction qu'un fossé, mais moins profond, aux formes adoucies, et plus facile d'entretien. L'acheminement des eaux de pluie se fait en surface par ruissellement ou par canalisation dans la noue ou dans l'éventuel massif drainant. (Tuyau PVC, puisard béton et PVC, regard de fonte, géotextile et grave).

Si le sol est perméable, l'infiltration se fait directement. Si le sol est imperméable, ou la pente du terrain trop faible (inférieure à 2 à 3 cm/m), la noue doit être raccordée à un exutoire.

La longueur (L), la largeur (l) et la hauteur (h) doivent être calculés de telle façon que le volume ($L \times l \times h/2$) puisse stocker la quantité des eaux d'un orage décennal.

Avantages :

- aspect plurifonctionnel (espace de jeux, de détente, espace vert ...)
- utilisation dans tous les milieux : urbain, péri-urbain, rural, lotissement, site industriel
- espaces pouvant être comptabilisé dans les espaces verts
- réalimentation des nappes phréatiques
- création d'habitats pour la faune
- conception simple et peu coûteuse
- entretien simple et identique à celui d'un espace vert (tonte de la pelouse, entretien de la végétation, enlevage des feuilles mortes).
- dépollution efficace des eaux pluviales par décantation et filtration
- bonne intégration dans les aménagements paysagers

Inconvénients :

- emprise foncière qui peut être importante et onéreuse
- entretien régulier nécessaire (enlevage de boues de décantation et de « flottants » selon la nature des eaux)
- stagnation d'eau avec risque de nuisances olfactives

Exemples d'aménagement de noues végétalisées dans un quartier résidentiel



Les bassins de retenue

Stockage temporaire des eaux pluviales dans un bassin et restitution à faible débit :

- par infiltration dans le sol support : bassin d'infiltration
- vers un exutoire naturel ou artificiel : bassin de rétention

Souvent utilisés pour des opérations de type ZAC, les bassins peuvent participer au cadre de vie. Cette technique peut également être utilisée dans le cadre de lotissements, et de jardin de particulier.



Exemple d'un bassin de retenue d'une zone d'activités à Neydens (74). Les eaux pluviales sont épurées par un filtre à roseaux avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

La végétation « filtrante »



Typha latifolia
Massette à larges
feuilles



Typha minima
Petite massette



Iris pseudocarus
Iris des Marais



Pontaderia
Pontédérie à feuilles lancéolées

La végétation des bassins



Butomus umbellatus - Jonc fleuri



Hippuris vulgaris - Pesse d'eau



Nuphar lutea - Nénuphar jaune

Les chaussées à structure-réservoir

Les chaussées à structure-réservoir assurent deux fonctions : une fonction mécanique (structure), et une fonction hydraulique (réservoir).

Utilisée pour les voiries et les parkings, la structure réservoir permet de stocker les eaux pluviales dans le corps de la chaussée constituée de pierres calcaires. L'eau circule entre les vides laissés par les cailloux et l'infiltration se fait au niveau de la surface du fond de la voirie.

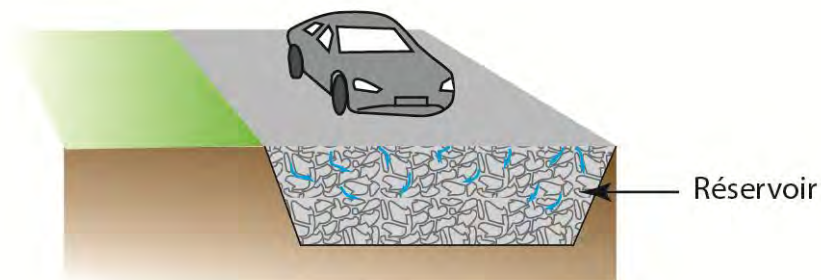
Pour l'entrée des eaux de pluie, deux cas de figure :

- **Enrobé poreux** qui laisse passer l'eau directement dans la structure réservoir tout en retenant les impuretés. L'entretien doit être régulier pour éviter le colmatage et garder une bonne perméabilité
- **Enrobé traditionnel imperméable.** Les eaux de pluie sont récupérées après ruissellement par les bouches d'égout puis injectées dans la structure par des drains. L'entretien est identique à celui des bouches d'égout sur voirie traditionnelle

Avantages : les revêtements drainant limitent l'aquaplanage et les projections d'eau.

Inconvénients : formation de gel en surface plus précoce

- il faut agir plus rapidement que sur une chaussée classique
- utilisation de deux fois plus de sel en raison des vides
- il faut proscrire le sablage et les fondants routiers contenant des particules insolubles (colmatage)



Matériaux de surfaces perméables pour les circulations:

MATERIAUX	APPLICATION
Pavés poreux	Voies d'accès très peu circulées, parkings, voies piétonnes, tranchée non circulée
Dalles poreuses	Voies d'accès très peu circulées, parkings, voies piétonnes, tranchée non circulée
Graves non traitées poreuses	Zones non circulées : espaces piétons, voies d'accès, parking, surface de puit, de tranchée
Béton bitumeux drainant	Voirie circulée ou piétonne, parking, tranchée circulée
Béton de ciment drainant	Voirie circulée ou piétonne, parking, tranchée circulée
Dalle gazon	Voies d'accès, parking, aire de jeux, espaces piétons (peu adapté : arrosage nécessaire)

Contraintes à prendre en compte dans le choix de la technique et de sa conception :

- hauteur de la nappe phréatique
- perméabilité du sol
- topographie
- possibilité d'exutoire – contraintes aval
- foncier
- aspect esthétique
- contrainte qualitative
- gestion – entretien
- encombrement du sous-sol
- sensibilité à l'eau du sol support
- fonction de la voie
- coût d'investissement

Les circulations béton

Les circulations béton sont utilisées dans des contextes variés.

Avantages

- bonne intégration dans les environnements naturels, semi-urbains, patrimoniaux, modernes ...
- résistances aux inondations temporaires (crues des voies sur berges ...)
- confort des usagers
- circulation d'engins possible,
- possibilités de colorations, de différences d'aspect selon la taille, le mélange des granulats
- possibilités de marquages (lignes de galets, pierres, céramiques ...)

Inconvénients

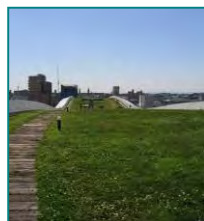
- nécessité d'une mise en œuvre soignée
- difficultés des « raccord » en cas de travaux
- risque de salissures (fuites d'huile, de carburant ...)



Les toitures végétalisées

(Source : « Règles professionnelles pour la conception et la réalisation des terrasses et toitures végétalisées » UNEP – SNPP)

Historiquement, la construction de toitures végétales se fait de manière traditionnelle dans plusieurs pays scandinaves et européens. Le principe est utilisé depuis des millénaires.



Avantages

- Effet bénéfique sur le climat, microclimat et l'hygrométrie
- Diminution de la température des zones urbaines en période chaude
- Effet bénéfique sur les pollutions : l'évapotranspiration favorise une rosée qui fixe les poussières atmosphériques.
- Diminution du taux de CO et CO2 pour plus d'oxygène produit
- Augmentation de la superficie disponible en espace de nature pouvant être accessible,
- Régulation des débits hydriques (le végétal pourrait absorber jusqu'à 50% de l'eau de pluie), soulageant les réseaux d'évacuation.
- Isolation thermique des bâtiments
- Isolation phonique des bâtiments
- Intégration paysagère des bâtiments

Inconvénients

- Coûts de constructions plus élevés
- Structure du bâtiment adaptée (plus résistante, étanchéité parfaite)
- Non adapté aux toits à forte pente
- Entretien
- Nécessité d'un arrosage en période sèche et chaude dans certaines régions

Un toit vert ou végétal est constitué essentiellement de **cinq composantes**. En partant du support de toit, on retrouve :

- la structure portante : elle peut être en béton, acier ou bois, mais doit supporter le poids de l'installation prévue, gorgée d'eau ou couverte de neige. Le toit peut être plat ou incliné (35° au maximum). Il est recommandé de construire des terrasses avec une pente minimale de 1 à 2 %, pour diminuer l'épaisseur de la couche drainante et donc le poids de la structure.
- une membrane d'étanchéité. Le complexe isolant doit être résistant à la compression et aux racines.
- une couche de drainage et de filtration : membrane de drainage de polyéthylène gaufrée et filtre géotextile non tissé.
- un substrat de croissance : compost végétal de feuilles ou d'écorces mélangé à des agrégats de pierres légères et absorbantes (pierre ponce, matériau expansé, éventuellement récupération de déchets de tuiles broyées..) ayant un diamètre de 3 à 12 mm.
- une couche végétale si l'on recherche un aspect engazonné ou de type prairie, ou une couche d'un substrat léger, pauvre et absorbant type mélange de billes d'argile expansée ou d'ardoise expansée, sans engrais dans lequel on plantera surtout des plantes succulentes, résistantes à la sécheresse, de type sédums.

Les plantes à privilégier peuvent être :

Plantes fleuries : Origan lisse (*Origanum laevigatum* "Herrenhausen") ; la ciboulette (*Allium schoenoprasum*), un mélange de fleurs des champs pour créer un pré fleuri ; le gazon d'Espagne (*Armeria maritima*) ; les iris (*Pumila*) ; campanule agglomérée, etc.



Origan lisse



Ciboulette



Armérie maritime



Campanule

Couvre-sols : œillet couché (*Dianthus deltoides*) ; gypsophile rampante (*Gypsophila repens*) ; orpin blanc (*Sedum album*) ; thym serpolet, etc.



Œillet couché



Gypsophile rampante



Orpin blanc – Sedum album

Graminées : fétuque bleue (*Festuca glauca*) ; fétuque améthyste (*Festuca amethystina*).



Festuca glauca



Festuca amethystina

Plantes vertes : corbeille d'argent (*Iberis sempervirens*) ; armoise de Schmidt (*Artemisia schmidtiana*) ; centaurée scabieuse (*Centaurea scabiosa*), etc.



Iberis sempervirens



Armoise de Schmidt



Centaurea scabiosa

7 La palette végétale

Une bonne gestion de l'eau commence par le choix de plantes peu consommatrices d'eau et adaptées au climat. Les tableaux ci-après proposent des listes de plantes (non exhaustives) selon les usages.

Quelques conseils de plantation

- La période de plantation la plus favorable est le début de l'automne. La plante bénéficie de tout l'hiver pour s'installer, développer ses racines, et résistera mieux aux sécheresses d'été.
- Il est conseillé de choisir des plantes de petite taille, qui s'acclimatent mieux à leur nouveau milieu.
- Vérifier que le système racinaire est équilibré, sans « chignon » (racines qui se sont agglomérées dans le pot).
- Il faut les planter dans un sol drainant, et il sera souvent nécessaire d'ajouter du sable de rivière dans le trou de plantation.
- Enfin, il est conseillé de tailler les arbustes (réduction d'un tiers de la hauteur) pour rééquilibrer le volume des feuilles et des racines, et ainsi limiter l'évaporation.

Quelques conseils d'arrosage

- L'arrosage à la cuvette s'avère le plus efficace : 20 cm de haut pour 60 cm de large pour un arbuste, que l'on remplit de 20 à 30 l d'eau par arrosage. L'arrosage par aspersion est déconseillé car il favorise les racines superficielles et rend la plante vulnérable à la sécheresse.
- Espacer les arrosages encourage la plante à développer des racines profondes qui lui permettront de résister à la sécheresse.
- Le paillage au pied de la plante permet de limiter les mauvaises herbes et de conserver l'humidité du sol : graviers, végétaux broyés, tontes ...

Les essences végétales à privilégier sont les suivantes :

Les arbres des stationnements et d'alignement

Tilleul, Erables, Sophora japonica, Liquidambar, Frêne, Chêne rouge, Chênes, Charmes, Hêtres, sorbier des oiseleurs, merisier à grappes, cerisiers

Les arbustes des haies d'ornement et des bandes plantées

Cornouiller sanguin, Cornouiller blanc, Fusains, Eléagnus, Viorne lantane et Viorne Obier, Acer campestre, Noisetiers, Néfliers, , Amélanchier, Seringat, Rosier glauque, et autres rosiers, Laurier tin, Corète du japon, cytise, houx, charmille, groseilliers, houx, lilas, sureau noir, néflier, orangers du Mexique, millepertuis arbustif, Berberis, Genêts, houx,

Les haies champêtres :

Noisetier (*Corylus avellana*), Troène (*Ligustrum vulgare*), Bourdaine (*Frangula vulgaris*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Fusain (*Euonymus europaeus*), Viorne lantane (*Viburnum lantana*), Eglantier (*Rosa canina*), Alisier blanc (*Sorbus aria*), Houx,

Merisier (*Prunus avium*), Sorbier (*Sorbus aucuparia*), Charme (*Carpinus betulus*), Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Chêne pubescent (*Quercus pubescens*), Saule marsault (*Salix caprea*), Châtaignier (*Castanea sativa*)

Couvre sols et végétaux bas des bandes plantées :

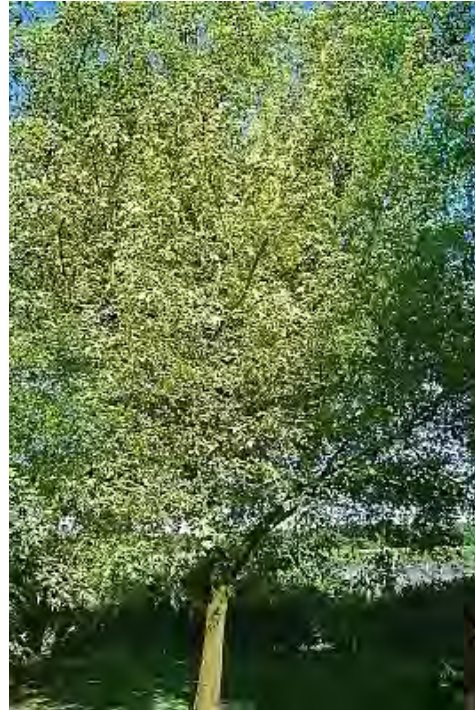
Lierres, Pervenche, Chèvrefeuilles, Millepertuis, Pachysandra, Viorne, Buddleia davidii, Hebe véronique, Cerastium Tomentosum (corbeille d'argent), Bruyères, Deutzia, Sauges, Spirée,

Les plantes hygromorphes des noues et bassins

Iris, Joncs, Roseaux, Massettes



Liquidambar



Erable negundo



Charme



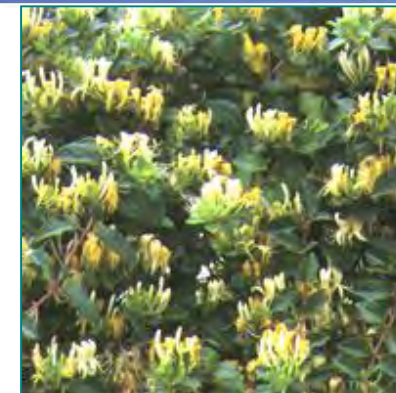
Viorne obier



Viorne lantane (fruits)



Corète du Japon



Chèvrefeuille



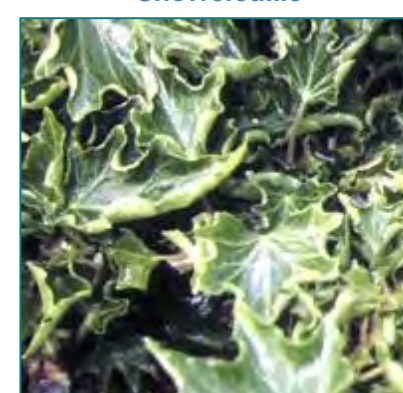
Eleagnus



Pachysandra



Laurier tin



Lierre



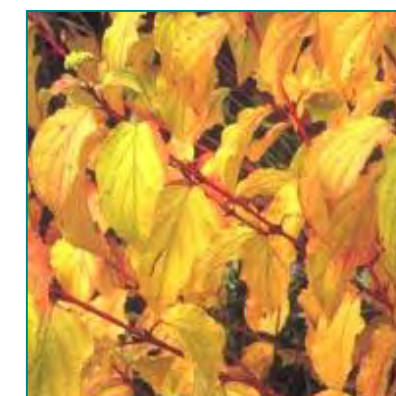
Fusain



Amélanchier



Cornouiller blanc



Cornouiller sanguin

PRÉFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé
Délégation territoriale de la Drôme
Pôle prévention et gestion des risques

Affaire suivie par : Armelle MERCUROL
Tél. : 04.75.79.71.70
Fax : 04.75.40.16.90
courriel : armelle.mercurol@ars.sante.fr

Arrêté n° 2011201 - 0033

Prescrivant la destruction obligatoire de l'Ambrosie dans le département de la Drôme (*Ambrosia artemisiifolia*)

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement notamment les articles L.110-1 et L.220-1 ;

Vu le Code de la Santé Publique notamment l'article L.1311-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 et L. 2213-25 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Rhône-Alpes, en date du 1^{er} février 2001, approuvant le plan régional pour la qualité de l'air ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 1641 du 3 mai 2000 fixant les règles d'entretien des parcelles mises en jachère dans le cadre du gel des terres indemnisé ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 09-1974 du 18 mai 2009 relatif aux conditions d'éligibilité aux paiements de certaines cultures arables sur la base des rendements irrigués, aux usages locaux, aux zones de production de semences, aux surfaces fourragères et aux bonnes conditions agricoles environnementales.

Vu l'avis favorable du CODERST émis lors de sa séance du 7 juillet 2011 ;

Considérant que l'entretien des terrains relève de la salubrité publique et qu'il incombe aux propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit ;

Considérant que l'ambroisie est une plante dont le pollen allergisant se diffuse dans un large périmètre, qu'il génère des nuisances importantes auprès de la population et constitue un risque pour la santé publique ;

Considérant que l'ambroisie (*Ambrosia artemisiifolia*) prospère dans les terrains dénudés, les terres rapportées (remblais) peu ou pas végétalisées, les sols peu ou mal entretenus, notamment les friches industrielles, les lotissements en cours de construction, les chantiers, les bas-côtés, les terrains vagues, les voies de communication, les jachères, les jardins, les cultures, les chaumes... ;

Considérant que les graines d'ambroisie sont viables durant plusieurs années et que par conséquent la lutte contre l'ambroisie nécessite une action de long terme ;

Sur proposition de Mme La Secrétaire Générale de la Préfecture

ARRETE

Article 1

Afin de juguler la prolifération de l'ambroisie et de réduire l'exposition de la population à son pollen, les propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit, sont tenus de :

- prévenir la pousse des plants d'ambroisie.
- détruire les plants d'ambroisie déjà développés

Article 2

Sur les parcelles agricoles, la destruction de l'ambroisie devra être réalisée avant pollinisation et avant la grenaison par l'exploitant jusqu'en limites de parcelles (y compris talus, fossés, chemins, etc...inclus dans la parcelle cadastrale exploitée). Il devra mettre en œuvre les moyens nécessaires : fauche, broyage, ou tout autre procédé adapté.

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation - arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Concernant les cultures annuelles, les moyens à dispositions seront conjugués pour optimiser la lutte :

- moyens agronomiques, avec notamment la réalisation de faux-semis avant cultures de printemps, lorsque les conditions s'y prêtent ;
- moyens mécaniques notamment le binage en culture, le déchaumage en interculture ;
- herbicides en faisant appel à des produits homologués (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé) et la réglementation en vigueur sur les zones de captage le cas échéant.

Article 3

L'obligation de lutte contre l'ambroisie est également imposée aux gestionnaires des domaines publics de l'Etat et des Collectivités territoriales, ainsi qu'aux exploitants d'ouvrages linéaires, en particulier des voies de communication, qui devront mettre en œuvre les moyens nécessaires et en particulier anticiper la gestion de l'ambroisie dans les marchés de travaux.

Article 4

La prévention de la prolifération de l'ambroisie et son élimination sur toutes terres rapportées et/ou remuées lors de chantiers de travaux, est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Article 5

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation – arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Le désherbage chimique fera exclusivement appel à des produits homologués, respectant les dispositions relatives à leur application (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé). Son utilisation devra être modérée pour limiter les impacts sur les nappes phréatiques et les cours d'eau.

La lutte chimique ne sera pas utilisée dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des zones de captages d'eau potable, à l'exception du traitement des cultures qui devra respecter les prescriptions relatives à la protection des captages.

L'entretien des abords des cours d'eau, plans d'eau et fossés, ne sera en aucun cas effectué par des moyens chimiques.

Article 6

L'élimination des plants d'ambrosie doit obligatoirement se faire avant la pollinisation et avant la grenaison de la plante afin d'empêcher les émissions de pollens et de graines.

Des interventions ultérieures supplémentaires peuvent être nécessaires en raison de phénomènes de repousse.

Dans tous les cas, le cycle de reproduction de l'ambrosie doit être interrompu afin d'empêcher la constitution de stocks de graines dans les sols.

Article 7

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible d'une contravention de troisième catégorie en application des dispositions du code de la santé publique.

En outre, en cas de défaillance des occupants, le Maire pourra faire procéder à la destruction des plants d'ambrosie aux frais des intéressés, en application des articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9

L'arrêté du 18 mai 2001 N° 01-1903 est abrogé.

Article 10

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, les Sous-préfets des arrondissements de Die et Nyons, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Drôme, les Maires ainsi que les officiers et adjoints de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la Préfecture de la Drôme, dans les Sous-préfectures des arrondissements de Die et Nyons et dans toutes les communes du département.

Fait à Valence, le
Le Préfet,

20 JUL. 2011

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA

PLU de Montélier

Intégration du risque inondation - Proposition de règlement

1 Étude d'aléa des principaux cours d'eau de la plaine de Valence - modalités de détermination des règles applicables dans la zone inondable

Au titre de l'étude d'aléa plaine de Valence, il est proposé d'utiliser le croisement aléa/enjeu suivant :

Enjeux	Zones peu ou pas urbanisées/ Zone d'expansion de Crue	Autres zones urbanisées	Centre urbain = parties des zones Uah et Ubh de Fauconnières
Aléa			
Fort	R1	R1	Rh
Moyen	R2	R2	
Faible	R3	B	
Bande de sécurité digue	R1		Sans objet

La méthode permet de définir trois types de zones :

- La zone rouge, dénommée R, inconstructible. Elle est divisée en trois secteurs R1, R2 et R3, en fonction du niveau et de la nature de l'aléa
- La zone rouge Hachurée Rh, constructible (seul village de Fauconnières concerné) ;
- La zone bleue, dénommée B, constructible avec prescriptions (dont le bourg de Montélier).

2 Représentation graphique

L'étude d'aléa des principaux cours d'eau de la plaine de Valence figure est bien reportée au règlement graphique du PLU. Pour une complète intégration du risque inondation, il est proposé de la remplacer par la cartographie du risque fournie en annexe et qui permet notamment, d'introduire un centre urbain constructible dans le centre bourg de Fauconnières.

Pour les cotes de référence, il convient de préciser dans le règlement que celle-ci sera fournie par le service instructeur des autorisations d'urbanisme.

3 Intégration des règles spécifiques des zones inondables dans le règlement

Les règles s'appliquant à la zone inondable peuvent être présentées :

- dans un article spécifique des dispositions générales du PLU, qui devra reprendre les dispositions présentées ci-dessous,
- dans le règlement de chaque zone de la manière suivante :

Article 1 de la zone

Dans les secteurs délimités au plan de zonage par une trame spécifique représentant (indiquer ici le ou les secteurs concernés), toutes les constructions et occupations du sol sont interdites, à l'exception des occupations et utilisations du sol énumérées à l'article 2.

Article 2 de la zone

Dans les secteurs délimités au plan de zonage par une trame spécifique représentant (indiquer ici le ou les secteurs concernés), les constructions et occupations du sol suivantes peuvent être autorisées. Puis reprendre le type de règlement s'appliquant à chaque secteur.

Si les règles spécifiques aux secteurs inondables ne figurent que dans les dispositions générales, le règlement de chaque zone du PLU, touchée par un ou des secteurs inondables, doit renvoyer à l'article concerné des dispositions générales.

RÈGLEMENTS À INSÉRER AU PLU AU TITRE DE L'ALÉA « PLAINE DE VALENCE »

Dispositions applicables aux différents secteurs de la zone inondable issue de l'étude d'aléa des principaux cours d'eau de la plaine de Valence

Dans tous les secteurs délimités au plan de zonage par une trame spécifique représentant le champ d'inondation sont strictement interdits :

- la création de bâtiments nécessaires à la gestion de crise, notamment ceux nécessaires à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public,
- la création de sous-sol,
- la modification sans étude préalable des ouvrages jouant un rôle de protection contre les crues.

Règles applicables dans la zone rouge R, secteurs R1, R2, R3

Dans les secteurs R1, R2 et R3, du champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception de celles énumérées ci-dessous et à condition qu'elles ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux, qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets.

Peuvent être autorisés en secteurs R1, R2, R3

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants.
- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- L'extension au sol des constructions à usage :
 - d'habitation aux conditions suivantes :
 - sans création de nouveau logement,
 - l'emprise au sol ne dépassera pas 20 m²,
 - l'extension sera réalisée soit sur vide sanitaire soit sur un premier niveau qui ne pourra pas recevoir une pièce habitable.
 - professionnel (artisanal, agricole et industriel), nécessaires au maintien de l'activité économique existante aux conditions suivantes :
 - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité des biens et des personnes pour l'ensemble du bâtiment (extension comprise),
 - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible.
 - d'ERP (Etablissement Recevant du Public) quel que soit la catégorie ou le type aux conditions suivantes :
 - l'extension ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale,
 - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - elle ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie.
- La surélévation des constructions existantes à usage :
 - d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
 - professionnelle (artisanal, agricole et industriel), sous réserve de ne pas augmenter de manière sensible la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
 - d'ERP quel que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population ni augmentation de la valeur des biens exposés aux risques.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.
- La création d'abris de jardin ou appentis, sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs), sans constructions annexes, hormis les sanitaires. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol.
- Les carrières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, comprenant des sites d'extraction et des installations de traitement et de stockage dont l'impact n'aggrave aucune

situation en terme de risques.

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

Peuvent être autorisés uniquement en secteur R3

- La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière existante, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs.
- Le changement de destination des locaux au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5ème catégorie hors R, U et J seront autorisés.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote de référence fournie par le service instructeur des autorisations d'urbanisme.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur un premier niveau non habitable pour les extensions de moins de 20 m².

Règlement de la zone rouge Rh

La zone **Rouge hachurée** correspond aux secteurs d'aléas moyen et fort affectant le centre urbain.

Dans cette zone le principe du PPR est de permettre le maintien de l'activité en limitant la vulnérabilité des personnes et des biens.

Peuvent être autorisés en zone rouge Rh,

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants,

- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- La création de constructions à usage :
 - d'habitation,
 - d'ERP de 4^{ème} ou 5^{ème} catégorie, hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J,
 - professionnel (artisanal, agricole et industriel).
- L'extension au sol et la surélévation des constructions existantes à usage :
 - d'habitation,
 - professionnel (artisanal, agricole et industriel). S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - d'ERP classés en 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} catégories, quel que soit le type, et d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories de type R, U (recevant plus de 20 personnes) et J aux conditions suivantes :
 - l'extension au sol ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale,
 - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
- l'extension ou la surélévation ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée.
- Le changement de destination et d'usage des locaux existants à la date d'approbation du présent PLU au-dessous de la cote de référence, **dans la mesure où il ne vise pas à créer de logement** et qu'ils disposent d'un accès depuis l'intérieur à un niveau refuge situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence, suffisamment dimensionné pour y accueillir la totalité des personnes reçues. Le stockage de produit polluant ou dangereux est interdit au-dessous de la cote de référence.
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- La création de garage collectif fermé, non enterré, sous la cote de référence.
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.
- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol.
- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PLU.
- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à

l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.

- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote de référence fournie par le service instructeur des autorisations d'urbanisme.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré et vidangeable.

Règles applicables dans la zone bleue B

Dans la zone B du champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception de celles énumérées ci-dessous à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets.

Peuvent être autorisés en zone B

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants,
- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- La création de constructions à usage :
 - d'habitation,
 - d'ERP de 4^{ème} ou 5^{ème} catégorie, hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J,
 - professionnel (artisanal, agricole hors élevages et industriel).
- L'extension au sol ou la surélévation des constructions existantes à usage :
 - d'habitation,
 - professionnel (artisanal, agricole et industriel).
 - d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J.
 - d'ERP classés en 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} catégories, quel que soit le type et d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories de type R, U (recevant plus de 20 personnes) et J aux conditions suivantes :
 - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation sensible de la population accueillie.

- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront, si possible, disposés hors d'eau.
- La création d'abris de jardin ou appentis, sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol.
- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- la création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au Plan Communal de Sauvegarde.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote de référence fournie par le service instructeur des autorisations d'urbanisme.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré et vidangeable.

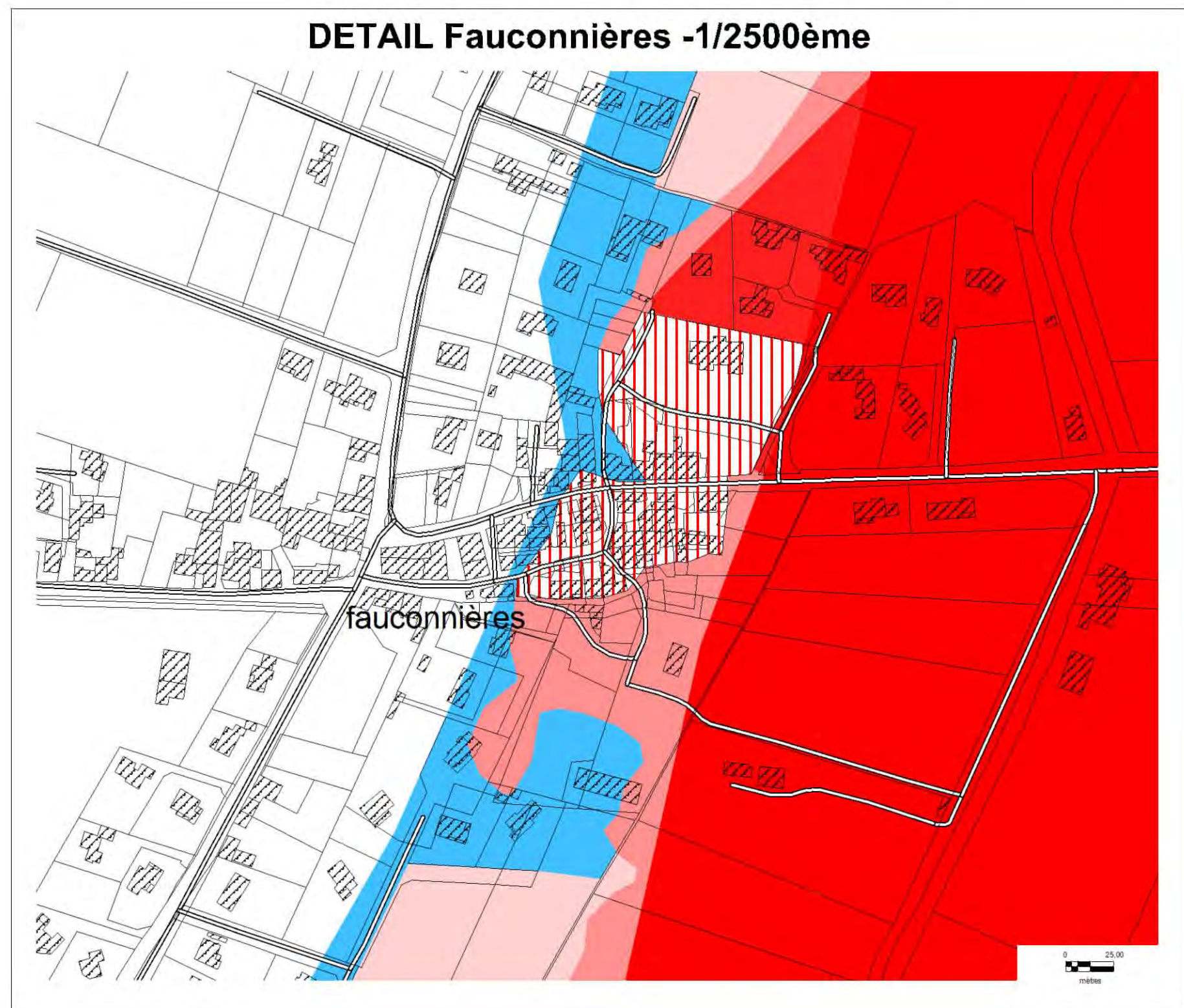
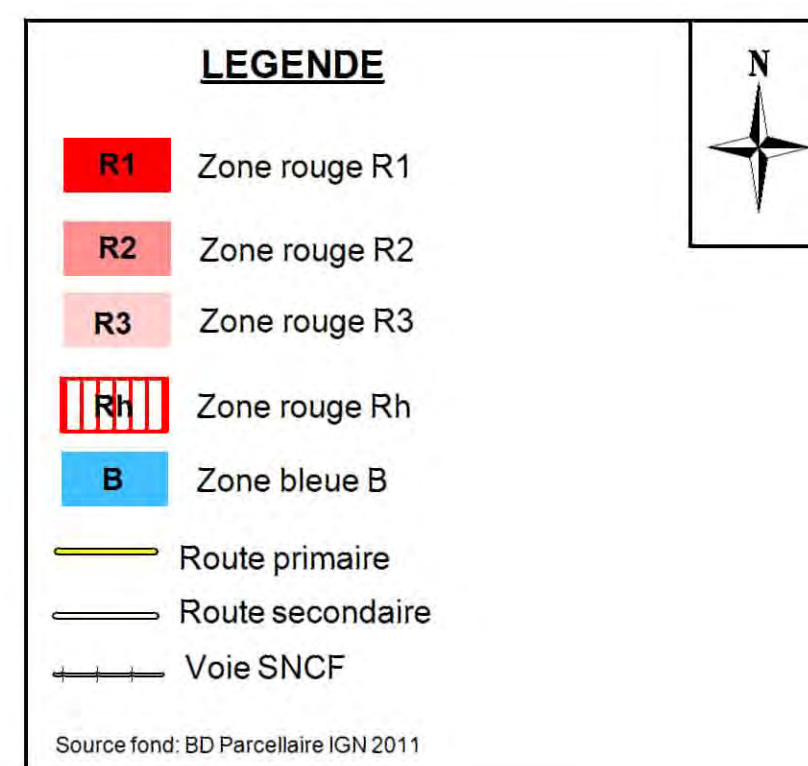
Dispositions concernant les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins

Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25 000 ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés).

Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour se prémunir des débordements et limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m².
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale.

Il va de soi que les propositions faites ici doivent être mises en cohérence avec le règlement d'urbanisme de chaque zone. Il convient de veiller à ne pas autoriser au titre des risques des projets interdits par ailleurs. Par exemple, si la zone PLU interdit les carrières, elles ne devront pas être mentionnées dans la liste des constructions autorisées au titre des risques.



Changement de destination des anciens bâtiments agricoles (art L123.3.1 du code de l'urbanisme)

Introduction

L'article L123.3.1 du code de l'urbanisme permet au règlement du PLU d'identifier dans la zone agricole (A), « les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ».

A ce titre le PLU de la commune de Montélier a déterminé trois familles de critères permettant d'autoriser ce changement de destination :

- bâti ancien délaissé par les exploitations agricoles, sans élevage à proximité afin de ne pas nuire au fonctionnement d'une exploitation,
- bâti ayant un caractère patrimonial, architectural local de la plaine de Valence ; témoin du passé et de l'activité agricole à ne pas laisser disparaître,
- bâti disposant d'un terrain attenant permettant l'assainissement individuel.

Seuls les bâtiments répondant à la fois à ces trois séries de critères sont pris en compte pour un changement de destination.



Liste des changements de destination autorisés dans la zone agricole

Bâti n°1

Lieu-dit : Saint-Achille

Références cadastrales : ZN87

Bâtiment d'activité agricole en galets, ce local situé quartier Petit Laval pourrait être réhabilité sans qu'il soit nécessaire de procéder à d'importantes modifications, des ouvertures existant déjà.



Bâti n°2

Lieu-dit : Petit Laval

Références cadastrales : YR58

Belle bâtisse, ancienne ferme partiellement habitée dont le corps principal a été une magnanerie au quartier Saint-Achille. Elle présente une architecture traditionnelle de la plaine de Valence. Elle est réalisée en galets et est en bon état général.



Bâti n°3

Lieu-dit : Bayardières

Références cadastrales : ZP127

Imposante bâtisse ayant servi aux activités agricoles et probablement à la sériciculture, à proximité d'une ferme restaurée. Ce bâtiment en pierres pourrait être aménagé en habitation.



Bâti n°4

Lieu-dit : Bel Ebat

Références cadastrales : YN48

Belle bâtisse partiellement habitée dont le corps principal a été une magnanerie au quartier Bel Ebat. Elle est intégrée à un petit hameau. Réalisée en galets, elle présente une architecture traditionnelle de la plaine de Valence et est en bon état général.

